



Explorer, expérimenter, imaginer les futurs possibles

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



Directeur de la publication :
Jean-Baptiste Marie

Coordination éditoriale :
Sacha Dalis

Rédaction :
Jean-Baptiste Marie, Julien Moulard, Sacha Dalis, Edouard Lacamp, Hélène Milet, Pacôme Bertrand, Florentin Cornée, Guillaume Lacroix, Lola Davidson, Noémie Talbot, Daniel Andersch, Mimrose Akbar, Ruben Madar, Hélène Colas, Léa Kermarrec, Céline Laurens, Alice Housset, Romane Molle, Paul Bourgeois, Max Jaeger, Cécile Gallien, Achille Warnant, Juan Kappler

Conception graphique sur logiciels libres :
Collectif Figures Libres

Relecture :
Emmanuel Cauchois / Le style de l'ours

Crédit photographique de couverture et 4^e de couverture :
Marcella Barbieri

The background of the entire page is a photograph of two women standing in a field of tall, dry grass. The woman on the left is wearing a blue coat and a black bag, and the woman on the right is wearing a grey coat and an orange scarf. They are both looking towards the right. The sky is overcast and grey.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

L'Europe des projets architecturaux et urbains

Explorer, expérimenter,
imaginer les futurs
possibles.

Groupement d'intérêt public à vocation interministérielle, l'Europe des projets architecturaux et urbains (GIP EPAU)* porte des programmes nationaux de recherche-action et d'expérimentation dans les champs de l'action territoriale, urbaine ou architecturale et mène des actions de valorisation et d'animation des réseaux professionnels de la ville et du cadre bâti.

Opérateur favorisant la conduite d'actions hautement partenariales entre les ministères chargés de l'architecture, de l'urbanisme, du logement, des collectivités territoriales, de l'écologie, de la ville, des ruralités, le GIP Europe des projets architecturaux et urbains vise à appuyer le développement des stratégies et plans conduits par l'État.

Le GIP Europe des projets architecturaux et urbains conduit l'ensemble de ses actions au bénéfice des élus et des acteurs de terrain : c'est un organisme orienté territoires. Ainsi, il joue un rôle de synapse entre l'État et les initiatives territoriales. Cela s'incarne dans une double orientation : d'une part, de nourrir par l'expérience des collectivités les politiques publiques nationales, grâce à une meilleure connaissance des enjeux territoriaux et des stratégies locales ; d'autre part, d'outiller les acteurs des territoires à développer des solutions différenciées et adaptées aux contextes.

Espace de réflexion mais aussi d'expérimentation, le GIP Europe des projets architecturaux et urbains contribue à produire de la connaissance scientifique et à faire émerger des projets expérimentaux et démonstrateurs, à la rencontre des disciplines et des générations (notamment par la mobilisation des jeunes chercheurs et concepteurs).

Au croisement des sphères des élus, des professionnels, des chercheurs et des concepteurs, il contribue à la transition écologique tout en tenant compte de la diversité des territoires, par la connaissance des dynamiques, l'appréhension des transitions dans leur complexité, la stimulation de la créativité architecturale et la construction d'un dialogue entre sciences et société afin de nourrir le débat public.

Fort de ses communautés, il accompagne en France près de 200 collectivités territoriales, mobilise plus de 750 chercheurs et soutient plus de 400 équipes de concepteurs.

* Le GIP Europe des projets architecturaux et urbains (GIP EPAU) a été créé par la convention constitutive du 25 mars 2002, le 25 novembre 2010, a été décidé le prolongement de la durée du GIP jusqu'au 2 mai 2020. Le renouvellement et les modifications de la convention constitutive du GIP EPAU ont été approuvés par arrêté en date du 5 juin 2024 (www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050001921). Il est placé sous la tutelle du ministère en charge de l'urbanisme, du ministère en charge de l'architecture. Les membres fondateurs sont : le ministère en charge de l'urbanisme, le ministère en charge de l'architecture, la Cité de l'architecture et du patrimoine (établissement public du ministère en charge de la culture) et l'association European France.

SOMMAIRE

6	L'éditorial du président
8	L'éditorial du directeur général
10	Les grands événements de l'année
12	L'année 2024 en chiffres
14	Le GIP EPAU au plus proche des territoires
16	Les publications
20	Les films
22	Productions presse
24	Moyens humains et financiers
31	Partenaires
32	Gouvernance

Programmes de recherche-action, d'expérimentation et de prospective

Quartiers de demain

Engagés pour la qualité du logement de demain

Culture & aménagement

European

Érable

Études littorales

POPSU (plateforme d'observation
des projets et stratégies urbaines)

POPSU Transitions

POPSU Territoires

Conseil scientifique de France ruralités

Palpite

Caravane des ruralités

Coubertin

Mission photographique

L'éditorial du président**Philippe Mazenc**directeur général de l'Aménagement, du Logement et de la Nature,
président du GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Éclairer les horizons des transitions, au plus près des territoires

L'adaptation de nos territoires aux changements provoqués par le dérèglement climatique est devenue une priorité de l'action publique. Les bouleversements socioéconomiques induits par cette nouvelle géographie d'une « France à +4°C » bousculent les modalités de conception et de déploiement des politiques publiques.

La préservation des ressources naturelles – l'eau, la biodiversité, les sols vivants – est devenue en quelques années un enjeu primordial, indissociable de la qualité de vie de la population et de la préservation du patrimoine culturel, notamment bâti.

Cette nouvelle donne nécessite de concilier plusieurs niveaux d'échelles : territoriale, nationale et européenne, et à valoriser toujours davantage le travail en transversalité. Cette attention portée aux interactions entre les différentes politiques publiques nous demande de mieux penser l'interconnexion entre les ministères chargés de l'aménagement, de l'architecture, des collectivités territoriales, de l'écologie, du logement, des ruralités, des transports, de l'urbanisme et de la ville.

Pour amplifier la transition écologique, les décideurs publics ont besoin de boussoles, et donc de connaissances objectivables, pour guider l'efficacité de leur action. Ils gagnent aussi à s'appuyer sur des représentations désirables de l'avenir, et l'action publique peut s'enrichir de démarches culturelles, artistiques et associatives. Enfin, l'acceptabilité de la transition repose sur l'association des élus et acteurs des territoires.

Le groupement d'intérêt public de l'Europe des projets architecturaux et urbains (GIP EPAU) a pour vocation de répondre à ces trois enjeux, dans une dynamique interministérielle.

L'année 2024 a été marquée par le soutien de nombreux nouveaux acteurs publics et parapublics essentiels au portage de nos actions. Le GIP Europe des projets architecturaux et urbains est l'ensemblier de ce collectif et je souhaite que cette dynamique interministérielle soit encore amplifiée dès 2025 pour transformer durablement les outils et méthodes de conception des politiques publiques.

Ce dialogue transversal, qui se traduit concrètement dans des programmes de recherche-action, d'expérimentation et de prospective, promeut une vision opérationnelle de l'aménagement du territoire, sur laquelle nous pourrions nous appuyer dans la conduite des politiques publiques.

Parce qu'il propose un lien renouvelé entre collectivités, élus, concepteurs, chercheurs et État, le GIP Europe des projets architecturaux et urbains constitue un lieu d'expérimentations au profit des territoires, et contribue à renforcer la territorialisation des politiques publiques aux côtés des administrations centrales. C'est à travers cette dynamique collective que l'avenir de nos territoires peut être pensé de manière durable, soucieuse des enjeux climatiques et de solutions adaptées à la richesse de chaque contexte local.



Crédit : Arnaud Bouissou

« L'année 2024 a vu l'engagement d'un nouveau plan d'action triennal pour le GIP Europe des projets architecturaux et urbains, au service de la recherche, de l'expérimentation et de la prospective, au plus près des territoires. Je souhaite que l'année 2025 soit celle d'une amplification de son ambition interministérielle et de la territorialisation de son activité, par la capitalisation et la valorisation de ses travaux, pour l'action. »

L'éditorial du directeur général**Jean-Baptiste Marie**

directeur général du GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Dessiner les futurs

L'année 2024 a été celle de l'engagement d'un plan d'orientation triennal pour le GIP Europe des projets architecturaux et urbains, pensé et construit de manière partenariale, ouvrant ainsi de nouveaux chantiers, pour développer et renforcer son action interministérielle, au plus près des territoires.



Crédit : Marcella Barbieri

Mieux comprendre les mutations des territoires, documenter et donner à voir les stratégies engagées par les collectivités pour répondre aux défis posés par l'accélération du changement climatique.

Mieux comprendre les mutations des territoires, documenter et donner à voir les stratégies engagées par les collectivités pour répondre aux défis posés par l'accélération du changement climatique et l'intensification de ses manifestations, identifier les nouveaux paradigmes, les nouvelles manières de concevoir le cadre de vie et l'architecture de demain, mobiliser les nouveaux imaginaires pour penser les futurs des territoires face à l'incertitude : c'est ici l'ambition de ce plan d'orientation, permise par une mutualisation des financements, des moyens humains, de l'énergie des ministères et des nombreux partenaires que compte désormais le GIP Europe des projets architecturaux et urbains.

Très concrètement, ce plan d'orientation pose dans le même temps un certain nombre d'exigences nouvelles sur la méthode : accroître la diffusion des travaux de recherche menés dans les territoires par la création de nouvelles scènes de débat, repenser les modalités du dialogue entre la science et la société, interroger la place de la création artistique dans les politiques de transition, contribuer à mettre en récit les nouveaux futurs des territoires à partir des initiatives locales, ou encore développer une culture de la solution expérimentale dans les collectivités.

Par ces nouvelles méthodes d'articulation entre science et action, ce plan triennal s'accompagne d'une évolution des métiers du GIP Europe des projets architecturaux et urbains, qui se poursuit en 2025, année centrale dans la mise en œuvre de ses actions.

Les travaux menés par les programmes de recherche-action témoignent d'un déploiement toujours plus important de dispositifs de recherche-action dans les territoires, comme en témoigne l'installation des vingt-trois plateformes du programme *POPSU Transitions*. La question de la transversalité a elle aussi été centrale, avec de nombreux sujets comme la question de la gouvernance de l'eau ou l'enjeu du devenir des territoires littoraux qui nous montrent la nécessité de requestionner les échelles, de penser les nouvelles solidarités territoriales, de mieux identifier les complémentarités. Cette transversalité se met aussi en œuvre par le déploiement d'une grande mission photographique, visant à une réflexion sur une mise en image sensible des territoires et la diffusion des travaux des chercheurs. Cette recherche-action confortera sa place au plus près de l'action locale, avec la prochaine session du programme *POPSU Territoires*.

Les actions en matière d'expérimentation se sont amplifiées en 2024, avec l'enjeu de la capitalisation du programme *Engagés pour la qualité du logement de demain*, pour identifier les freins et les leviers de solutions pour répondre au défi de la qualité du logement, ou encore avec la préparation d'une 18^e session du concours *European*, sur quatorze sites, témoin d'un engouement renouvelé des collectivités pour proposer aux jeunes concepteurs une réflexion sur de nouvelles échelles spatiales.

Cette année 2024 a enfin été marquée par le lancement de la consultation internationale *Quartiers de demain*, visant à mobiliser l'excellence architecturale, urbaine et paysagère pour penser et dessiner le futur des quartiers prioritaires de la politique de la ville à l'heure de la transition écologique, en privilégiant une approche de la réhabilitation par une réflexion sur l'héritage architectural et urbain des quartiers et en donnant une place renouvelée à la participation des habitants.

De la sélection des dix sites de projet jusqu'à la clôture de la phase de candidatures auprès des groupements pluridisciplinaires et internationaux de concepteurs, c'est une nouvelle ambition et un nouveau regard qui s'ouvre sur les quartiers de la politique de la ville. Avec la sélection des trente équipes admises à participer aux dialogues compétitifs, en lien avec les habitants, se créent dix sites d'innovation architecturale, d'expérimentation territorialisée, pour penser les futurs des quartiers. La mise en place d'une manufacture nationale permettra une réflexion sur la répliquabilité des outils et des méthodes, questionnant par les

sciences sociales les modalités de transitions socioécologiques des quartiers, à travers la nouvelle scène internationale de débat que représente *Quartiers de demain*, animée en 2025 avec de nombreux temps forts, sur le plan local comme national.

Les élus sont confrontés au besoin d'imaginer leur territoire dans des futurs parfois incertains : accélération du changement climatique, effondrement de la biodiversité, mutations socioéconomiques. Aujourd'hui, les acteurs des politiques de l'aménagement des territoires se saisissent de la prospective comme d'un outil pour concevoir des politiques publiques d'adaptation. À travers les programmes de la *Caravane des ruralités* ou *Érable*, c'est une prospective territorialisée qui s' imagine par les initiatives locales, interrogeant temporalité et échelle pour une mise en transversalité des enjeux et des défis. Chercheurs, élus et artistes, partagent, à travers ces actions prospectives, une ambition d'inversion du regard au service d'une prospective pluridisciplinaire.

C'est également un travail qui est mené sur les supports et les récits de la prospective : photographie, création artistique, lien entre arts et science : cette réflexion sur les imaginaires sera approfondie en 2025. Enfin, il est essentiel que le GIP Europe des projets architecturaux et urbains puisse permettre de porter un regard nouveau pour concourir à la conception des politiques publiques, locale et nationale. Après le lancement des actions en 2024, l'année 2025 marque une étape décisive pour la capitalisation et la diffusion des résultats, en contribuant à renouveler les modalités du débat autour d'enjeux transversaux, là où sobriété et innovation convergent. Élargir les horizons, éclairer les chemins des transitions, au bénéfice des territoires et d'un aménagement renouvelé, c'est ici le sens des actions que le GIP Europe des projets architecturaux et urbains poursuit.

Les grands événements de l'année 2024



Crédit : GIP EPAU



Crédit : Arnaud Bouissou

mars

Arrêt de la Caravane des ruralités

en présence de madame la ministre déléguée en charge des Collectivités territoriales et de la Ruralité, Dominique Faure, à Saint-Orens-de-Gameville, 14 et 15 mars 2024

**janvier**

Journée recherche du programme *Engagés pour la qualité du logement de demain*

Cité de l'architecture et du patrimoine, à Paris, 23 janvier 2024



Crédit : Marcella Barbieri

Forum national du programme *POPSU Transitions*

à Nantes, 21 et 22 mars 2024



Crédit : GIP EPAU

avril

Annnonce des lauréats du palmarès *Palpite*,

en présence de madame la ministre déléguée en charge des Collectivités territoriales et de la Ruralité, Dominique Faure, à l'hôtel de Beauvau, 11 avril 2024





Crédit : GIP EPAU

mai ↑

Colloque « À l'échelle des transitions, tisser des liens pour de nouveaux dialogues territoriaux »

organisé à l'hôtel de Lassay, sous le haut patronage de madame la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, 23 mai 2024



Crédit : Marcella Barbieri

novembre ↑

Première rencontre nationale du programme *Érable* et annonce des lauréats de la première session de sélection

La Cité fertile, à Pantin, 8 novembre 2024

Ouverture aux concepteurs de la consultation internationale *Quartiers de demain*

8 novembre 2024



Crédit : Marcella Barbieri

août ↑

Deuxième édition du Campus *POPSU* « Science(s) Fiction(s) »

à la Cité de la mer, Cherbourg, du 27 au 29 août 2024



Crédit : Arnaud Bouissou

↑

Visite de la chaufferie des Tarterêts, en présence de la ministre du Logement, Valérie Létard

à Corbeil-Essonnes, dans le cadre de la consultation internationale *Quartiers de demain*, 14 novembre 2024

L'année 2024 en chiffres

12

**programmes
de recherche-action,
d'expérimentation
et de prospective**

Quartiers de demain

Engagés pour la qualité du logement de demain

Culture & aménagement

European

Érable

Études littorales

*POPSU (plateforme d'observation
des projets et stratégies urbaines)*

POPSU Transitions

POPSU Territoires

Conseil scientifique de France ruralités

Palpite

Caravane des ruralités

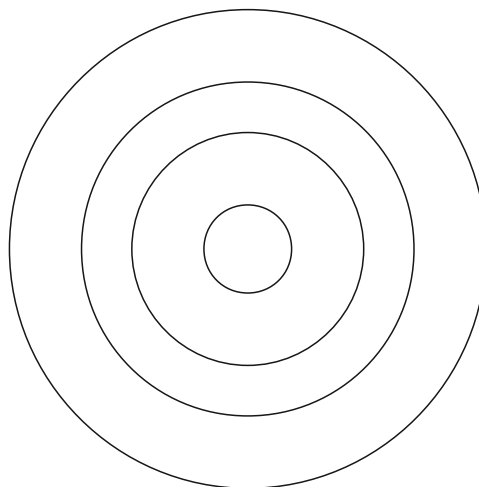
Coubertin

44

**artistes (photographes,
dessinateurs, réalisateurs,
peintres ...) engagés dans
une démarche portée par
le GIP Europe des projets
architecturaux et urbains
en soutien à la création
artistique**

21

**publications au cours
de l'année 2024**



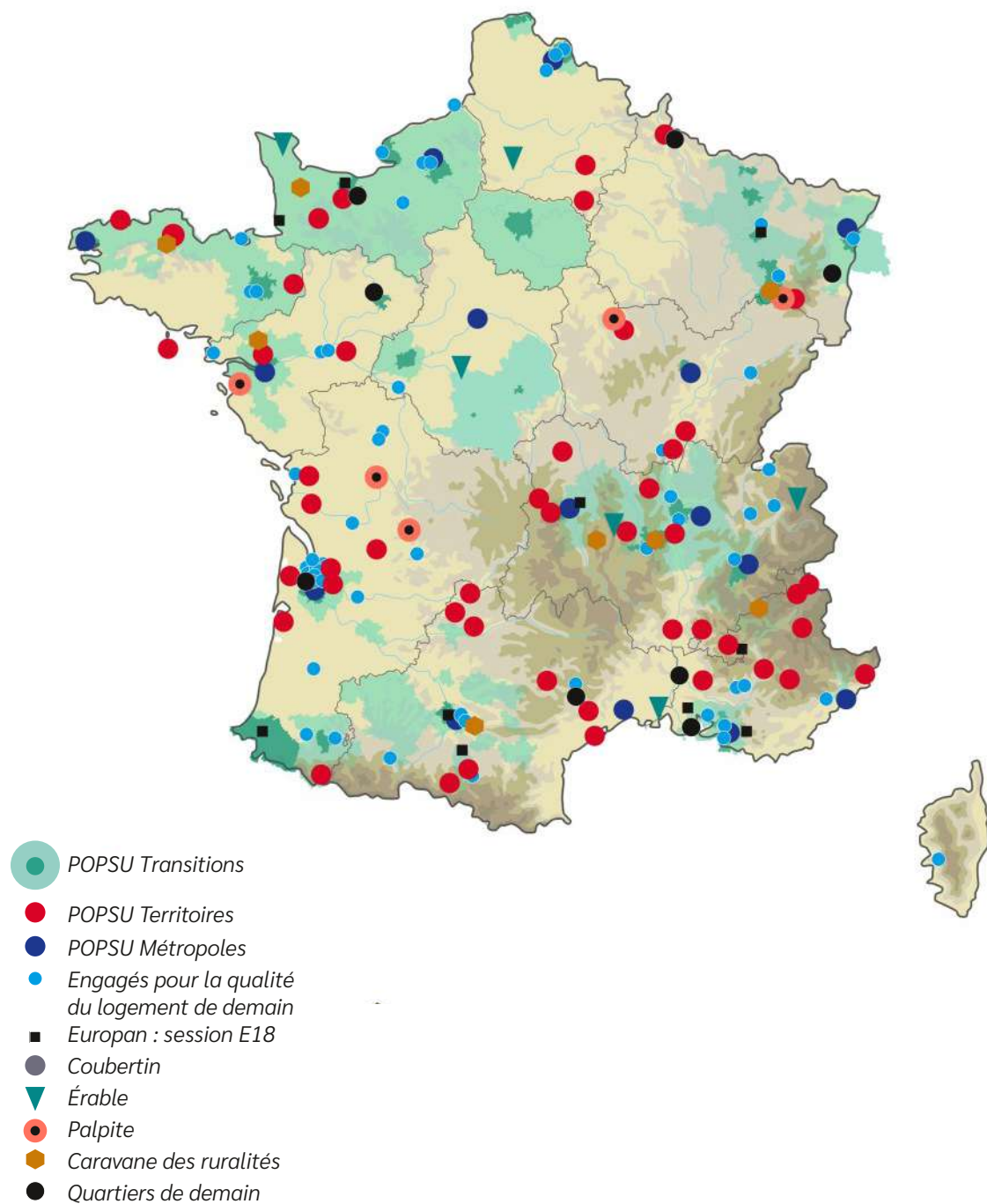
129

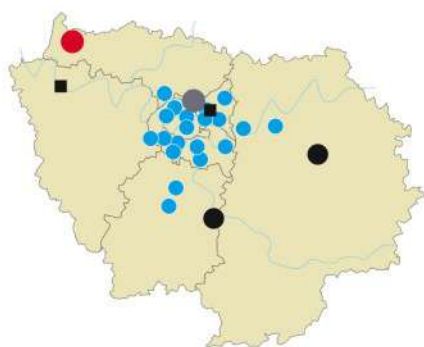
**événements organisés
par les programmes aux niveaux
national et local en 2024**



Escale de la Caravane des ruralités en Côtes-d'Armor, séquence grand public avec pour thème la revitalisation des bourgs ruraux.
Crédit : Arnaud Bouissou

Un groupement au plus proche des territoires





Île-de-France

129

projets
d'expérimentation
implantés dans les
territoires

86

projets de recherche-
action menés
conjointement avec
les collectivités et
universités locales



Guyane



La Réunion



Martinique



Guadeloupe



Mayotte

Les publications



Arvieu, Des villages qui se font seuls ? Ornella Zaza avec Alessia De Biase et César Gelvez-Espinel.

Depuis l'ouverture de son tiers-lieu numérique, le village d'Arvieu (Aveyron) enregistre une augmentation significative du nombre de projets communaux, dont l'objectif partagé est de contrer la baisse démographique qui affecte la commune.

Quelles conditions permettent ou empêchent l'émergence de ces projets ? Quel contexte favorise leur poursuite ou leur disparition, et donc l'(in)acceptabilité et l'(in)soutenabilité de ces nouvelles initiatives ?

De territoire enclavé en crise à lieu des possibles, cette étude de cas brosse le portrait d'une action publique locale qui, en allant au-delà des outils réglementaires de l'urbanisme, cherche à se réinventer par l'innovation.



Martel, Allier tourisme et vie quotidienne, dirigé par François Taulelle.

Classée parmi les Plus beaux villages de France, Martel, petite commune de moins de 2 000 habitants, tente aujourd'hui de relever plusieurs défis : continuer à attirer des populations souhaitant s'y installer, maintenir le niveau des services au public et éviter une trop grande spécialisation de l'économie autour du tourisme. Entre le maintien de la qualité de vie, les nouvelles dynamiques immobilières, touristiques, agricoles et industrielles, la cohabitation entre touristes de passage et résidents à l'année, cet ouvrage étudie les leviers dont disposent les acteurs locaux pour répondre au mieux à ces enjeux.



La métropole sous observation environnementale. L'observatoire climat urbain et qualité de l'air à Dijon, Anne Jégou, Nadège Martiny, Yves Richard, Thomas Thévenin, janvier 2024.

Adaptation face aux canicules, maîtrise des îlots de chaleur urbains, amélioration de la qualité de l'air et préservation de la biodiversité sont des enjeux centraux des villes du XXI^e siècle. Pour y répondre, élus, techniciens et scientifiques équipent les métropoles d'observatoires environnementaux. À travers l'exemple dijonnais, cet ouvrage écrit par Anne Jégou, Nadège Martiny, Yves Richard et Thomas Thévenin (université de Bourgogne), analyse la mise en place d'un réseau de mesure des températures et de la qualité de l'air à l'échelle locale et nationale. Ce laboratoire à ciel ouvert interroge la capacité des collectivités et des habitants à s'emparer de ces nouvelles infrastructures. De façon plus générale, cette expérimentation questionne les modalités d'action des observatoires scientifiques pour accompagner les politiques publiques.



***La fabrique quotidienne des territoires métropolitains.
Aix-Marseille-Provence à l'épreuve de ses paysages, dirigé par
Sylvie Salles, janvier 2024.***

Avec pour cadre la métropole Aix-Marseille-Provence, cet ouvrage illustre la prise en compte des grands paysages et des paysages du quotidien, à toutes les échelles de l'action publique. Penser la métropole, à partir de la valorisation, la préservation et l'aménagement de ses paysages, renvoie à des démarches qui s'inscrivent dans une planification stratégique et opérationnelle, qu'il s'agisse d'intensifier les liens entre le paysage emblématique de la montagne Sainte-Victoire et les autres territoires, ou d'exploiter les qualités d'un paysage dans l'aménagement d'un quartier de périphérie. Dans la fabrique quotidienne des territoires, le paysage renvoie à des valeurs locales et subjectives peu prises en compte en aménagement, alors qu'il permet de renouveler la prise de décision et la gouvernance des projets locaux.



Métropole et aménagement. Montpellier face à son intégration territoriale, Fabien Blaso et Laurent Viala, avril 2024.

Dix ans après l'installation des métropoles, cet ouvrage coécrit par Laurent Viala (ENSA) et Fabien Blasco (DGS de la ville de Grabels) interroge l'accomplissement du fait métropolitain. En quoi ce nouveau régime de coopération peut-il entraîner l'émergence d'un nouvel agir collectif interterritorial ? Sur fond d'enjeux d'aménagement, il questionne les conditions d'alternémétropolisation concevable. Considérant la mandature 2014-2020, l'analyse pointe des avancées politiques et leurs limites. Le changement est toutefois engagé et les acteurs composent avec une territorialité métropolitaine montpelliéraine renouvelée.



Les nouveaux chemins de la métropole. Mobilités actives dans le paysage périurbain toulousain, Samuel Bati, Anaïs Léger-Smith, Anne Péré, avril 2024.

L'ouvrage de Samuel Bati, Anaïs Léger-Smith et Anne Péré (ENSA Toulouse) explore les franges métropolitaines toulousaines à partir des anciens chemins ruraux. Ces tracés historiques pourraient être support d'une transition des mobilités actuellement dominées par l'utilisation de la voiture. Entre recomposition des bassins de vie et réseaux de proximité, les pratiques de mobilités actives font émerger de nouveaux maillages comme l'infrastructure verte, associant sentiers existants, paysages et mobilités. L'attention récente portée à ces chemins pourrait ainsi questionner les modèles d'urbanité en périphérie, entre ville et nature, entre la métropole et ses territoires.



La métropole-santé en faisceaux. Convergence d'acteurs et métropolisation dans l'Orléanais, Pierre Allorant, Sylvain Dournel, Nathalie Dubost, Fouad Eddazi, juin 2024.

Peut-on être métropole lorsque ses habitants éprouvent des difficultés à obtenir des rendez-vous auprès des médecins et à l'hôpital ? C'est la question qui est posée dans cet ouvrage par Pierre Allorant, Sylvain Dournel, Nathalie Dubost et Fouad Eddazi (université d'Orléans) pour soulever l'enjeu de la symbolique métropolitaine, faite de force, de puissance. Cet ouvrage montre comment Orléans Métropole tente de jouer un rôle fédérateur visant à réunir et coordonner les acteurs du soin, stratégie qui peine à aboutir sans l'intervention d'autres protagonistes, comme la région. Ainsi, le cas d'Orléans illustre la place occupée par la métropole au sein de son archipel institutionnel local, qu'elle contribue à animer tout en bénéficiant de son activité. D'initiatrice à bénéficiaire des politiques de santé, la métropole orléanaise semble désormais en position de conserver et même d'accroître son pouvoir symbolique.



Les métropoles et les marchés du logement, Jean-Claude Driant, juin 2024.

Dans le cadre des Études transversales, coproduites par POPSU et le PUCA, Jean-Claude Driant analyse les principaux indicateurs des marchés locaux et du logement social. Il y montre de fortes disparités entre les grandes villes du pays. Dans ce contexte, il met en perspective la montée en compétence des métropoles sur les politiques de l'habitat, qui se traduit par de nouvelles possibilités d'agir sur les deux pôles majeurs des marchés immobiliers : la production de logements abordables et les multiples dimensions de la transition écologique.



Formes résilientes, urbanisme et métropole - L'enseignement de Nice, Catherine Chaumery, Philippe Dardelet-Doya, Giovanni Fusco, Alessandro Venerandi, novembre 2024.

La forme urbaine est l'héritage des choix et des politiques du passé, elle est la partie matérielle d'une culture urbaine, l'organisation dans l'espace d'une intelligence collective. À partir de l'exemple niçois, cet ouvrage étudie les potentiels ou les freins d'adaptation que contiennent ces formes urbaines, et évalue leur capacité de résilience.



Les métropoles face à la territorialisation des politiques de transition, Jérôme Dubois, novembre 2024.

Les métropoles ont longtemps été considérées comme des modèles de développement dans une économie ouverte et concurrentielle. La multiplication des crises – climatiques, sanitaires, énergétiques, géopolitiques – comme des formes de contestations sociales ont fait évoluer ces jeunes institutions qui sont désormais plus attentives à leur environnement immédiat ; non sans difficultés, tant les métropoles françaises restent coincées entre le gouvernement des maires, la montée de l'individualisme et les injonctions de l'État. Face à tant de contraintes, cet ouvrage interroge leur capacité à peser dans les débats du siècle.



Tous en piste, les acteurs de la fabrique olympique, Alain Bourdin, Hélène Dang Vu, Joël Idt, Jules-Mathieu Meunier, juillet 2024.

La collection *Coubertin* s'inscrit dans un programme de recherche embarquée, lancé en 2020 par la Direction de l'habitat de l'urbanisme et des territoires (DHUP), le Plan urbanisme construction architecture (Puca) et la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo). En juillet 2024, à l'heure de l'ouverture des Jeux olympiques et paralympiques, le programme continue de révéler les coulisses du système de production des équipements qui accueilleront les Jeux puis qui transformeront durablement les territoires où ils sont implantés. Focus dans ce deuxième opus sur les acteurs aux manettes de ce chantier exceptionnel.

Ce livre raconte comment le système de production des équipements olympiques s'est mis en place dans l'urgence, avec ses vicissitudes et ses rapports de force ; il explique pourquoi des acteurs très hétérogènes qui appartiennent à des cultures professionnelles différentes parviennent à collaborer dans une même quête du Graal ; il témoigne de leur ressenti et décrit les instruments qui permettent de gérer les risques et de réguler les coopérations.

Demain, le changement climatique pourrait nous imposer d'avoir recours à un nouveau type de grands projets urbains. La production des équipements olympiques de Paris 2024 les préfigure.

Les Films



Portraits de petites villes Saison 3 (*POPSU Territoires*)



Martel (Lot) : le tourisme, une aubaine ?

Martel se situe au cœur de la communauté de communes des Causses et Vallée de la Dordogne : c'est l'une des petites villes qui maillent le nord du Lot. L'éloignement relatif des plus grandes agglomérations (Brive d'abord, puis Toulouse, Bordeaux et Limoges), couplé à l'essor du tourisme, questionnent les acteurs locaux quant au modèle de développement à privilégier et à l'accessibilité des services aux publics. Quelle organisation pour répondre aux besoins des populations ? Une partie de la solution résiderait-elle dans l'interterritorialité horizontale, à savoir dans les relations de complémentarité qu'entretiennent ces petites villes du nord du Lot ?



Le Porge (Gironde) : le territoire en partage

Le Porge est une commune littorale située en Gironde, constituée de 3 371 habitants (Insee, 2021). Cette petite ville figure aujourd'hui parmi les communes les plus attractives de Gironde en raison, notamment, de sa situation géographique proche d'aménités paysagères remarquables, telles que sa forêt domaniale et le bassin d'Arcachon, ainsi que grâce à sa proximité avec la métropole bordelaise en pleine expansion. Ses avantages en font néanmoins une commune vulnérable, en particulier sur le plan environnemental compte tenu des effets engendrés par la pression urbaine sur l'artificialisation des sols ces dernières années. Du cadre réglementaire au projet de territoire, cette étude de cas vise à comprendre comment mieux accompagner les petites villes dans l'élaboration de leur PLU pour une vision partagée entre les territoires et leurs habitants.



Volonne (Alpes-de-Haute-Provence) : de l'écoquartier au village participatif ?

Volonne (1 650 habitants) a lancé en 2014 un projet de requalification du centre-bourg labellisé Écoquartier et Quartier durable méditerranéen. La municipalité observe aujourd'hui comme un prolongement de cette dynamique dans l'ensemble du village où se développe une multitude d'initiatives portées par des habitants, qu'elle entend mieux comprendre pour les accompagner et pérenniser ce mouvement de participation spontanée.



Baronnies provençales (Hautes-Alpes, Drôme) : quelle médecine pour les ruralités ?

Le Parc naturel régional des Baronnies provençales, recoupe 104 communes. Peuplé de 38 900 habitants, ce territoire rural et montagnard dispose d'une faible densité et est marqué par un enclavement médical fort. L'offre de soin y est très limitée et le faible réseau de transports isole les habitants précaires des soins situés à quelques centaines de kilomètres.



Sur les sentiers des transitions (POPSU Transitions)



Aix-Marseille Provence, habiter une métropole-nature à l'épreuve des transitions

Sur les sentiers des transitions, est une websérie réalisée avec l'agence Capa. Elle arpente les trajectoires des bifurcations écologiques des territoires à hauteur de femmes et d'hommes, pour saisir autrement les politiques publiques menées et les travaux de recherche-action *POPSU Transitions* qui les documentent.

Le premier film de la websérie porte sur Aix-Marseille-Provence Métropole et s'intitule *Habiter une métropole nature à l'épreuve des transitions*. Aix-Marseille Provence est la métropole la plus verte et la plus étendue de France. Dans ce cadre époustouflant, 1,9 million de personnes vivent ensemble. L'urbanisation de cet espace est le fruit d'un compromis entre une population croissante et une géographie contraignante faite de nombreux reliefs et d'espaces naturels protégés. L'équilibre entre construction, ressources écologiques et activités agricoles représente un pari délicat. Ce film retrace l'histoire de ce défi et de ceux qui l'expérimentent au quotidien, aux quatre coins du territoire.



Communauté urbaine de Dunkerque, une métropole face aux nouveaux défis de l'eau

Le deuxième épisode de la websérie *Sur les sentiers des transitions* est intitulé : *Communauté urbaine de Dunkerque. Une métropole face aux nouveaux défis de l'eau*.

Située sur un littoral stratégique, la Communauté urbaine de Dunkerque se réinvente pour faire face aux défis posés par l'eau : sécheresses, inondations et élévation du niveau de la mer. Ce film suit des acteurs du territoire – agriculteurs, industriels et citoyens engagés – qui développent des solutions innovantes comme la réutilisation des eaux de pluie, la construction de digues ou des actions de sensibilisation à la pollution. À travers leurs initiatives, Dunkerque cherche à concilier transition écologique et développement local, et à construire un équilibre entre espaces industriels et naturels.



Les 10 quartiers prioritaires sélectionnés (Quartiers de demain)



Lancée à l'initiative du Président de la République, la consultation internationale *Quartiers de demain* vise à mobiliser l'excellence architecturale, urbaine et paysagère pour construire le futur des quartiers populaires. Trente équipes pluridisciplinaires œuvreront en concertation avec les habitants et l'ensemble des parties prenantes, en vue de réaliser des projets démonstrateurs de la transition écologique et respectant l'héritage patrimonial de ces dix sites pilotes.

Ceux-ci ont fait l'objet de dix capsules vidéos courtes qui en présentent les principaux enjeux en donnant la voix à leur élu local, au moment de l'ouverture de la consultation internationale.

Productions presse



← Le 1 HEBDO

Sous nos pieds, la terre, édition spéciale coréalisée avec *POPSU* et le Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges.

LIBÉRATION

+ 4 degrés le matin..., supplément *Libé*
du vendredi 15 mars 2024.

Et si ce scénario catastrophe était le plus probable ? Littoral, montagnes, forêts, campagnes... Reportages dans des zones menacées par le réchauffement climatique.



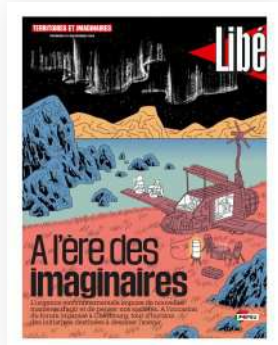
À la bonne échelle, supplément *Libé*
du vendredi 11 juin 2024.

Comment accompagner les territoires face aux défis de la transition écologique ? Articuler la coopération entre local et national ? Retour sur le colloque organisé à l'Assemblée nationale le 23 mai.



À l'ère des imaginaires, supplément *Libé*
du vendredi 27 septembre 2024.

L'urgence environnementale impose de nouvelles manières d'agir et de penser nos sociétés. À l'occasion du forum organisé à Cherbourg, tour d'horizon des initiatives destinées à dessiner l'avenir.



Quels avenir pour les quartiers, supplément *Libé*
du vendredi 20 décembre 2024.

Rénovation, économie d'énergie, écologie... Retour sur quelques projets visant à transformer et réhabiliter ces lieux populaires.





valoriser et diffuser la recherche : découverte des cahiers *POPSU* au Campus à Cherbourg, août 2024.
Crédit : Marcella Barbieri



2024 : mettre en œuvre la première année d'un plan d'orientation 2024-2026 par des moyens financiers et humains à la hauteur des enjeux

Le plan d'orientation triennal 2024-2026, véritable feuille de route dont découle la prévision des moyens

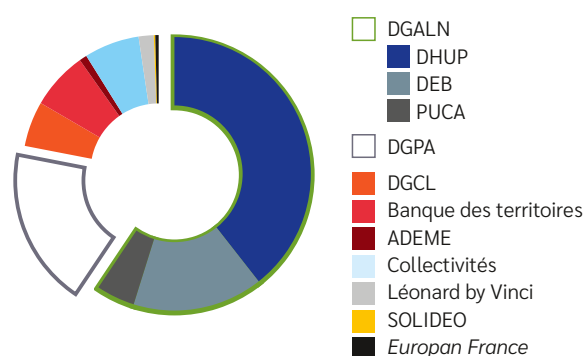
Le 5 décembre 2023, les membres de l'assemblée générale du GIP Europe des projets architecturaux et urbains ont approuvé le plan d'orientation 2024-2025, autour de trois axes thématiques :

- le logement et la ville au prisme de l'expérimentation ;
- recherche-action : diversité des territoires face aux transitions ;
- prospective : imaginer autrement les transformations des territoires.

Ces orientations ont été déclinées en dix-neuf fiches actions, et complétées d'une programmation budgétaire annuelle. Fort de nouvelles actions particulièrement ambitieuses comme la consultation internationale *Quartiers de demain* annoncée par le président de la République en juin 2023 ou le programme de recherche-action *Érable* sur la biodiversité dans les territoires, l'élargissement du champ d'action du groupement se reflète dans cette prévision pluriannuelle qui s'élève à un montant total de 35,015 millions d'euros (contre 9 618 179 € dans la triennale 2021-2023). Les deux membres ministériels (ministère en charge de l'architecture et ministère en charge de l'urbanisme) restent les principaux financeurs comme en témoigne le diagramme 1 ci-après.

Cette programmation budgétaire est ensuite adossée à des conventions annuelles d'objectifs et de subventions bilatérales avec chaque partenaire financeur pour chaque exercice.

Diag. 1 : Répartition des financements du GIP Europe des projets architecturaux et urbains sur la triennale 2024-2026



La confirmation des financements des membres et principaux partenaires en 2024 pour lancer les engagements du plan d'orientation

Le plan d'orientation 2024-2026 consolide l'assise et le financement de programmes de recherche-action, d'expérimentation et de prospective déjà existants :

- la *Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines*, qui reprend dans cette triennale la distinction en deux programmes opérant à des échelles territoriales distinctes : *Territoires* – à destination des petites villes et ruralités – et *Transitions* – qui observe et accompagne la transition socioécologique des grandes villes françaises et de leurs systèmes territoriaux ;

- le concours d'idées et le programme d'expérimentation national *Europan* ;
- le programme *Engagés pour la qualité du logement de demain* ;
- le programme *Coubertin*, recherche embarquée pour documenter les évolutions et contribuer à l'héritage des pratiques d'aménagement induites par les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 ;
- la *Caravane des ruralités*, dispositif itinérant de prospective et de débat local sur les transitions dans les ruralités.

L'adoption du plan d'orientation vient également apporter un soutien financier à la mise en place de nouvelles actions du groupement d'intérêt public Europe des projets architecturaux et urbains, la plupart ayant fait l'objet d'une préfiguration en 2023 avant validation par les membres et partenaires impliqués :

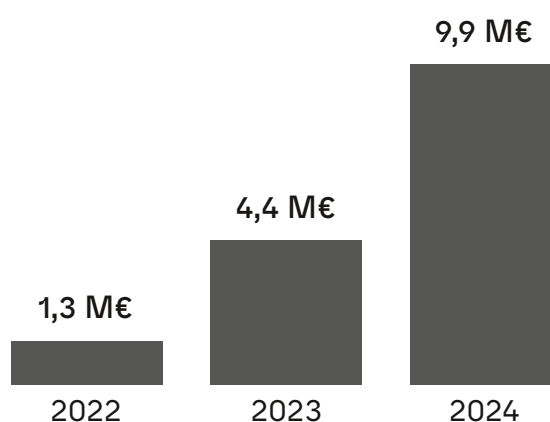
- la consultation internationale *Quartiers de demain* pour penser et concevoir les futurs quartiers prioritaires de la politique de la ville à partir de dix sites démonstrateurs en France ;
- le programme de recherche-action *Érable* sur la mise en récit de la biodiversité dans les territoires ;
- la mise en place d'études transversales sur les dynamiques territoriales, sur l'évolution sociodémographique des territoires littoraux et sur les défis associés à la gestion de la ressource et des risques liés à l'eau ;
- la mise en place d'un conseil scientifique en appui au plan interministériel *France ruralités* ;
- la préfiguration d'une expérimentation sur le rôle de la culture et ses enjeux dans l'urbanisme et l'aménagement en faveur de la transition écologique.

Le budget initial 2024 voté en décembre 2023 par les membres de l'assemblée générale du groupement est en cohérence avec ce mouvement d'élargissement de ses missions et témoigne de la confiance de ses membres pour en faire un lieu partenarial de réflexion et de conduite de projets expérimentaux de premier rang dans le champ des politiques urbaines et territoriales françaises. Le montant prévisionnel des recettes s'élève ainsi à 9 840 000 € (+ 122 % par rapport à 2023) ; il sera modifié par deux décisions modificatives en cours d'année, pour être porté, fin 2024, à 9 843 974 €.

Malgré un contexte budgétaire national particulier qui a pu complexifier la temporalité de versement de subventions en 2024, le soutien de la sphère publique, au sens large, aux actions du GIP Europe des projets architecturaux et urbains, s'est confirmé jusqu'à la fin de l'exercice. En particulier, la contribution au budget initial des membres ministériels, à hauteur de 68 % des recettes (45 % pour la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature et 23 % pour la Direction générale des patrimoines et de l'architecture), a été pleinement atteinte.

La Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Banque des territoires et l'Ademe confortent également en 2024 leur soutien financier débuté en 2023, témoignant du caractère interministériel des actions portées par le GIP Europe des projets architecturaux et urbains. Les subventions des collectivités parties prenantes du programme *POPSU Transitions*, bien versées en 2024, montrent enfin le positionnement synaptique du groupement entre le national et le local, permettant de faire aboutir des projets partenariaux entre différentes échelles d'action publique.

Diag. 2 : Évolution des recettes inscrites aux budgets initiaux (en millions d'euros)



Le GIP Europe des projets architecturaux et urbains, un financeur de premier plan de projets de recherche-action et d'expérimentation territorialisés

Fidèle à son caractère de groupement, le GIP Europe des projets architecturaux et urbains permet de consolider ces financements au bénéfice de projets de recherche-action et d'expérimentation territorialisés et d'influer sur leurs orientations stratégiques souhaitées par ses membres et partenaires.

Cette création de valeur additionnelle se reflète concrètement dans les dépenses : en décembre 2024, le volume prévisionnel du chapitre 60, correspondant aux financements d'activités de recherche et d'ingénierie (notamment les études de conception de programmes architecturaux, urbains et paysagers), constitue 58 % des autorisations d'engagement (soit 4 643 679 €) et 53 % des crédits de paiement (soit 3 668 679 €).

Ces dépenses sont territorialisées *via* des porteurs de projet local : selon les prévisions de décembre 2024, c'est ainsi 1 500 000 € d'engagement financier qui ont été reversés aux dix pouvoirs adjudicateurs locaux engagés dans la consultation internationale *Quartiers de demain* et qui seront reversés aux trente équipes conceptrices sélectionnées dans le cadre des dialogues compétitifs en 2025 ; la *Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU)*, dans ses deux composantes *Territoires* et *Transitions*) continue de financer les soixante-seize plateformes de recherche-action portées par des universités implantées localement en partenariat avec les collectivités, à hauteur de 746 900 € en crédits de paiement ; 1 050 000 € sont engagés financièrement en 2024 pour le lancement de sept nouveaux projets du programme *Érable*, qui accompagneront les collectivités locales dans la construction d'une mise en récit de la biodiversité en associant chercheurs des sciences sociales et des sciences du vivant, artistes, décideurs et acteurs de la vie locale.

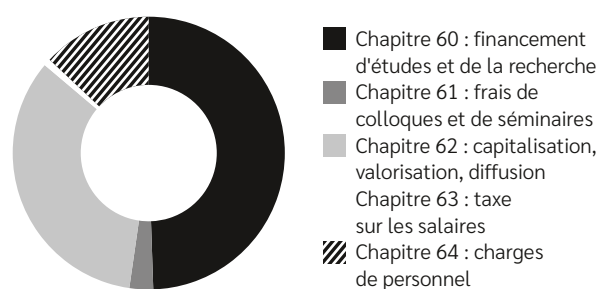
La valorisation et la capitalisation des travaux de recherche, d'expérimentation et de prospective constituent respectivement 19 % des dépenses en autorisation d'engagement et 20 % en crédits de paiement. Ce volume important témoigne d'un savoir-faire majeur du GIP Europe des projets architecturaux et urbains. Les publications d'ouvrages et de fiches actions ont été intensifiées, avec douze ouvrages de la *Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU)* et du programme *Coubertin* sur les Jeux olympiques et paralympiques. Ce sont aussi huit arrêts de la *Caravane des ruralités* dans les territoires, qui ont permis de mettre en valeur des initiatives locales et de mettre en débat l'avenir de ces territoires sur une thématique donnée, en particulier sur l'industrie.

Les dépenses liées à des frais de colloque ou séminaires représentent, en 2024, 3 % des dépenses totales en autorisations d'engagement et crédits de paiement ; un volume faible au regard du nombre d'événements organisés par le GIP Europe des projets architecturaux et urbains, où la mise à disposition de

salles par les membres – en particulier la Cité de l'architecture et du patrimoine et les partenaires (ville de Nantes pour le forum national *POPSU* en mars, Assemblée nationale en mai...) – a permis de réduire les coûts.

Le chapitre 63 correspondant aux taxes sur les salaires et le chapitre 64 relatif à la masse salariale comptent eux pour 20 % du budget en autorisations d'engagement – une part cohérente avec la part de la masse salariale depuis trois ans (23 % en 2022, 16 % en 2023) – témoignant de la maîtrise des dépenses de masse salariale au fur et à mesure de l'élargissement des missions de le GIP Europe des projets architecturaux et urbains.

Diag. 3 : Répartition des dépenses 2024 du GIP EPAU par chapitre de comptabilité publique (en autorisation d'engagement)



Au 31 décembre 2024, le fonds de roulement prévisionnel, après deux décisions modificatives en cours d'année, s'élève à 3 970 841 €. Ce montant important s'explique par une baisse des crédits de paiement en cours d'année par rapport au budget initial, en raison du versement tardif de subventions au cours de l'année 2024 qui ont décalé d'autant les engagements financiers du GIP Europe des projets architecturaux et urbains et le versement des différentes tranches de conventions par le GIP Europe des projets architecturaux et urbains reportées vers l'exercice ultérieur. Cela se reflète notamment dans le prélèvement du fonds de roulement prévisionnel en 2025 (cf. *infra*) ; le fonds de roulement constitué en 2024 est donc indispensable pour mener à bien les actions du plan d'orientation en 2025, où une baisse des recettes est attendue.



Film de présentation du GIP Europe des projets architecturaux et urbains, juin 2024.
Crédits : Agence CAPA

Faire collectif : stabiliser les équipes du GIP Europe des projets architecturaux et urbains pour la triennale et l'écosystème partenarial autour d'un projet commun

L'année 2024 constitue la première année du plan d'orientation et est, en ce sens, décisive pour animer le collectif, aussi bien en interne qu'en externe, autour des actions thématiques menées.

Deux nouveaux membres rejoignent l'assemblée générale du GIP Europe des projets architecturaux et urbains : Julien Bargeton, président de la Cité de l'architecture et du patrimoine ; et Philippe Mazenc, représentant du ministère en charge de l'urbanisme en tant que directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN). Lors de la première assemblée générale commune à ces deux nouveaux membres, le 27 juin 2024, Philippe Mazenc est élu président à l'unanimité. Ce dernier réaffirme le projet interministériel du GIP Europe des projets architecturaux et urbains et son besoin de documenter, analyser et proposer des pistes de réflexion sur les dynamiques d'aménagement du territoire.

Fin 2024, le GIP Europe des projets architecturaux et urbains compte vingt-et-un collaborateurs. Ce groupement diversifie son équipe en matière de profils avec : le recrutement de deux chargés de mission du programme *European* (dont un profil axé sur la communication), auparavant employés par l'association *European France*, conformément à la répartition définie avec ce membre du GIP Europe des projets architecturaux et urbains ; le recrutement d'une élue locale au poste de direction de la *Caravane des ruralités* ; le recrutement d'un docteur en sciences politiques au poste de conseiller scientifique ; le recrutement d'un profil senior et expérimenté, rodé aux contextes partenariaux complexes, sur le poste de direction du programme *Quartiers de demain* ; un poste de chargé de mission, précédemment en poste au ministère de la Transition écologique et donc en prise avec les enjeux de biodiversité sur le programme *Érable* pour la mise en route des programmes de recherche locaux ; et enfin le recrutement de deux profils de gestion administrative et financière pour constituer un pôle de secrétariat général qui assure des fonctions supports et un reporting efficace aux membres et partenaires. L'année 2024 a également vu s'opérer le départ du directeur *POPSU Transitions*, nommé maître de conférences, auquel lui a succédé un docteur en urbanisme.

Ce plan de recrutement a permis de diversifier l'expérience des profils recrutés, avec une moyenne d'âge de l'effectif du groupement à 42,8 ans, une valeur supérieure à l'année passée. Le GIP Europe des projets architecturaux et urbains a fait de l'égalité des genres une priorité lors de la mise en œuvre de ce plan

de recrutement. En particulier, 50 % des personnes recrutées en 2024 sont de genre féminin ; concernant les postes de direction de programme, 75 % des offres ont été attribuées en 2024 à des femmes et cinq femmes font partie des dix plus hautes rémunérations du groupement.

Une fois le plan de recrutement achevé, le GIP Europe des projets architecturaux et urbains a pris l'attache de plusieurs cabinets de formation fin 2024 afin d'effectuer une formation à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ; le groupe Egaé a été sélectionné, dans le cadre du marché interministériel afférent, pour organiser une formation aux agents en 2025.

L'animation de ce collectif interne est essentielle et a été rendue possible avec notamment : la réalisation de deux séminaires d'équipe en février et juin 2024 ; la mise en place d'un parcours d'intégration des stagiaires, au nombre de onze sur toute l'année, auprès de chaque direction de programme et du secrétariat général pour comprendre le fonctionnement du groupement et son insertion dans son écosystème partenarial ; la mobilisation sur des événements transversaux comme le colloque à l'Assemblée nationale sur les réciprocity territoriales. Un dialogue de gestion régulier entre le secrétariat général et les directions de programme a été installé, et devra se poursuivre et être approfondi en 2025.

Fort d'un nombre plus important de collaborateurs, le GIP Europe des projets architecturaux et urbains a vu des représentants du personnel au conseil social d'administration et en commission consultative paritaire élus en septembre 2024, et le premier CSA du GIP EPAU installé le 19 novembre 2024. Cette instance renouvelle le dialogue social déjà actif au sein du GIP EPAU et témoigne de sa structuration pour le nouveau plan d'orientation. Une première mesure a ainsi pu être mise en place en octobre 2024 avec l'adhésion à une complémentaire santé obligatoire, puis la préparation du régime indemnitaire lié aux fonctions, sujétions et expertises (RIFSEEP) pour 2025.

La structuration de ce collectif est également fortement tournée vers l'écosystème partenarial de du GIP Europe des projets architecturaux et urbains, en particulier *via* des contributions non financières des membres, qui méritent d'être soulignées : l'installation dans les bureaux de la Direction de l'aménagement, du logement et de la nature renforce les liens avec les équipes du ministère en charge de l'urbanisme ; l'organisation d'événements d'ampleur comme les *workshops Engagés pour la qualité du logement de demain* à la Cité de l'architecture et du patrimoine permettent d'animer la communauté des professionnels engagés dans les transformations urbaines et territoriales auquel le GIP Europe des projets

architecturaux et urbains contribue. La mise en place du colloque à l'Assemblée nationale du 23 mai 2024 a ainsi constitué un temps fort d'animation de cette communauté.

Vers l'année 2025, année charnière pour la capitalisation à partir des actions engagées en 2024

L'année 2025 doit permettre de terminer l'engagement des actions lancées en 2024 et amorcer la capitalisation en vue d'alimenter un retour d'expériences pour les membres du groupement et les partenaires impliqués dans les programmes de recherche-action, d'expérimentation et de prospective menés par le GIP Europe des projets architecturaux et urbains.

La fin d'année 2024 a permis au GIP Europe des projets architecturaux et urbains de valider un budget initial, dans un contexte national très contraint, avec des recettes pour partie en baisse sur des actions spécifiques. La bonne conduite des actions pour 2025 repose ainsi sur un mouvement d'économies réalisées en 2024 et un étalement des dépenses sur 2024 et 2025, qui a permis de consolider un fonds de roulement projeté important en fin d'année 2024 et qui permet d'absorber les crédits de paiement en 2025.

Le budget 2025, validé en assemblée générale le 3 décembre 2024, est composé de 8 140 500 € de recettes, confirmant l'engagement des membres ministériels et des partenaires ; ce montant devra être confirmé dans la nouvelle loi de finances 2025. Côté dépenses, le budget est composé de 9 162 313 € en autorisations d'engagement et 10 317 313 € en crédits de paiement. Ce volume de dépenses correspond au paiement d'engagements effectués dans la première année de la triennale, et l'engagement de nouvelles études pour documenter la capitalisation, ce qui se reflète dans le chapitre 60 qui représente 46 % des dépenses en autorisations d'engagement.

La maîtrise du fonds de roulement constitué fin 2024 et la confirmation des contributions des membres au sein de la loi de finances 2025 sont essentielles pour absorber l'écart entre les recettes et les dépenses prévisionnelles, pour constituer un fonds de roulement prévisionnel à fin 2025 correspondant à 63 jours et pour mener le plan d'orientation jusqu'à fin 2026.

Partenaires



Gouvernance

Les membres de l'assemblée générale

au 31 décembre 2024



Philippe Mazenc

Directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature, représentant du ministère en charge de l'urbanisme et président de l'assemblée générale du GIP Europe des projets architecturaux et urbains



Hélène Fernandez

Directrice, adjointe au directeur général des patrimoines et de l'architecture, chargée de l'architecture, représentante du ministère en charge de l'architecture



Julien Bargeton

Président de la Cité de l'architecture et du patrimoine



François Ménard

Secrétaire permanent adjoint du Plan urbanisme construction architecture par intérim du secrétaire permanent



Francis Rambert

Président de l'association European France



Jean-Marc Offner

Représentant de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (voix consultative)

Représentant du ministère de l'Économie et des Finances invité :



Christian Dufour

Contrôleur général des finances

L'équipe du GIP Europe des projets architecturaux et urbains

au 31 décembre 2024



Mimrose Akbar
Chargée de mission *European*



Daniel Andersch
Directeur du programme
European



Pacôme Bertrand
Chargée de mission *POPSU*
Territoires et responsable de
la *Mission photographique*



Arnaud Boni Kouao
Gestionnaire administratif
et financier



Hélène Colas
Directrice du programme
Érable



Florentin Cornée
Chargé de mission *POPSU*
Territoires et responsable du
palmarès *Palpite*, préfigurateur
du programme *Culture &*
Aménagement



Sacha Dalis
Secrétaire général



Lola Davidson
Directrice du programme
Engagés pour la qualité du
logement de demain



Cécile Gallien
Directrice du programme
Caravane des ruralités



Alice Housset
Chargée de mission *Quartiers*
de demain



Vancianne Iguiniz
Assistante de direction



Léa Kermarrec
Chargée de mission *Érable*



Edouard Lacamp
Chargé de mission
de la direction générale



Guillaume Lacroix
Directeur du programme
POPSU Transitions



Céline Laurens
Directrice du programme
Quartiers de demain



Ruben Madar
Chargé de mission *European*



Jean-Baptiste Marie
Directeur général



Hélène Milet
Directrice du programme
POPSU Territoires



Julien Moulard
Directeur général adjoint



Isabelle Regeasse
Responsable administrative
et financière



Achille Warnant
Conseiller scientifique



Jérôme Candevan
Agent comptable
(adjonction de service)







**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

EPAU GROUPEMENT
D'INTÉRÊT PUBLIC
**L'Europe des Projets
Architecturaux et Urbains**



Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 La Défense Cedex
Tél : 33 (0)1 40 81 93 27

epau.archi.fr
europeanfrance.org
popsu.archi.fr
engages-pour-la-qualite-du-logement-de-demain.archi.fr
erable.archi.fr
quartier-de-demain.archi.fr

Retrouvez-nous sur les réseaux :



European France
Engagés pour la qualité du logement de demain
POPSU - Plateforme d'observation des projets
et stratégies urbaines
ERABLE - Raconter le vivant pour agir
Quartiers de demain
Palmarès Palpite
Caravane des ruralités



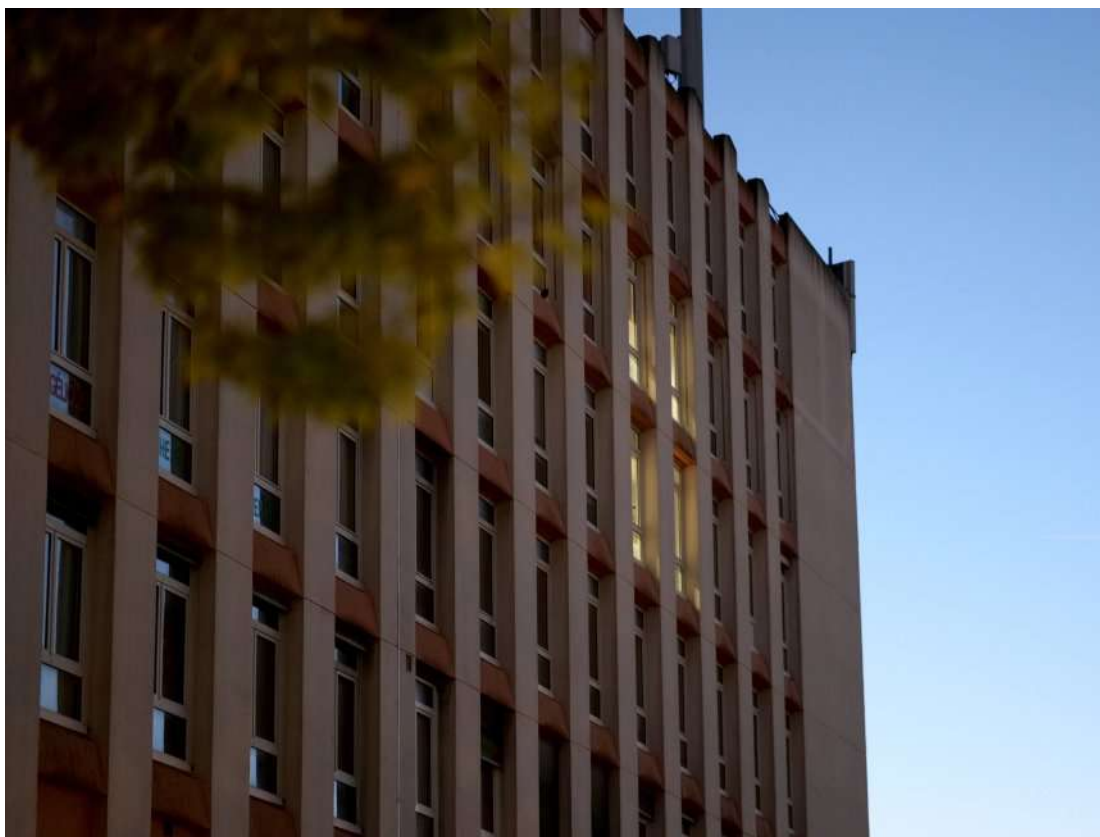
@EuropeanFrance
@POPSU_Programme
@erable_program



European France
POPSU
Engagés pour la qualité du logement de demain



quartiersdedemain.archi
europeanfrance



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

Impulser la transformation de quartiers prioritaires

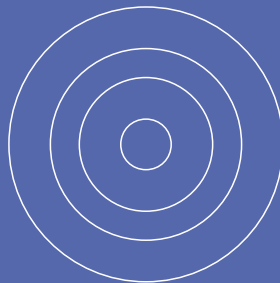
face aux enjeux
des transitions

L'année 2024 en chiffres

PROGRAMME DE RECHERCHE-ACTION | ÉRABLE



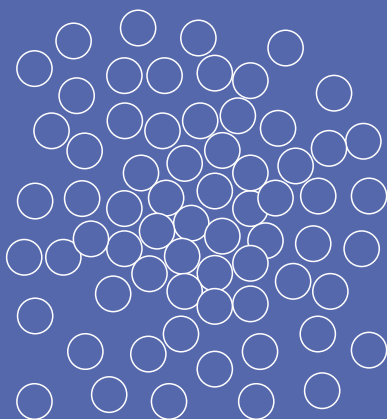
14
visites de sites



40
sites candidats
à la consultation
internationale

10

sites sélectionnés représentatifs
d'une diversité de contextes
territoriaux



1000
participants
aux visites de sites



492
candidatures
déposées par
des concepteurs

10%

de mandataires
étrangers
dans les groupements
candidats

Le programme en quelques dates



Crédit : Arnaud Bouissou

juillet

Sélection des 10 sites de projet

12 juillet 2024

novembre

Lancement de la consultation internationale auprès des concepteurs

8 novembre 2024

Visite de la ministre du Logement et de la Rénovation urbaine, Valérie Létard, à la chaufferie des Tarterêts, Corbeil-Essonnes

14 novembre 2024

décembre

Réception des 492 candidatures des concepteurs

16 décembre 2024

Analyse

La mobilisation internationale des concepteurs pour transformer les quartiers prioritaires de la ville

2024, l'année de lancement de *Quartiers de demain*, consultation internationale inédite par son ampleur, mobilisant les mondes professionnels de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage, pour la transformation et la réhabilitation des quartiers prioritaires de la ville.

Annoncé par le président de la République à Marseille en juin 2023, le programme *Quartiers de demain* est une consultation internationale d'architecture, de paysage et d'urbanisme visant à la réalisation de dix projets démonstrateurs de la transition écologique et solidaire dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Fruit d'un dialogue interministériel, *Quartiers de demain* a été inscrit comme l'une des mesures du plan gouvernemental Quartiers 2030, à l'occasion du comité interministériel des villes du 27 octobre 2023.

Laboratoire de prospective et d'expérimentation, le programme doit permettre des innovations architecturales, procédurales, programmatiques et organisationnelles dans toutes leurs dimensions.

Pour cela, dix sites de projets sont proposés à la consultation, portés avec la même ambition par les collectivités et maîtrises d'ouvrages partenaires. Ils reflètent la diversité des contextes territoriaux des quartiers prioritaires de la politique de la ville, ainsi que des objets d'intervention. À travers dix dialogues compétitifs animés en simultané sur ces dix territoires, trois équipes pluridisciplinaires seront mobilisées sur chaque site. Ce sont ainsi trente projets qui seront construits et mis en débat sur le plan local et national avec les habitants et les experts ; trente propositions pour le futur de la politique de la ville.

L'objectif du programme *Quartiers de demain* est la réalisation de projets concrets en capacité d'entraîner un effet levier sur l'ensemble du quartier, voire au-delà,

en offrant une réponse aux attentes des habitants et une contribution exemplaire à la transition écologique conjuguant à la soutenabilité sociale. Ainsi, une place centrale est accordée à la participation des habitants lors du dialogue compétitif, notamment *via* les jurys citoyens, pour leur permettre de devenir acteurs de ces changements et répondre concrètement aux défis.

La sélection de dix sites représentatifs de contextes territoriaux divers, précédée d'un travail interministériel en lien étroit avec les services déconcentrés

Une première étape du programme *Quartiers de demain* a été la sélection des dix sites de projets. De janvier à mai, un travail interministériel, avec l'accompagnement des architectes-conseils et des paysagistes-conseils de l'État, a été réalisé afin de formaliser une méthodologie d'analyse et de sélection des sites.

En mai, une instruction a été transmise aux préfets de



Quartier des Sablons, Le Mans.
Crédit : Emmanuel du Bourg

région, afin de permettre un recensement des sites candidats auprès des collectivités territoriales. Ce sont ainsi trente-cinq sites qui ont été remontés, témoignant ainsi du fort engouement des collectivités locales :

- 4 sites dans des petites villes ;
- 16 sites dans des villes moyennes ;
- 15 sites dans des métropoles.

Dont parmi eux :

- 3 propositions de site en centre-ville ;
- 12 propositions de site en tissu intermédiaire ;
- 20 propositions de site dans des grands ensembles.

À la suite d'une commission de sélection des sites associant les représentants de l'État et les partenaires du programme la Direction générale de l'aménagement, du logement de la nature (DGALN), la Direction générale des patrimoines et de l'architecture (DGPA), l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT), la Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA) et le GIP Europe des projets architecturaux et urbains (GIP EPAU), le 12 juillet 2024, dix sites ont été sélectionnés pour accueillir la consultation internationale, représentatifs d'une diversité de contextes territoriaux (métropoles, villes moyennes, petites villes) et d'objets urbains (logements, équipements, espaces de nature...) :

- **Marseille, quartier du Petit séminaire** : projet de création d'un espace public en cœur de quartier ;
- **Sedan, résidence Ardennes** : projet de réhabilitation de tours de logements dans un territoire en déprise ;
- **Lodève, centre-ville** : projet d'aménagement des

berges et de réhabilitation d'un ensemble patrimonial dans le cœur d'une petite ville ;

- **Le Mans, quartier des Sablons** : projet de restructuration d'un centre commercial et de l'aménagement de la place centrale du quartier ;
- **Colmar, quartier Europe-Schweitzer** : projet d'aménagement d'un espace public majeur sur un espace vert délaissé ;
- **Caen, quartier de la Grâce de Dieu** : projet de restructuration d'une barre de logements ;
- **Manosque, quartier Est** : projet de rénovation d'une plaine des sports par l'introduction de nouveaux usages dans un secteur inondable ;
- **Pessac, quartier de Saige** : projet de réhabilitation de tours et des espaces publics ;
- **Corbeil-Essonnes, Les Tarterêts** : projet de création d'un équipement public pluriel intégrant la réhabilitation d'une chaufferie patrimoniale et de ses abords ;
- **Coulommiers, Les Templiers** : projet de restructuration d'un équipement éducatif.

Dès juillet, a ensuite commencé le travail de conventionnement avec les maîtrises d'ouvrage porteuses de sites. Il s'est poursuivi jusqu'à septembre avec l'adoption des conventions par les conseils municipaux ou par les conseils d'administration des bailleurs sociaux et des aménageurs.

Le lancement de la consultation internationale auprès des concepteurs, accueillie avec un engouement exceptionnel

Du 8 novembre au 16 décembre, la phase de candidature a été ouverte pour les équipes pluridisciplinaires, ponctuée par quatorze visites de site (qui ont rassemblé près de mille participants). Le 14 novembre, Valérie Létard, ministre du Logement et de la Rénovation urbaine s'est déplacée sur le site de Corbeil-Essonnes, avec notamment une visite de la chaufferie des Tarterêts, en présence du maire de la ville, de la préfète de l'Essonne et de la directrice générale de l'ANRU et du directeur général du GIP Europe des projets architecturaux et urbains.

En tout, ce sont 492 candidatures de groupements pluridisciplinaires qui ont été déposées sur les dix sites, témoignant d'un engouement exceptionnel de la consultation et de l'enjeu de la transformation des QPV auprès des concepteurs.

De nombreuses agences de renommée internationale ont porté une candidature, dont plusieurs lauréats du grand prix de l'Urbanisme, du grand prix de l'Architecture ou encore du Palmarès des jeunes urbanistes. La dimension internationale de la consultation est aussi affirmée avec 10 % de mandataires étrangers dans les groupements candidats.

- Caen : 50 candidatures
- Colmar : 28 candidatures
- Corbeil-Essonnes : 86 candidatures
- Coulommiers : 80 candidatures
- Le Mans : 40 candidatures
- Lodève : 41 candidatures
- Manosque : 27 candidatures
- Marseille : 26 candidatures
- Pessac : 68 candidatures
- Sedan : 47 candidatures

Déploiement d'actions de valorisation et de communication de la consultation internationale

En vue de mettre en lumière ce programme inédit par son ampleur, plusieurs supports de communication ont déjà été lancés en 2024 :

- mise en ligne d'un site internet en français et traduit en anglais avec publication des dix fiches de site ;
- création de l'ensemble des réseaux sociaux du programme (Instagram, LinkedIn) ;
- supplément de *Libération* : « Quels avenir pour les quartiers », en date du 20 décembre 2024 qui revient sur les ambitions portées par la consultation internationale *Quartiers de demain* et porte un regard sur dix sites de projets et sur les thématiques ;
- partenariat avec la plateforme Binge Audio : La Fabrique des quartiers de demain, une série de podcasts, visant à documenter les différentes étapes de la consultation ;
- série de films de présentation des dix sites, réalisés par l'agence Capa.

2025 : l'année du pilotage du dialogue compétitif dans un souci d'inclusion des citoyens

En 2024 ont été lancées les premières étapes constitutives de la consultation internationale. 2025 s'annonce aussi riche et rythmée pour *Quartiers de demain*.

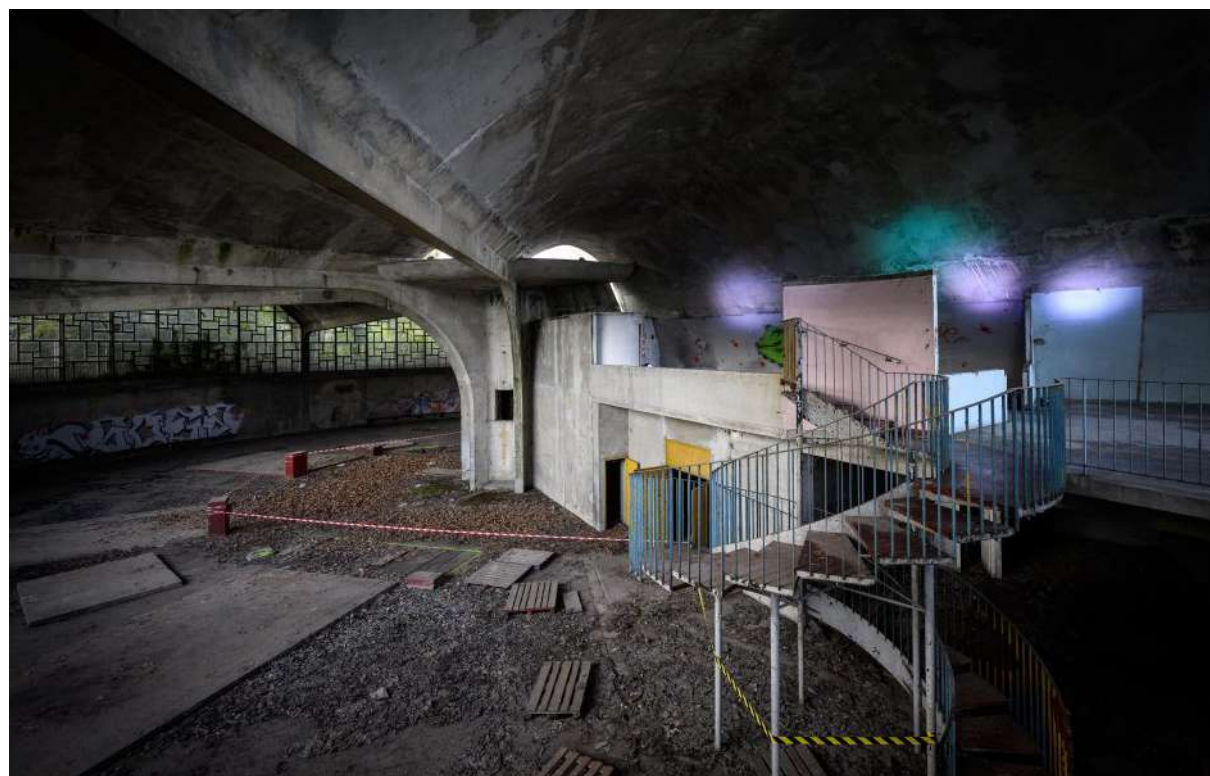
L'année commencera avec la sélection des trente lauréats et se poursuivra par une phase de formalisation des projets dans un dialogue compétitif à l'issue duquel un lauréat par site sera désigné en octobre et se verra confier la conception du projet.

Le dialogue compétitif se déroulera selon trois étapes : une première étape de réalisation du diagnostic architectural, urbain et environnemental des sites, une deuxième étape de proposition de scénarios

d'aménagement, et une troisième étape de préparation des études d'esquisses. Chacune de ces étapes durera environ deux mois, se réalisera en interaction avec les jurys citoyens composés de vingt membres en moyenne sur chaque site, et sera rythmée par des événements nationaux et locaux.

Parmi les événements nationaux, trois grands rendez-vous sont inscrits en 2025 :

- **les rencontres nationales *Quartiers de demain* seront organisées le 4 mars à la Cité de l'architecture et du patrimoine** (présentation des trente équipes finalistes en présence des maires et débat de haut niveau avec des chercheurs), et le 5 mars sous la forme de visites et d'ateliers hors les murs à la rencontre de projets franciliens emblématiques de rénovation urbaine ;
- **une manufacture nationale se tiendra le 6 juin 2025** à la Cité de l'architecture et du patrimoine, sous la forme d'un *workshop*, réunissant les deux-cents citoyens membres des jurys citoyens *Quartiers de demain* autour des concepteurs, pour prototyper les écoles, les logements et les équipements de demain ;
- **une exposition nationale sera inaugurée le 2 décembre 2025** à la Cité de l'architecture et du patrimoine, pour présenter les lauréats de la consultation, et sera accompagnée d'une série d'événements et de débat sur les quartiers.



Corbeil-Essonnes, quartiers des Tarterêts
Crédit : Arnaud Bouissou



Quartier des Sablons, Le Mans.
Crédit : Emmanuel du Bourg



PROGRAMME D'EXPÉRIMENTATION | QUARTIERS DE DEMAIN

Zoom sur les 10 sites



Crédit : Caen la Mer Habitat

Caen, quartier La Grâce de Dieu

Emblématique des grands programmes de construction qui ont marqué la France d'après-guerre, le quartier de La Grâce de Dieu est situé au sud de la commune de Caen. Le projet porte sur la restructuration de l'immeuble Langevin, de son offre de logements dans une optique intergénérationnelle, de son socle et sur l'aménagement des espaces attenants en prenant compte des enjeux de transition écologique et de soutenabilité sociale.

Maîtrise d'ouvrage : Caen la Mer Habitat (CLMH)

« Ce projet est une chance pour la ville et le quartier de La Grâce de Dieu, mais plus largement, une voie pour repenser l'habitat et l'habiter, à l'heure des transitions écologiques et démographiques. »

Aristide Olivier, maire de Caen et Valérie Mespoulhès, directrice générale de CLMH

Colmar, quartier Europe- Schweitzer

« *Quartiers de demain* est, pour Colmar, une opportunité unique d'imaginer et de créer ensemble un espace public en plein cœur du quartier prioritaire, qui alliera excellence environnementale et cohésion sociale. Un Central Park à l'alsacienne... »

Éric Straumann, maire de Colmar

La Plaine Pasteur est un vaste espace de 5,5 ha situé à l'ouest de Colmar, entre hôpitaux et le quartier prioritaire Europe-Schweitzer. Il est aujourd'hui dédié à la pratique sportive, aux loisirs et aux manifestations festives. Les objectifs poursuivis dans le cadre de Quartiers de demain sont de renforcer l'attractivité de l'espace et d'en faire un véritable levier de cohésion sociale et de cohabitation des usages dans le respect d'une stratégie environnementale ambitieuse.

Maîtrise d'ouvrage : ville de Colmar



Crédit : ville de Colmar

Corbeil-Essonnes, quartier des Tarterêts

Inscrite au titre des Monuments historiques depuis 2016, la chaufferie située à l'entrée du quartier des Tarterêts est l'œuvre de Jean-Pierre Jouve et Roland Dubrulle. D'une surface de 1 280 m², elle présente un plan circulaire de 50 m de diamètre, une cheminée de 36 m de hauteur et est implantée sur un terrain de 5 500 m². Le projet est de réhabiliter ce bâtiment emblématique du patrimoine industriel du XX^e siècle afin de réaliser un équipement culturel rayonnant, pluridisciplinaire et rassembleur, tout en répondant à une ambition environnementale forte et à une exigence paysagère.

Maîtrise d'ouvrage : ville de Corbeil-Essonnes

Programme de l'État : Nouveau programme de renouvellement urbain



Crédit : Arnaud Bouissou

« Construite en 1969 au cœur du quartier des Tarterêts de Corbeil-Essonnes, la chaufferie est l'œuvre des architectes Roland et Richard Dubrulle et Jean-Pierre Jouve. Désaffectée en 2014, la commune rachète le bâtiment et en demande l'inscription aux Monuments historiques, accordée le 7 avril 2016. Dans le cadre de l'appel à projets *Quartiers de demain*, sa restauration va lui permettre de devenir un centre culturel ouvert sur le quartier, la ville et au-delà. »

Bruno Piriou, maire de Corbeil-Essonnes



Crédit : ville de Coulommiers

« Grâce à cette sélection, Coulommiers bénéficiera des compétences nécessaires pour imaginer un projet de pôle scolaire durable et innovant au cœur du quartier des Templiers, favorisant l'épanouissement des enfants et l'amélioration du cadre de vie. »

Laurence Picard, maire de Coulommiers

Coulommiers, quartier des Templiers

Site panoramique bénéficiant d'une ouverture directe sur la campagne proche, le sud du quartier des Templiers comporte une polarité qui regroupe l'école Jean-de-la-Fontaine, un centre commercial de proximité, un gymnase et l'église. Le projet porte sur la rénovation et l'extension d'un pôle éducatif animé et ouvert sur la ville en cœur du quartier par le regroupement des écoles Jean-de-la-Fontaine et Jehan-de-Brie, et l'association d'une offre petite enfance.

Maîtrise d'ouvrage : ville de Coulommiers

Programme de l'État : Action cœur de ville



Crédit : Emmanuel Dubourg / GIP EPAU

Situés à l'entrée visuelle du quartier des Sablons en descendant du tramway, l'immeuble de bureaux Le Laffitte et son centre commercial occupent une place stratégique du quartier. L'ambition est la restructuration de l'immeuble, de son rez-de-chaussée commercial et d'une moyenne surface alimentaire afin de reconstituer une polarité commerciale dans le quartier. Le projet vise aussi à aménager les espaces publics attenants afin d'améliorer la lecture paysagère du site et son insertion urbaine écologique.

Maîtrise d'ouvrage : Cénovia Cités, aménageur local

Programmes de l'État : Nouveau programme de renouvellement urbain, Plan de transformation des zones commerciales

Lodève, centre-ville

Le centre-ville de Lodève, situé à la confluence de la Lergue et de la Soullondres, est situé dans son entièreté en quartier prioritaire de la politique de la ville. Le projet consiste à aménager les berges de la Lergue et de la Soullondres afin d'en faire un nouvel espace public de référence pour les habitants de Lodève et de penser une véritable trame verte et bleue, tout en intégrant pleinement l'inondabilité des espaces. Il vise également à implanter une nouvelle salle de spectacle en centre ancien pour développer la programmation culturelle du territoire.

Maîtrise d'ouvrage : ville de Lodève

Programme de l'État : Petites Villes de demain

Le Mans, quartier des Sablons

« Le bâtiment Le Laffitte occupe une place stratégique comme entrée visuelle du quartier et comme vecteur de transformation urbaine autour duquel devra se reconstituer un pôle de commerces de proximité et de services. La consultation *Quartiers de demain* s'organise à un moment idéal pour approfondir le programme et lancer la réhabilitation. C'est une chance pour Le Mans Métropole. »

Stéphane Le Foll, maire du Mans, président du Mans Métropole



Crédit : Ville de Lodève

« Penser et aménager nos berges de rivières comme un lien entre les quartiers et entre les Lodévois. Créer de nouveaux espaces de vie, partagés par tous les habitants, tout en faisant face au réchauffement climatique et en se protégeant des inondations. C'est l'ambition portée grâce à la consultation *Quartier de demain*. »

Éric Straumann, maire de Colmar

Manosque, quartier de la Ponsonne

Le quartier de la Ponsonne est situé à l'interface entre la gare SNCF de la ville et son centre ancien, et appartient au périmètre d'intervention Action cœur de ville et à l'un des deux quartiers prioritaires de la politique de la ville de Manosque. Le projet consiste en la refonte paysagère et la restauration du Riou des Couquières qui traverse le quartier et en la rénovation et l'introduction de nouveaux usages au sein du parc des sports et des loisirs de la Ponsonne. Il vise également l'introduction d'un axe fort autour des mobilités douces.

Maîtrise d'ouvrage : ville de Manosque
Programme de l'État : Action cœur de ville



Crédit : GIP EPAU

« Je suis très heureux et très reconnaissant que la ville de Manosque fasse partie des dix sites nationaux sélectionnés pour cette consultation internationale qui va permettre de transformer durablement notre plaine des sports et des loisirs de la Ponsonne. C'est une chance exceptionnelle de démontrer la capacité des villes moyennes à imaginer des projets structurants et fédérateurs, mais cela nous permet aussi de continuer la dynamique engagée pour transformer la ville. »

Camille Galtier, maire de Manosque, président de Durance Lubéron Verdon Agglomération

« Je me réjouis que le projet piloté par la Métropole Aix-Marseille-Provence ait intégré cette consultation internationale. Nous attendons des propositions innovantes qui répondront à nos ambitions en matière d'inclusion et d'aménagement durable, pour favoriser de nouveaux programmes d'équipements et d'habitat, aujourd'hui au bénéfice du Petit Séminaire à Marseille, et demain, d'autres quartiers de notre territoire. »

Martine Vassal, présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, présidente du conseil départemental des Bouches-du-Rhône, première vice-présidente de Départements de France



Crédit : Métropole Aix-Marseille-Provence

Marseille, quartier du Petit Séminaire

Le quartier du Petit Séminaire se situe dans le nord-est de Marseille, dans le 13^e arrondissement, entre le vallon de la Maurelle et la vallée du Jarret. Il est l'un des 41 quartiers prioritaires de la ville de Marseille. Le projet consiste à aménager une coulée verte en lui donnant un rôle d'îlot de fraîcheur et en intégrant pleinement son caractère inondable lors des événements climatiques. Il vise à faire de ce linéaire un support de mobilités douces à l'échelle du quartier et un levier de cohésion sociale.

Maîtrise d'ouvrage : Métropole Aix-Marseille-Provence



Crédit : Paul Robin /
Domofrance

Pessac, quartier de Saige

Le quartier de Saige bénéficie d'une localisation stratégique, à l'entrée du domaine universitaire et d'une zone d'emplois attractive, à proximité directe d'un hôpital et sur le tracé du tramway métropolitain. Le projet consiste à étudier la réhabilitation d'une tour de logements et son changement d'usage dans une perspective de répliquabilité à l'échelle du quartier comme au plan national, afin de permettre la mixité fonctionnelle attendue. Il vise également la réalisation d'une coulée verte pour assurer le lien entre le centre-ville et le domaine universitaire.

Maîtrises d'ouvrage : ville de Pessac et Domofrance (bailleur social)

« Pionnière sur les questions environnementales, Pessac fait un pas de plus vers la transition écologique au service du bien-vivre. Portant sur la tour n° 8 et la future coulée verte, cette consultation contribuera à la réussite de la rénovation de Saige dans son ensemble. »

Franck Raynal, maire de Pessac

Sedan, résidence Ardenne

Entre ville basse et ville haute, le site de la résidence Ardenne est localisé sur le tracé des remparts nord-est du château fort de Sedan. Son plateau domine le paysage, la Meuse et le centre ancien. Le projet consiste à aménager les espaces publics d'un écoquartier patrimonial à travers la valorisation de la promenade des remparts et à porter une réflexion sur la réhabilitation des cinq tours de la résidence Ardenne, dans un objectif d'intégration paysagère et de renouvellement de l'offre de logements.

Maîtrises d'ouvrage : ville de Sedan et Habitat 08

Programmes de l'État : Action cœur de ville, Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés

« C'est une excellente nouvelle pour le quartier et la ville tout entière. Nous œuvrons de concert avec Habitat 08, le bailleur social majoritairement propriétaire du site et partie prenante de la démarche, nous avons d'ores et déjà esquissé un certain nombre d'orientations avec, comme objectif premier, de tendre vers un écoquartier patrimonial. »

Didier Herbillon, maire de Sedan



Crédit : ville de Sedan



Quartier des Sablons, Le Mans.
Crédit : Emmanuel du Bourg

GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia
1, place Carpeaux
92055 La Défense cedex
epau.archi.fr

CONTACT



Céline Laurens

Directrice du programme *Quartiers de demain*
celine.laurens@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)6 59 43 26 92

Alice Housset

Chargée de mission
alice.housset@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)6 58 59 33 13

quartier-de-demain.archi.fr

 Quartiers de demain
 @quartiersdedemain.archi

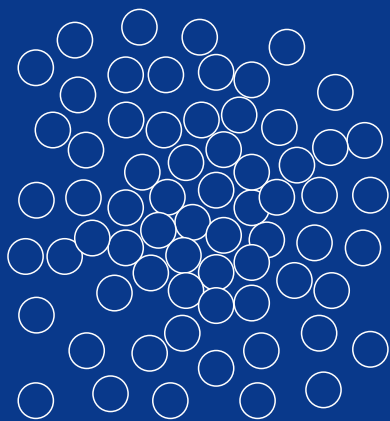
Réinventer la qualité du logement

pour mieux répondre
aux défis contemporains

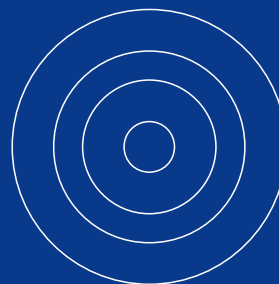
RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



L'année 2024 en chiffres



97
expérimentations



15
événements

20
réunions
locales
organisées
(dans les
territoires de
projet)

10
interventions
pour échanger sur
la qualité du
logement et
présenter le
programme dans
des événements
extérieurs

5

poses de première
pierre

13 sites visités

2 revues de projet :
Marseille et Bordeaux

1

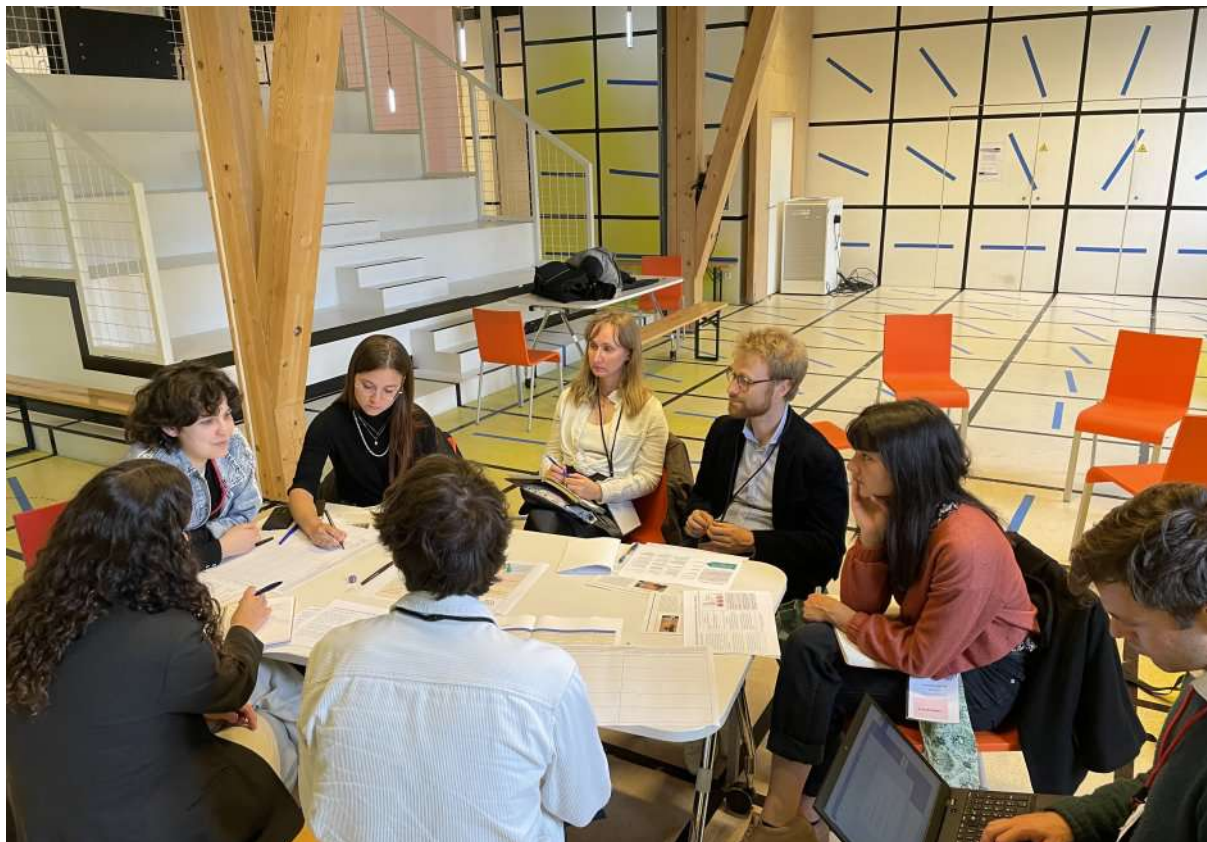
publication *via* éditeur

3 publications du programme

8 références
dans la presse nationale

11 références
dans la presse régionale

Le programme en quelques dates



Travail en ateliers lors du cinquième *workshop*. Crédit : GIP EPAU

janvier

Première rencontre de la recherche du programme :
« Le logement : les nouvelles perspectives d'une recherche en architecture »

23 janvier 2024

mars

Visite de chantier à Rosny-sous-Bois du cycle de visites en partenariat avec l'AORIF et le CROAIF

4 mars 2024

mai ↑

Cinquième *workshop* pour le logement

28 mai 2024

d'avril à novembre

Rendez-vous de l'incubateur

« Pour un "notre" habitat ? Grammaire des espaces partagés »
25 avril 2024

« Comment faciliter et sécuriser l'utilisation de matériaux de réemploi dans des opérations neuves et de réhabilitation ? »
14 mai 2024

« Quels leviers pour monter une opération immobilière intergénérationnelle portée par des acteurs associatifs ? »
6 juin 2024

« Les enjeux du portage de projets d'habitat participatif »
18 juin 2024

« Comment faciliter et sécuriser l'utilisation de matériaux biosourcés et géosourcés hors cadre réglementaire ? »
25 juin 2024

« Comment trouver un équilibre financier à la réhabilitation du patrimoine pour une opération privée de logements locatifs mixtes et participatifs ? »
9 juillet 2024

« Optimiser le logement, les communs et le collectifs au sein des résidences sociales et étudiantes »
7 novembre 2024

Analyse

De l'expérimentation à la réplique : un parcours pas à pas alimenté par le projet et la recherche

Le programme *Engagés pour la qualité du logement de demain*, porté conjointement par le ministère en charge du Logement et le ministère de la Culture a été lancé en 2022. Il vise à expérimenter des solutions permettant de concilier une plus grande qualité d'usage dans le logement avec les impératifs de sobriété écologique et d'excellence architecturale, urbaine et patrimoniale. Il permet d'accompagner des porteurs de projet qui souhaitent tester de nouvelles modalités techniques, procédurales et contractuelles de production du logement. Il est opéré par le GIP Europe des projets architecturaux et urbains et associe une sphère de partenaires fortement mobilisés sur la qualité du logement.

L'accompagnement des lauréats, colonne vertébrale du programme

Le programme *Engagés pour la qualité du logement de demain* propose un accompagnement à la carte, au plus près des lauréats, en répondant aux demandes et sollicitations grâce à tout un écosystème d'acteurs partenaires.

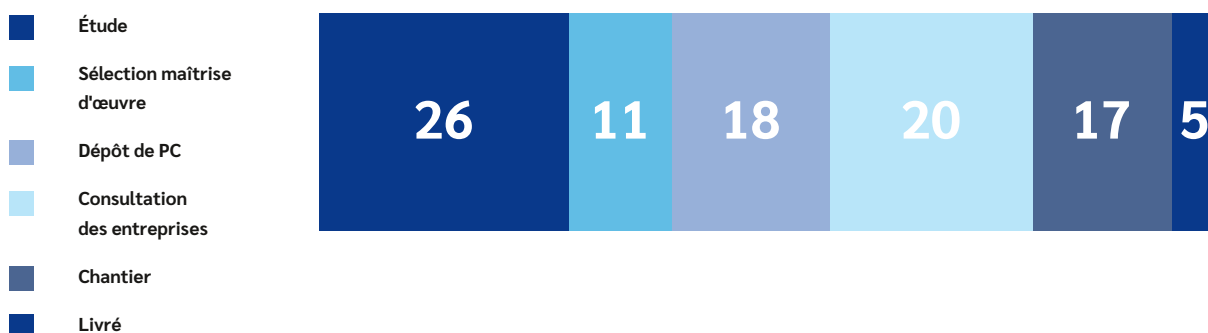
Cette offre de service auprès des lauréats permet, autant que faire se peut, d'aider les projets à rentrer dans une phase opérationnelle. C'est également un travail d'observation et de remontée du terrain, au plus près des expérimentations qui alimente la capitalisation et la valorisation portées par le programme.

En effet, les sujets traités et les acteurs mobilisés pour proposer des solutions efficaces et accompagner les

lauréats dans leurs démarches sont divers, reflétant ainsi la pluralité de leurs besoins. Ce sont près d'une centaine de demandes qui ont été réalisées par les porteurs de projet, auprès de la direction de programme.

Pour les traiter, le programme bénéficie d'un large écosystème de partenaires et d'acteurs mobilisables pour répondre aux lauréats en vue de lever les freins auxquels ils font face. En premier lieu, la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGLAN) et la Direction générale des patrimoines et de l'architecture (DGPA) qui interviennent dans leurs domaines de compétences respectifs. Au sein de la DGALN, la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP) est particulièrement mobilisée sur des questions réglementaires, et a pu appuyer certains projets grâce à des dispositifs d'accompagnement spécifiques. Par ailleurs, le programme *Engagés pour la qualité du logement de demain* permet de faire l'aller-retour entre réalités locales et ambitions nationales : les freins ou sollicitations des lauréats concernant le périmètre du ministère de la Culture ont ainsi été remontés dans le cadre du travail collaboratif qui a été organisé par les équipes de la DGPA pour alimenter la

Avancement opérationnel des 97 projets lauréats du programme (au 31 décembre 2024)



nouvelle Stratégie nationale pour l'architecture (SNA 2) et dans les travaux de l'Observatoire de l'économie de l'architecture.

Les partenaires nationaux du programme soutiennent également fortement le programme grâce à leur expertise : la Banque des territoires, le Conseil national de l'ordre des architectes, l'Union sociale pour l'habitat (USH), l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru), l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP), Action logement...

les risques et les blocages encore forts de la part du secteur bancaire ;

- les innovations constructives avec ou sans dépôt d'Atex ;
- la mobilisation des bureaux de contrôle et un accompagnement sur la partie assurantielle ;
- les démarches de réemploi ;
- des études juridiques préalables à la mise en œuvre de nouveaux concepts (cession foncière, copropriété, etc.).

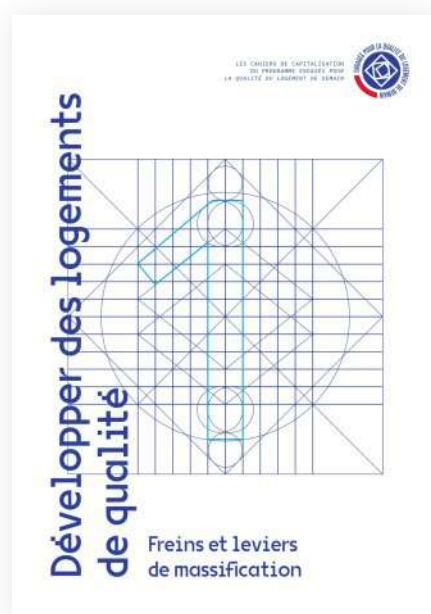
Le premier cahier de capitalisation *Développer des logements de qualité - Freins et leviers de massification*, publié en fin d'année, rassemble ces analyses.

Les travaux de l'incubateur : vingt projets démonstrateurs

Vingt projets lauréats sont accompagnés plus spécifiquement par l'incubateur du programme grâce au soutien de la Banque des territoires. Les études mises en œuvre dans ce cadre tentent ainsi d'identifier des éventuelles solutions juridiques, techniques et opérationnelles dans un objectif de répliquabilité des démarches innovantes.

À la fin de l'année 2024, toutes les études ne sont pas terminées, certains projets portant des tests en phase chantier. Toutefois un premier travail de mise en commun des résultats de ces travaux a été publié mettant en avant les grands thèmes travaillés par les lauréats incubés :

- le montage économique et financier pour les projets portés par des maîtrises d'ouvrage non conventionnelles, les différents scénarios possibles pour limiter





Le sceau remis aux équipes lauréates.
Crédit : MC-Didier Plowy

L'enjeu de la réplique

Ces travaux issus de l'accompagnement proposé par la direction de programme, des contributions riches réalisées par les participants aux événements nationaux organisés régulièrement (*workshops*) ou par l'incubateur, nourrissent le travail de capitalisation afin d'identifier les freins les plus bloquants, et les innovations pouvant être répliquées de façon massive.

La première phase, commencée début 2024, a consisté à recenser les freins rencontrés. Une soixantaine de freins ont ainsi été relevés et catégorisés en cinq familles : juridiques et normatifs, techniques et assurantiels, sociaux et sociétaux, financiers et enfin opérationnels. Certaines solutions pour les dépasser ont pu venir des lauréats eux-mêmes. En effet, les innovations proposées permettent de lever, voire dépasser les freins. C'est le cas par exemple des projets ayant eu des difficultés pour signer les marchés travaux du fait de surcoûts ou de manque de compétence d'entreprises locales. Les porteurs de projet ont retravaillé leurs propositions pour optimiser les coûts ou trouver des solutions en matière de techniques de pose ou de matériaux, sans baisser l'ambition du programme : biobrique à la place du bois, *sourcing* d'entreprises spécialisées en briques de terre crue non stabilisée, etc. À l'inverse, l'exemple des freins liés à la réglementation incendie montre qu'ils ne peuvent être

résolus seuls hormis en modifiant profondément le projet, ayant pour effet de réduire l'usage du bois ou d'augmenter l'utilisation de matières (encapsulages et écrans) et les coûts (matériaux, *sprinklage*...). Ces innovations et les freins associés ont été mis en commun lors des *workshops*, favorisant l'échange sur les méthodes et solutions pour dépasser les difficultés rencontrées. Le cinquième *workshop*, qui a eu lieu en mai 2024, a permis de formaliser dix fiches solutions proposées par les lauréats eux-mêmes, sur des thèmes aussi variés que le réemploi, les modalités contractuelles de la commande publique ou la fabrication hors site. Ces fiches sont rassemblées dans une synthèse intitulée *Encourager la production de logements de qualité : freins et solutions. Retour sur le 5^e workshop*.



Il s'est ensuite agi de déterminer ceux qui semblaient particulièrement bloquants ou fréquents pour mobiliser les partenaires idoines afin de vérifier la capacité à débloquer ces verrous, par exemple. Ce travail se prolongera en 2025 sur certains sujets nécessitant une collaboration interministérielle, partenariale ou inter-service.

À titre d'exemple, l'ensemble des freins relevés autour des sujets de filières de matériaux bio et géosourcés et du réemploi sont conjointement travaillés par la DHUP (ministère du Logement) et intégrés dans le groupe de travail dédié de l'Observatoire de l'économie de l'architecture (ministère de la Culture).

En parallèle, les programmes *Engagés pour la qualité du logement de demain* et *Démonstrateurs de la ville durable* (pilote par le ministère du Logement, le ministère de la Cohésion des territoires, le Secrétariat général pour l'investissement et la Banque des territoires, en partenariat avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine) effectuent un travail d'identification des solutions innovantes communes. L'objectif est d'accompagner le déploiement à grande échelle de solutions (à l'échelle du matériau, du bâtiment et de l'aménagement) en croisant les solutions apportées par les projets lauréats sur les deux programmes. La méthodologie consiste à caractériser les freins identifiés permettant d'élaborer des feuilles de route de déploiement des solutions à fort impact. Il apparaît qu'une grande majorité des solutions identifiées relève du secteur de l'aménagement et de la construction (réemploi de matériaux de construction, isolation biosourcée riz, paille..., construction bois et géosourcée notamment terre crue, construction hors site, végétalisation en toiture...).

Une communauté d'acteurs en action sur la qualité du logement

À l'issue d'une deuxième année de vie opérationnelle du programme, l'expérimentation bat son plein : les projets sortent de terre, le métier est sur l'ouvrage pour lever les freins à la qualité du logement et identifier les leviers pour favoriser une production de logements de qualité.

Le travail de capitalisation reste de taille : avec 97 projets disséminés sur l'ensemble du territoire hexagonal et ultramarin, des maîtres d'ouvrage de tous profils, des projets de toutes tailles et de toutes formes architecturales, il reste à conforter l'analyse dans la prochaine année avec la sortie de terre de plus nombreux projets pour généraliser les bonnes pratiques.

Toutefois, cette expérimentation fait vivre le débat et propose de mettre au premier plan des réflexions et des actions sur des sujets variés :

- un logement où l'on se sent bien est bien conçu (le plan), crée du lien (espaces communs), s'adapte aux parcours de vie et aux territoires. Cela pose la question des moyens, des processus de projets qui intègrent l'usage, des acteurs à associer et ceux à former pour embrasser les changements sociodémographiques à l'œuvre ;
- un logement qui répond au défi climatique est sobre (matière et filière), pérenne (qualité de l'ouvrage) ou non (réversibilité, déplaçable), déjà existant (réhabilitation), et anticipe les évolutions environnementales. Cela pose la question de la montée en compétence des acteurs du bâtiment pour se reposer sur des techniques et des filières respectueuses de notre habitat, des normes et des règles à adopter, voire adapter, des risques à mesurer (assurances)... ;
- un logement abordable est un logement pour tous, sans marqueur de qualité. Cela pose la question du modèle économique, de la chaîne de valeur, des innovations à porter dans des bilans d'opérations encore très (trop) figés, des produits antispéculatifs à développer massivement, des leviers existants ou à créer aux mains des collectivités territoriales pour porter des stratégies locales de l'habitat, du financement du logement social...

Zoom sur

La mise en œuvre opérationnelle des projets lauréats *Engagés pour la qualité du logement de demain*

La dynamique autour des projets du programme *Engagés pour la qualité du logement de demain* continue de s'intensifier avec plusieurs poses de première pierre, marquant leur entrée en phase de chantier. Ces événements illustrent la concrétisation des efforts pour allier innovation architecturale, qualité de vie et respect de l'environnement.

Pantin : la résidence Les Lumières, Semip et Visten avec Itar architecture

Le 3 avril 2024, à Pantin, la pose de la première pierre a officialisé le lancement d'un programme de 79 logements, dont 44 en bail réel solidaire (BRS). Alliant architecture soignée et durabilité, le bâtiment est conçu en pierre massive locale, avec des espaces généreux et lumineux répondant au référentiel Girometti-Leclercq. Ce modèle, dont le montage associe l'aménageur et le promoteur, démontre qu'il est possible d'investir dans la qualité tout en maintenant l'accessibilité.

Lodève : L'îlot vert de la Soulondres, coopérative avec Datcha architectes

Ce projet porté par une coopérative habitante, célébré lors des poses de premières pierres, le 17 avril 2024, privilégie une architecture compacte pour préserver la pleine terre. Il offre ainsi des logements à haute qualité environnementale et sociale, intégrant des espaces communs pour renforcer le tissu social local. Des chantiers participatifs avec les élèves du collège voisin sont d'ailleurs prévus sur toute la durée du chantier.

Beaucouzé : La Grange rouge, Podeliha avec Petit Œuvre

Le 9 avril 2024, a marqué un jalon important pour le projet La Grange rouge. Situé dans l'écoquartier des Echats III, ce projet de 46 logements associe locatif et accession sociale. Il se distingue par des logements évolutifs, un tiers-lieu communautaire conçus grâce à l'implication des habitants dès la phase de conception. La démarche met aussi l'accent sur la sobriété énergétique et une biodiversité accrue sur le site.

Mesnil-en-Ouche : Îlot de l'ancienne poste, Siloge avec Bettinger Desplanques architectes

La pose de la première pierre, le 12 juillet, a lancé le début d'un projet de revitalisation de centre-bourg ambitieux, avec une polarité habitat-santé. Le programme (résidence autonomie, logements inclusifs et pôle santé) vise à l'autonomie et le bien-être des résidents par la proximité des services, un travail architectural fin contribuant à une intégration douce dans l'environnement et favorisant les échanges grâce aux nombreux espaces partagés et de rencontres, avec un potager partagé et des coursives larges.

Stains : Toits temporaires urbains, avec Alt et Selvea

Issu d'un partenariat d'innovation, le projet Toits temporaires urbains (TTU) a franchi une étape importante avec la pose symbolique de ses premiers clous lors du Congrès HLM 2024 (septembre). L'opération pilote sera livrée en octobre 2025 avec un programme d'hébergement proposant des logements modulables, déplaçables et écoconçus, à des femmes victimes de violences, seules ou avec enfants de moins de 3 ans. Les bâtiments, en structure bois, répondent aux normes de la RE2028. Ils visent une grande efficacité thermique et acoustique et permettent une gestion optimisée de fonciers temporairement disponibles.



Première pierre de la résidence Les Lumières, à Pantin.
Crédit : Visten Promotion



Pose de première pierre de l'îlot vert de la Soulondres, à Lodève.
Crédit : GIP EPAU



Pose de la première pierre de la Grange rouge, à Beaucauzé.
Crédit : GIP EPAU



Futurs habitants du projet en autopromotion Vilajoa, au Rheu (35), SCIA Vilajoa et Cécile Gaudoin & Charlotte Martin architectes. Crédit : Arnaud Bouissou



Vue du site de la Minoterie avant réhabilitation, à Navarrenx (64), SCI Bailko et le collectif Encore.
Crédit : Cyrus Cornut



Chantier du projet Vilajoa, au Rheu (35). SCIA Vilajoa et Cécile Gaudoin & Charlotte Martin architectes.
Crédit : Arnaud Bouissou



Vue de la Tour Réservoir au Havre (76), Logeo Seine et Babin+Renaud architectes.
Crédit : Cédric Calandraud



PROGRAMME D'EXPERIMENTATION | ENGAGÉS POUR LA QUALITÉ DU LOGEMENT DE DEMAIN

Zoom sur

Réhabiter, une exploration multidimensionnelle des enjeux contemporains du logement

Structurée autour de huit grands chapitres et quarante-huit contributions d'auteurs, élus, chercheurs et professionnels impliqués dans le programme *Engagés pour la qualité du logement de demain*, l'ouvrage questionne les manières d'habiter en adaptant le logement aux spécificités des territoires, qu'il s'agisse de ruralités, de zones périurbaines, de métropoles ou de territoires ultramarins, tout en répondant aux défis climatiques et sociaux.

L'ouvrage s'intéresse aux nouveaux usages du logement, en mettant particulièrement en avant la qualité d'usage, le design, l'inclusivité, et les interactions avec l'environnement et le paysage. Il offre également un regard sur différentes approches architecturales, en rendant les espaces plus flexibles, collectifs et adaptés aux besoins évolutifs des habitants. Une place centrale est dévolue à la réhabilitation de l'existant, en valorisant des transformations typologiques innovantes du patrimoine. Un volet important est consacré à l'innovation matérielle, en promouvant des filières locales et des techniques respectueuses de l'environnement, comme le réemploi ou l'utilisation de matériaux biosourcés. Il y est également question de frugalité écologique, essentielle dans un contexte de transition bas carbone, et de nouvelles manières de concevoir et de vivre le logement en lien avec les territoires. Enfin, il met en avant des démarches participatives et coopératives pour inventer de nouveaux modes de production et de gestion, tout en favorisant la création de liens sociaux et l'appropriation des espaces par les habitants.

Ce livre donne donc la parole à ceux qui font le logement contemporain en France – élus, sociologues, architectes, urbanistes, aménageurs – et dresse ainsi un état des lieux complet des meilleures pratiques et perspectives pour l'habitat de demain. Plusieurs reportages sur les projets lauréats du programme *Engagés pour la qualité du logement de demain* enrichissent cet ouvrage, offrant des exemples concrets de solutions architecturales et sociales innovantes.



Ouvrage *Réhabiter*.
Crédit : Flammarion

Interview

Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat



Porter jusqu'au bout les ambitions en matière de qualité et l'action publique en faveur du logement

Quelle est votre vision de la qualité du logement et de ses enjeux ?

Il est essentiel de relier la qualité de l'habitat avec le niveau de satisfaction des personnes qui l'occupent. Le baromètre de l'Agence nationale de contrôle du logement social indique que huit locataires HLM sur dix sont satisfaits de leur logement et de leur quartier. Cela traduit, semble-t-il, l'existence d'un parc social qualitatif.

Néanmoins, il faut s'interroger sur la qualité des logements mis en chantier. L'appareil normatif définit des ambitions de décarbonation et d'efficacité énergétique, ainsi qu'un niveau de bien-être des futurs occupants, mais il faut s'assurer que les maîtres d'ouvrage parviennent à porter jusqu'au bout leurs ambitions qualitatives et que les conditions de dialogue avec les architectes et les autres acteurs de l'acte de construire permettent de traduire cela.

Enfin, si ces enjeux prévalent pour l'engagement de nouveaux programmes de logements, nous ne pouvons faire abstraction de l'aggravation inédite des situations de mal logement et d'habitat indigne. Le grippage complet des secteurs du logement et la précarisation de notre société amènent à des situations insupportables, nécessitant une action publique véritablement à la hauteur.

Selon vous, quelle doit être la place des bailleurs sociaux dans la production de logements de qualité ? Quels enjeux pour demain ?

Les bailleurs sociaux ont la connaissance, parce qu'ils sont gestionnaires, de ce qui va constituer des logements adaptés à la vie des locataires. Chaque organisme peut s'appuyer sur cette expérience pour définir les conditions du bien-concevoir. Ils connaissent

parfaitement les usages qu'il faut désormais intégrer dans chaque programme. Historiquement, les organismes HLM ont toujours voulu proposer des formes d'habitat intégrant les évolutions sociétales majeures. Notre grande différence avec la promotion privée, c'est que nous sommes producteurs et gestionnaires des logements. Nous les voyons vivre au fur et à mesure de leur cycle de vie.

Nous devons ainsi anticiper des évolutions à venir dans la conception de logements : le dérèglement climatique et les risques associés ou encore les bouleversements démographiques avec une évolution des profils des ménages. Le défi sera de trouver le bon modèle pour loger des personnes isolées et des familles monoparentales, tout en créant du commun, par exemple avec des espaces mutualisés.

En quoi un programme comme *Engagés pour la qualité du logement de demain* contribue-t-il à l'évolution de la chaîne de production de logements de qualité et à un prix abordable ?

Ce programme est une entrée originale et pertinente pour documenter des projets portant la qualité des logements dès la conception. Associer collectivité, maître d'ouvrage, maître d'œuvre et organisme de recherche permet de constituer un collectif pour interroger les modalités de déploiement de projets. Le suivi dans le temps des 97 projets permet ainsi d'observer leurs conditions de réalisation : l'accès au foncier, l'acceptabilité sur les territoires, la qualité du dialogue entre maître d'ouvrage et maître d'œuvre, la gestion des incertitudes face à des techniques non courantes ou matériaux innovants... La capitalisation sur les réussites et les conditions de réalisation constituera un point d'appui précieux pour les années à venir.

GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia
1, place Carpeaux
92055 La Défense cedex
epau.archi.fr

CONTACT

Lola Davidson

Directrice du programme *Engagés pour la qualité
du logement de demain*
lola.davidson@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0) 6 07 17 10 97

engages-pour-la-qualite-du-logement-de-demain.archi.fr

  Engagés pour la qualité du logement de demain



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

Accompagner la ville et les territoires

par l'art
et la culture

L'année 2024 en chiffres

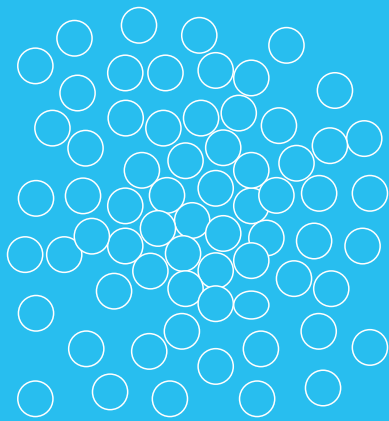
1

rapport de
préfiguration

255

initiatives
recensées en France

12

projets analysés
pendant la préfiguration

83

entretiens

menés auprès d'acteurs issus
du monde de la culture
et de l'urbanisme, de décideurs
et de professionnels

16

artistes et structures
culturelles associées

Analyse

Bousculer la ville en transition : quand la culture et l'urbanisme s'emmêlent

La Direction générale des patrimoines et de l'architecture (DGPA) et la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) mobilisent le GIP Europe des projets architecturaux et urbains pour préfigurer un programme d'expérimentation visant à soutenir le potentiel de l'art et les pratiques culturelles dans des situations de fabrique urbaine. Cette ambition s'inscrit dans le *New European Bauhaus* lancé en 2021, qui vise à faire de la dimension culturelle et créative un facteur essentiel de l'amélioration de la qualité du cadre de vie et de l'appropriation collective de la transition écologique.

La mission de préfiguration intitulée *Culture & aménagement* reflète l'intérêt croissant du ministère de la Culture et des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique sur le potentiel de la culture pour accompagner, voire initier les changements nécessaires à la mise en œuvre des transitions. Ainsi, plusieurs programmes ou initiatives de ces ministères ou de leurs opérateurs mobilisent les concepts reliant arts, culture et écologie. Citons notamment, La Preuve par 7, le programme *Érable*, l'Atelier des territoires, ainsi que la démarche Habiter la France de demain...

C'est dans cette continuité que s'inscrit la mission, avec comme objectif d'appuyer l'État pour renforcer la mobilisation des acteurs culturels auprès des collectivités locales et de leurs opérateurs pour leur projet d'aménagement à l'échelle du quartier comme à celle du bâtiment. Ainsi intégrées aux dynamiques urbaines, les expérimentations ont vocation à s'inscrire en écho aux politiques publiques nationales, dont la Stratégie nationale pour l'architecture (SNA2), le plan France ruralités, le Règlement européen de restauration de la nature (RRN), mais aussi aux défis liés au recul du trait de côte, à la densification urbaine, à la préservation des écosystèmes naturels, ou aux réflexions sur la mutation pavillonnaire... Autant d'enjeux territorialisés pour lesquels la culture a un rôle essentiel à jouer :

transformation des imaginaires, évolution des postures professionnelles, décroisement des pratiques, modification des systèmes de valeurs, renouvellement des démarches de participation citoyenne...

L'année 2024 marquée par une mission de préfiguration

Engagée dès janvier 2024, la préfiguration s'est prolongée tout au long de l'année. Elle s'est essentiellement appuyée sur l'analyse détaillée de douze projets exemplaires et la conduite d'entretiens avec quatre-vingts personnalités représentatives de la diversité des acteurs engagés dans des initiatives à l'intersection de l'art, de l'urbanisme et de l'écologie. Ces ressources ont permis de mieux comprendre les mécanismes opérationnels, depuis le montage juridico-financier jusqu'aux modalités de commandes publiques mobilisées, d'apporter des données sur leurs impacts et leurs apports au projet urbain, et d'identifier la manière dont ces opérations nourrissent, directement ou indirectement, les politiques publiques en faveur des transitions.

En parallèle, les entretiens ont permis d'associer un écosystème d'acteurs extrêmement large et diversifié. Des artistes, des chercheurs en socio-économie, en histoire, en géographie, des élus, des concepteurs, des directeurs d'institution culturelle, des responsables pédagogiques, des chargés d'opération chez des aménageurs, des promoteurs, des responsables de bureau d'études, des mécènes, des établissements publics nationaux... Autant d'experts qui ont permis d'identifier les ambitions et les attentes qui sous-tendent ces démarches exploratoires, mais aussi les fragilités ou les limites à leur déploiement : rémunération faible sans prise en compte des compétences mobilisées, propriété intellectuelle sur les actions imaginées et mises en œuvre mal protégées, nature des commandes juridiquement mal assises, champ des responsabilités mal défini...

Les approches interdisciplinaires culture-urbanisme : une ressource pour la mise en œuvre des transitions

L'état des lieux tissé au fil de ces échanges reflète néanmoins l'agilité et l'inventivité des initiatives convoquant l'art et la culture dans le domaine de l'urbanisme. Ainsi, l'intervention de professionnels de la création culturelle (artistes, designers, architectes...) en amont, pendant et après le projet, facilite l'élaboration d'un projet partagé, l'émergence des besoins et des ressources d'un lieu, facilite les mises en relation et l'élaboration d'un récit et de valeurs communes, favorise durablement le lien social et l'accès à la culture pour tous les usagers. Ce sont autant de leviers indispensables à une mise en œuvre efficace des transitions, qui justifient d'encourager, accompagner, et diffuser ces démarches innovantes.

Le comité de pilotage interministériel, réunissant la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la Nature (DGALN), la Direction générale des patrimoines et de l'architecture (DGPA), la Délégation générale à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle (DG2TDC) ainsi que la Direction générale de la création artistique (DGCA) a ainsi confirmé le lancement d'un programme national d'expérimentation *Culture & aménagement* avec comme principaux objectifs :

- **démontrer et évaluer** comment les processus créatifs et les pratiques culturelles intégrés aux situations de

transformation urbaine facilitent, accompagnent ou accélèrent la mise en œuvre des transitions ;

- **encourager, sensibiliser et former** les maîtrises d'ouvrage, les concepteurs et les acteurs culturels pour faire converger les compétences, métiers et expertises relatives à l'écologie, l'art et l'urbanisme vers de nouveaux champs disciplinaires favorables aux transitions ;
- **explorer** de nouveaux modèles juridiques et économiques pour faciliter l'intégration de méthodes et dispositifs interdisciplinaires dans la fabrique de la ville et des territoires.

Un programme pour accompagner les synergies entre pratiques culturelles et artistiques, transition écologique et projets urbains

L'année 2025 permettra le lancement de cette démarche interministérielle pour concrétiser la vaste concertation avec les acteurs engagés sur le terrain. Au plan national, le programme pourra contribuer à soutenir le déploiement des politiques publiques des ministères de l'Aménagement du territoire, de la Transition écologique et de la Culture, en traitant des questions complexes et territorialisées par des approches sensibles et pluridisciplinaires. Il vient créer un pont entre la capitalisation de pratiques exemplaires, l'expérimentation et l'action, permettant à d'autres porteurs de projets de s'inspirer et d'adapter ces démarches à leurs propres contextes.

Au plan local, ce programme permettra la réalisation de projets innovants et de haute qualité, ancrés et tirant pleinement parti des ressources matérielles et immatérielles du territoire. Il vise aussi à outiller les élus et de leurs services, ainsi que les professionnels de l'urbain comme de la culture engagés dans des opérations exigeantes et complexes. En expérimentant de façon opérationnelle l'intégration de l'art et la culture dans des situations concrètes, nous pourrions observer la manière dont ils constituent des leviers complémentaires à l'action publique locale et aux compétences traditionnelles de la fabrique urbaine dans la perspective d'une plus grande mise en œuvre des transitions.



Nuit des Idées à l'Hôtel Pasteur de Rennes (35), une carte blanche confiée par le Théâtre national de Bretagne pour donner à voir et débattre autour des lieux en transformation où se construisent des alternatives méthodologiques par l'art et la culture.
Crédit : Sophie Ricard, co-directrice de la Preuve par 7



Photographie du spectacle Floe de l'artiste Jean-Baptiste André dans le Parc naturel régional d'Armorique. Une performance poétique hors-les-murs, qui parle de l'évolution du climat et de notre lien à la nature.
Crédit : Nicolas Lelievre

La mission de préfiguration a fait émerger plusieurs attentes clés : renforcer la reconnaissance du potentiel de l'art et de la culture dans les projets urbains, former et sensibiliser les professionnels de la culture et de l'urbanisme aux pratiques interdisciplinaires, accompagner une politique culturelle des transitions.



Une programmation artistique dans l'espace public est déployée par le Centre national des arts de la rue et de l'espace public, Pronomade(s) avec le collectif BIM, en Haute-Garonne.
Crédit : collectif BIM



L'architecture expérimentale TRANS305 développée par l'artiste Stefan Shankland a accompagné les chantiers de la phase 1 de la ZAC du Plateau à Ivry-sur-Seine entre 2006 et 2018.
Crédit : YA+K

Interview

Stefan Shankland, artiste, docteur en études urbaines et maître de conférences à l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes, associé à la mission de préfiguration *Culture & aménagement*.



Croiser les pratiques artistiques et urbaines pour faire la ville de demain

Comment les artistes impliqués dans les dynamiques urbaines constituent-ils une ressource pour la mise en œuvre des transitions ?

De nombreuses initiatives et projets expérimentaux, situés et collaboratifs, au croisement de l'écologie, des arts et de l'urbanisme existent en France. Ils transforment nos façons de penser et d'agir dans la ville et les territoires. Mais ces projets transversaux, originaux, répondant aux enjeux locaux, opèrent souvent à la marge d'un système qui peine à les valoriser et à les soutenir. Ces approches créatives, vivantes, collectives et hybrides nous sont pourtant essentielles : elles participent de la construction d'une nouvelle culture des mutations.

En dépit de leur spécificité et de leur singularité, ces initiatives ont un certain nombre de points communs. Ce sont des projets de terrain, situés, concrets, qui relèvent de l'expérimentation, de la création et de l'innovation, qui ont des fonctionnements collectifs, collaboratifs, voire participatifs, et qui mobilisent une grande diversité d'acteurs professionnels et amateurs qui s'y impliquent dans la durée.

Vous êtes le créateur du projet *Marbre d'ici*, en quoi cette démarche artistique participe-t-elle d'une forme de transition ?

Marbre d'ici est un protocole artistique de transformation des déchets inertes du BTP et des gravats issus des démolitions d'immeubles. Nous récupérons les débris de la ville et de l'architecture, nous les trions, les concassons, les tamisons manuellement pour en faire les ingrédients d'un béton recyclé : une nouvelle matière première locale à haute valeur ajoutée esthétique, sociale et écologique. Avec ce béton bas-carbone, nous créons du mobilier urbain, des éléments paysagers ou des œuvres d'art intégrées aux espaces publics.

Marbre d'ici est une démarche collective qui implique les professionnels de la transformation urbaine, des acteurs culturels, le monde de l'enseignement et de la recherche, des associations locales et des habitants. Nous coconcevons et coproduisons des composants des espaces publics à venir. Ce travail commun nous permet de nous rencontrer, de nous intéresser aux transformations urbaines en cours, d'y prendre part avec nos compétences respectives, de décider et de faire ensemble.

Quelles recommandations formulez-vous pour la conception du programme *Culture & aménagement* ?

Avec plus de quatre-vingts acteurs des mondes de l'art, de l'architecture, de l'urbanisme et de l'écologie, la tribune intitulée « Artistes, architectes, urbanistes, écologues, osez la post-disciplinarité », publiée en novembre 2023 dans le quotidien *Libération*, nous proposons trois mesures aux ministères en charge de la culture, de l'urbanisme et de l'écologie pour mieux soutenir ces prototypes d'adaptabilité créative : 1 - **recenser et valoriser** les pratiques et initiatives œuvrant aux croisements de l'écologie, des arts et de l'urbanisme ; 2 - **systématiser dans les cursus d'enseignement les pratiques expérimentales**, les enseignements hors-les-murs et les initiatives transdisciplinaires ; et enfin, 3 - **soutenir un art appliqué et impliqué dans la transition écologique des villes et territoires**, en créant des cadres, des aides et des accompagnements spécifiques aux démarches situées à l'intersection de l'écologie, de l'art et de l'urbanisme. Plutôt que de les considérer comme des initiatives uniquement locales et à la marge des programmes et des institutions relevant séparément de l'écologie, de l'art, ou de l'urbanisme, il serait opportun de les comprendre comme des formes pionnières au cœur d'une nouvelle culture située précisément à l'intersection de l'écologie, de l'art et de l'urbanisme.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

EPAU GROUPEMENT
D'INTÉRÊT PUBLIC
**L'Europe des Projets
Architecturaux et Urbains**

**Culture &
Aménagement**

GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia

1, place Carpeaux

92055 La Défense cedex

epau.archi.fr

CONTACT

Florentin Cornée

Préfigurateur du programme *Culture & aménagement*

florentin.cornee@developpement-durable.gouv.fr

Tél. +33 (0)6 31 84 49 45



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

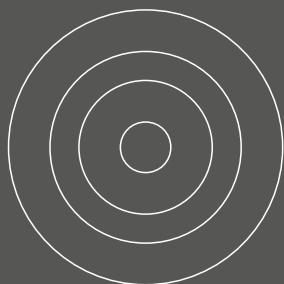
S'appuyer sur les jeunes générations

pour renouveler l'aménagement durable

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



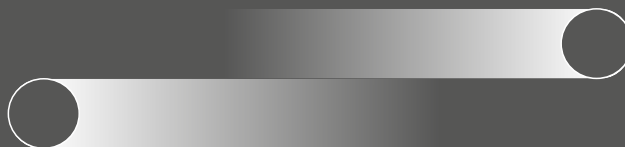
L'année 2024 en chiffres



3
événements organisés

16

réunions locales
organisées
(dans les territoires de projet)



14
projets d'expérimentation
du programme
8 pour *European 17*
et 6 d'*European 13* à *European 16*

PROGRAMME D'EXPÉRIMENTATION | EUROPEAN



Rencontres des villes, territoires et des équipes, en présence de madame la ministre Dominique Faure, et monsieur Ronny Guardia-Mazzoleni, maire de Fleurance. Crédit : GIP EPAU

Le programme en quelques dates



Présentation des projets et démarrage des suites à Grenoble.
Crédit : GIP EPAU



Journée *Europan*, exposition à la Cité de l'architecture et du patrimoine. Crédit : GIP EPAU

mars

Rencontre nationale des villes, des territoires et des équipes à la Cité de l'architecture et du patrimoine

28 mars 2024

septembre

Inspirations citoyennes, à Nantes, autour de la présentation-exposition des vingt-sept projets déposés sur le site de l'Hôtel-Dieu

21 septembre 2024

octobre

Comité d'orientation des sites (COS E18) organisé à l'association *Europan France* pour sélectionner les quatorze nouveaux partenaires d'E18

8 et 9 octobre 2024

Forum européen inter-session E17/E18, à Madrid

18 et 19 octobre 2024



Rencontre *Culture & aménagement* organisée par la DGALN / ministère de la Transition écologique à la Bellevilloise. Crédit : GIP EPAU

Analyse

L' effet *European*, du tremplin à l'expérimentation !

***European* a été développé en 1988 sur toute l'Europe à partir du modèle français du Programme d'architecture nouvelle (PAN) du Plan construction qui a consacré plusieurs générations d'architectes reconnus. Il est réservé aux jeunes professionnels de moins de 40 ans qui constituent des équipes d'architectes mandataires associés à des paysagistes et urbanistes, dans une logique de pluridisciplinarité.**

Depuis l'origine, ses objectifs culturels et opérationnels sont :

- stimuler la création urbaine et architecturale en Europe en animant réflexions et débats sur les démarches de projets innovants réunissant les différents acteurs du cadre de vie, des villes et des territoires ;
- faciliter l'accès à la commande d'études pour les jeunes professionnels, organiser leur rencontre avec les collectivités, réunir les différents acteurs de l'aménagement du territoire autour des projets sélectionnés ;
- lancer et soutenir des réalisations exemplaires, accompagner les équipes sélectionnées et les collectivités vers des processus approfondis de maîtrise d'œuvre architecturale, urbaine ou paysagère ;
- évaluer et valoriser régulièrement les réalisations.

Le concours *European* est lancé tous les deux ans par l'association européenne pour la réalisation d'*European*, simultanément sur tous les pays, en s'appuyant sur chaque association nationale adhérente, en l'occurrence en France : l'association *European France*.

Le concours est ensuite suivi nationalement dans le cadre d'un programme public national d'expérimentation, opéré par le GIP Europe des projets architecturaux et urbains, avec une visée opérationnelle, pour engager des réalisations expérimentales *in situ* par les équipes lauréates sélectionnées.

Depuis 1988, *European* a mobilisé en Europe :

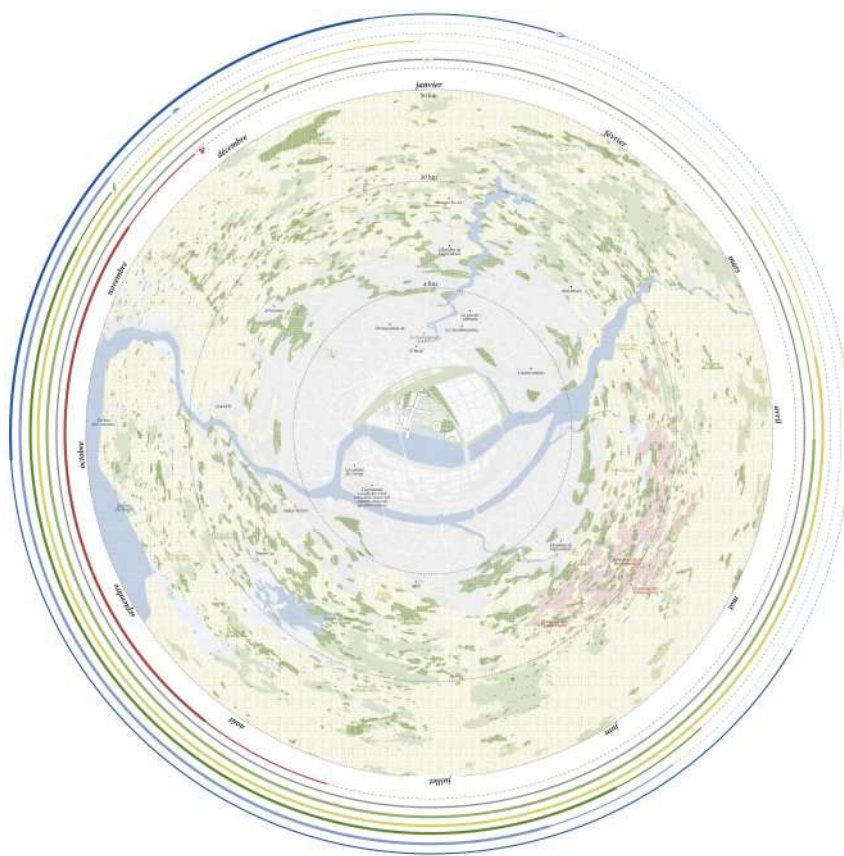
- plus de 24 391 équipes d'architectes, urbanistes et paysagistes européens ;
- plus de 759 villes européennes dans 23 pays ;
- plus de 410 maîtres d'ouvrage, urbains et opérationnels.

En France, *European* dénombre :

- 136 sites ;
- 3 488 projets rendus ;
- 408 projets primés.

2024, l'opérationnalisation de plusieurs suites

Plus que jamais convaincu, au regard des changements climatiques et des évolutions sociétales, qu'il faut œuvrer pour la création en architecture, urbanisme et paysage, *European* continue de s'installer au cœur du débat sur l'aménagement des territoires, l'avenir des villes et les mutations qualitatives de nos cadres de vie. L'émergence d'idées innovantes issues de ce concours européen favorise les recherches prospectives par le projet, influence les systèmes de référence du monde de la formation et renouvelle les pratiques professionnelles traitant des écosystèmes vivants.



Le site du CHU au cœur d'un territoire nourricier, Pacte alimentaire ligérien, projet Mention spéciale E17.
 Credit : Louise Castelli (FR), architecte, Sullivan Josso (FR), architecte et urbaniste, Matthias Mercier (FR), architecte

La thématique de la dernière édition d'*Europan* sur les Villes vivantes, a permis de croiser les approches d'équipes professionnelles pluridisciplinaires composées d'architectes, de paysagistes, d'urbanistes, de géographes, mais également d'écologues, de sociologues et d'artistes. Ces nouvelles générations de près cent nouveaux primés en décembre 2023 développent des projets contextualisés ancrés dans leur territoire et adaptés aux défis contemporains : la préservation des ressources en minimisant les extractions nocives, la prise en compte des nouvelles mobilités et la valorisation des espaces naturels par la renaturation.

L'année 2024 a été marquée par une forte volonté des partenaires de passer à l'acte dans leur ville et territoire. *Europan* a ainsi offert à ces jeunes professionnels la possibilité d'exposer leur projet lors d'échanges locaux avec les acteurs, les élus et les habitants des huit sites d'*Europan 17* :

- Bernay/Brionne, Terres de Normandie : présentation des projets auprès de nombreux acteurs des vallées de l'Eure, les 21 février et 21 mars. (Les suites sont en cours de définition.) ;
- Courcy, Grand Reims : visite du site avec la SCIC

Microville 112, propriétaire de la friche militaire et organisateur des ateliers sur site le 7 juin ; et avec toutes les trois équipes le 12 mars (rédaction d'un cahier des charges à venir) ;

- Fleurance : présentation des projets à la population et aux élus du conseil municipal le 26 janvier, suivie d'ateliers et d'une exposition dans la mairie (consultation de maîtrise d'œuvre en cours de désignation pour la restructuration et extension des anciens silos à grains en foyer de jeunes travailleurs, de logements sociaux et d'un local associatif) ;
- Grenoble : présentation des projets aux élus et acteurs locaux, le 21 février (marchés d'études pour le plan guide paysager sur la centralité vizilloise et la reconversion de granges du projet agricole de Grenoble-Alpes Métropole déjà attribués, et cahier des charges pour des ateliers de travail sur le parc des Boucles de l'Isère en cours de finalisation) ;
- Guérande : présentation sur sites aux élus, le 28 mars et réunion de concertation le 16 avril (mission d'étude pour l'aménagement transitoire de l'espace public autour de la Porte vannetaise mise en suspens) ;
- Le Palais, Belle-Île-en-Mer : participation d'une équipe sélectionnée à la cérémonie des vœux du maire, le 21 janvier (courrier du maire le 20 novembre pour

deux collaborations à court terme sur l'abri à passagers et les halles, et à plus long terme sur la submersion marine) ;

- Marseille : des résidences d'écriture ont été lancées avec des artistes au sein de la scène nationale Lieux publics, depuis le 26 novembre (convention de lancement en cours de rédaction entre Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le GIP Europe des projets architecturaux et urbains) ;
- Nantes : à la suite de nombreuses réunions et ateliers de travail en juin, une grande exposition s'est déroulée pendant un mois à partir d'une table ronde le 21 septembre à l'Ensa (une des équipes a été retenue en cotraitant d'un assistant à la maîtrise d'ouvrage pour la transformation de l'Hôtel-Dieu ; d'autres collaborations sont en cours d'étude).

Cette concentration sur les suivis des projets en vue de leur réalisation renforce la crédibilité du programme auprès des jeunes créateurs et des collectivités en attente d'expérimentations tangibles.

En s'appuyant sur ces dynamiques locales, la France contribue activement à la prospective européenne du renouvellement urbain des métropoles et de l'aménagement paysager des territoires. Les projets exemplaires deviennent des références lors des forums organisés en Europe tous les ans, apportant des idées nouvelles au cœur des échanges européens, professionnels et culturels. Ils permettent un partage et une mise en commun des expériences et pratiques de chacun à l'échelle européenne, tout en affirmant les spécificités propres, qu'elles soient nationales, régionales ou locales.

Vers le lancement d'une nouvelle session en 2025

Depuis son origine, le concours *European* a toujours su s'adapter aux défis d'une Europe en perpétuelle mutation. Sa résilience réside dans la capacité des équipes à embrasser la diversité grandissante de situation et de complexité.

Le défi de l'année à venir est de relancer l'attractivité du concours à l'occasion d'une nouvelle participation inédite de quatorze nouveaux partenaires territoriaux :

- en Île-de-France : Mantes-la-Jolie (site paysager séquanien) et Romainville (quartier d'habitat défavorisé des Ormes) ;
- dans le Grand Est : Nancy (articulation sillon lorrain et quartiers défavorisés) ;
- en Normandie : Caen (NPNRU du Chemin vert) et Jullouville (ancienne colonie de vacances) ;
- en Auvergne-Rhône-Alpes : Clermont-Ferrand (arc sud du campus universitaire) ;
- en Provence-Alpes-Côte d'Azur : Brignoles (patrimoine important d'un QPV/ACV), Miramas (cité cheminote en partenariat avec ICF) et Riez (centre historique dégradé à forte valeur patrimoniale) ;
- en Nouvelle-Aquitaine : Fumel (friche industrielle avec enjeu de production énergétique) ;
- dans les Pyrénées-Atlantiques : La Nive, Bayonne, Pays basque (berges de la vallée hydraulique) ;
- en Occitanie : Nailloux (zone pavillonnaire de couronne toulousaine) et Toulouse-Blagnac (campus Orange en zone d'activité aéronautique) ;
- à Mayotte : Dembeni (zone d'urbanisation spontanée).

Fruit d'un long travail partenarial au niveau européen, national et local avec ces collectivités, le lancement officiel du concours en France est prévu le 3 mars 2025. Les candidats auront jusqu'au 29 juin 2025 pour remettre leur projet sur les quatorze sites ; le palmarès des équipes retenues par le jury national et sélectionnées par les collectivités partenaires pour les suites opérationnelles, sera annoncé le 4 novembre 2025 à la Cité de l'architecture et du patrimoine.

L'ensemble de ces actions sera valorisé lors de deux événements importants à l'échelle européenne : la biennale d'architecture de Venise, de mai à novembre, et Forum interjury, début octobre.

Zoom sur

Équerre d'argent 2024, catégorie espace public, à Besançon

Parole de l'équipe de conception Altitude 35, Benoit Barnoud et Clara Loukal, Équerre d'argent 2024, catégorie espace public, équipe lauréate d'Europas :

Le paysage contre les maux du zoning

Altitude 35, agence de paysage et d'architecture, a été désignée comme lauréate à deux reprises du concours *Europas* à Moulins pour la 13^e édition, thématique : ville adaptable, en 2016 et à Besançon pour la 14^e édition, thématique : ville productive, en 2018.

C'est pour ce second projet, Jurassic Parks, que Benoit Barnoud et Clara Loukal ont reçu le prix de l'Équerre d'argent 2024 dans la catégorie espace public, après avoir été nommés au palmarès des jeunes urbanistes en 2020 (PJU 2020).

La 1^{re} phase de travaux a déjà été livrée au printemps 2024 et la suivante le sera au cours de cette année. Pouvez-vous revenir sur les fondements de votre projet paysager et expliquer ses points forts ?

« Notre projet s'est basé sur l'idée que le campus de la Bouloie avait les capacités de s'ouvrir sur la ville et notamment d'entrer en relation avec quatre entités environnantes et indépendantes : le patrimoine universitaire, œuvre de René Tournier des années soixante, le quartier d'habitat social Montrapon, un peu plus ancien et classé quartier prioritaire de la ville depuis (QPV 2018), le domaine du Crous et la technopole Temis en cours de mutation. En somme, nous avons donc essayé de construire un partenariat public/public inédit.

D'un point de vue tactique, économique et productif – cf. thème *E14* villes productives – il y avait vraiment l'idée de retisser par le sol des liens urbains d'usages et inventer des nouvelles façons de rendre poreuses ces plaques jusqu'à présent autonomes. Nous avons été confrontés à la difficulté du foncier, qui relevait de trois modes de gestion divergents et quatre partenaires distincts. Notre proposition *Europas* s'appuyait principalement sur des systèmes géographiques de paysage, de visibilité, par tropisme naturel de notre côté. Mais le concept du concours était la mise en synergie

de ces quatre grandes entités sur une entrée ouest de l'agglomération trop importante à équilibrer avec le fait qu'il y avait la rocade qui arrivait tardivement sur le périmètre et qui était l'une des grandes portes d'entrée dans l'agglomération de Besançon. Et en parallèle, il fallait évidemment, dans le même temps, réduire les stationnements.

Il était donc question de complémentarité entre le tissu productif industriel et technique de la technopole et la composition universitaire du campus. Il y avait un enjeu programmatique sur le plan technico-économique à prendre en compte comme une des bases du projet. L'articulation première à régler était de trouver un équilibre dans les nouvelles organisations des mobilités et veiller à l'articulation de ses éléments, avec un fait relativement récent, de l'arrivée d'un bus à haut niveau de service, directement depuis le centre-ville, la boucle, la gare et le campus. Une sorte d'inversion des modalités d'action campus par rapport au schéma voiture qui prévalait depuis le plan initial des années soixante.

Par la suite, d'une manière plus opérationnelle, il a fallu composer avec les dynamiques propres de chaque partie prenante. Une des sensibilités venait du potentiel restreint d'évolution du quartier d'habitat social qui ne présentait pas de possibilité d'action à court terme. Mais la signature du contrat métropolitain nous a donné un cadre dynamique de réflexion. Nous avons ainsi pu développer un rapport de projet entre le Crous et l'université et la prise en compte de cette nouvelle donne de transport avec une arrivée vers le nord de l'université et non vers sud comme c'était le cas auparavant. Un lien avec le quartier d'habitat social a tout de même été possible *via* le plan guide réalisé : la collectivité avait décidé de déménager le jardin botanique qui se trouvait près de la gare sur le campus. Nous avons pu prendre le temps de réfléchir à son insertion et son implantation dans un foncier municipal ouvert vers le quartier.

De plus, nous avons apprécié pouvoir participer aux réflexions des concours architecturaux compris dans le plan Campus, dont notre projet paysager qui concrétisait les relations entre les bâtiments existants réhabilités et neufs, comme les serres botaniques du jardin des sciences rénovées par Philippe Rizzotti ou les nouveaux locaux d'enseignement du génie médical (ISIFC) conçus par Dominique Coulon par exemple.

Concernant les fondamentaux du projet, nous avons évidemment rencontré de nombreuses contraintes, liées aux questions de la mobilité, à la refonte du système de stationnement, au développement des modes doux. Notre angle d'intervention portait aussi sur le rapport aux substrats, au sol, à la géographie, aux horizons bisontins, à l'histoire du site ; et un raisonnement sur les modalités d'organisation des circulations, des cheminements, des espaces publics au-delà du périmètre du campus et quel type d'usage nouveaux, notamment ludiques, nous pourrions offrir. Nous avons mis en avant la programmation sportive de ces espaces ouverts. Des liens pouvaient être établis avec le quartier d'habitat social, la technopole, avec le campus sport qui est intégré sur la partie Crous.

« L'aventure *European* s'est avérée être une formidable machine pédagogique pour diffuser des idées de projets à destination des élus et pour sensibiliser les acteurs et gestionnaires du site aux enjeux urbains et paysagers. »

Dominique Schauss, vice-président du Grand Besançon, chargé de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation lors du concours *European 14* sur le Campus de la Bouloie entre 2018 et 2020.



Campus de la Bouloie, réalisation des espaces publics, projet lauréat *European 14*.
Crédit : Ruben Madar



Équerre d'argent 2024, catégorie espace public, à Besançon
Crédit : Altitude 35



Notre proposition était résolument matérielle à l'échelle du piéton sur les 15 ha d'espaces publics, avec notre volonté de faire ressortir la rugosité karstique du substrat rocheux qui se trouvait sous nos pieds et qui avait été utilisé historiquement pour la construction. Et dans un élargissement des échelles, notre master plan d'origine de 50 ha comprenait un récit géographique avec une appétence sur des sujets de développement d'économies territoriales à différentes focales, y compris à l'échelle régionale vers la Suisse et l'Allemagne et plus finement sur le grand territoire unique du bassin bisontin qui est vraiment spectaculaire.

En résumé, notre travail s'est inscrit au long cours dans les logiques d'évolution des gouvernances locales tout en luttant contre le réchauffement climatique par la renaturation du zéro artificialisation nette (ZAN) et en respectant l'esprit de l'histoire de la capitale comtoise. »

« En un demi-mandat, en mettant tout le monde autour de la table sur des questions d'espaces publics, et avec beaucoup de patience et d'écoute, Clara et Benoit, d'Altitude 35, cette équipe issue du concours *Europan*, a su se mettre en mode projet avec une maîtrise magistrale des avancées de leur projet en rapport avec nos contraintes. Et à noter également une capacité étonnante à traduire leurs intentions par des expressions formelles sensibles, justes et sans bavardage. En résumé, *Europan*, c'est de la matière grise à disposition pour s'adapter aux orientations stratégiques et aux préoccupations d'actualité de nos territoires. »

Dominique Schauss

Interview

Francis Rambert, président de l'association European France, membre de l'assemblée générale du GIP Europe des projets architecturaux et urbains, journaliste, critique d'architecture, directeur du département de la création architecturale au sein de la Cité de l'architecture et du patrimoine (Paris).



Une culture de la ville à expérimenter

« Résilience » est devenu le maître-mot en Europe, à toutes les échelles et dans tous les espaces de vie. *European* s'adapte pour faire émerger de nouvelles idées au sein de scénarios innovants de villes et de territoires au sein d'un monde hyperconnecté. Dès lors, quelle spatialité faire advenir ? Quelle densité ? Quelle urbanité ? En un mot, quels équilibres ?

Cette culture urbaine est au cœur des réflexions françaises contemporaines depuis les années cinquante, en rupture avec les paradigmes de la modernité, à Toulouse notamment avec le Mirail conçu par Team 10. C'est en France également que les grands concours d'architecture internationaux comme le Centre Pompidou, de Piano & Rogers ou la Villette, de Bernard Tschumi, ont particulièrement mobilisé les énergies. Autre site, autre exemple : le projet urbain de l'île de Nantes, lancé par Alexandre Chemetoff.

Passages de relai

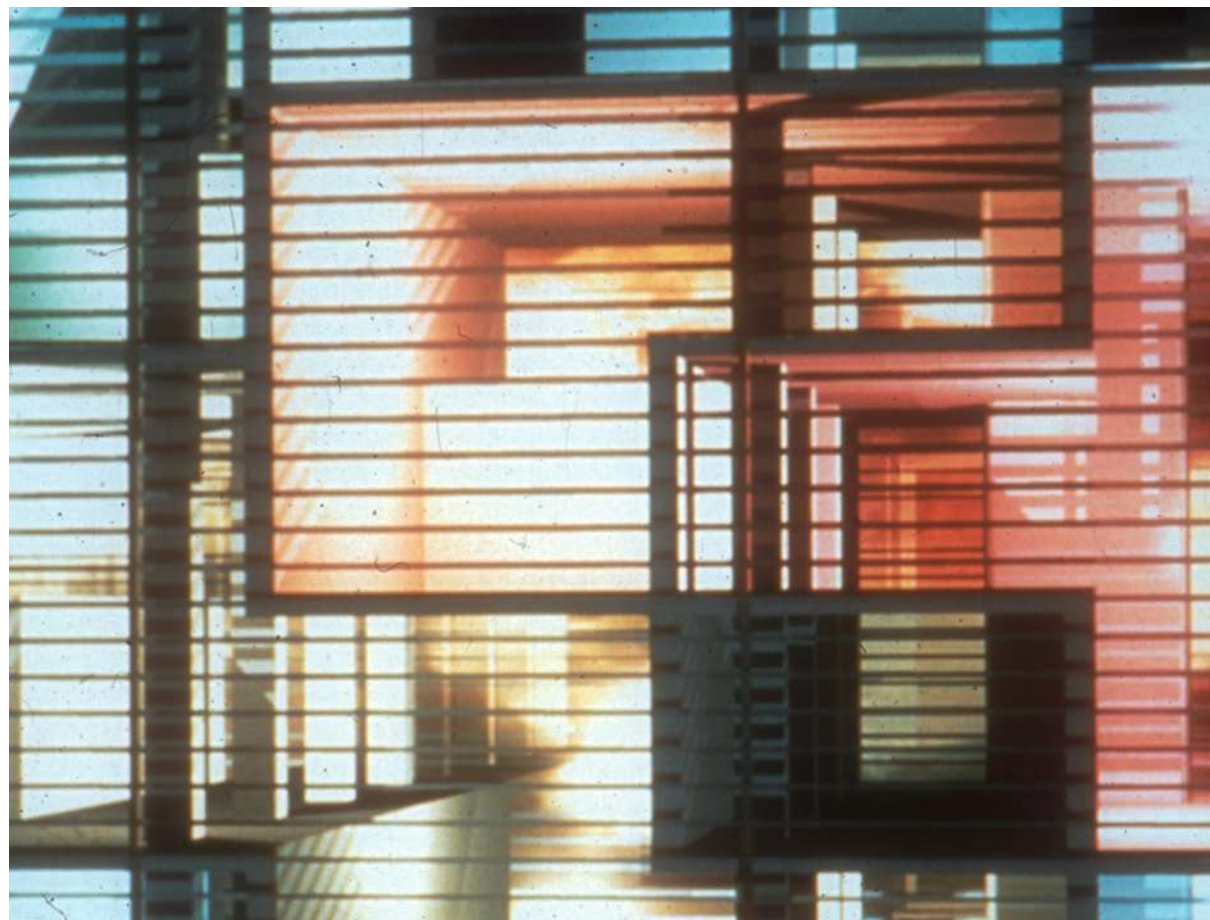
Toutes ces histoires urbaines ont constitué le creuset du Programme architecture nouvelle (PAN), d'abord, puis d'*European* dans sa prise d'envergure européenne lors de la chute du mur de Berlin. Les jeunes architectes, urbanistes et paysagistes s'engageant dans l'aventure d'une recherche sur la ville *post-tabula rasa*, trouvèrent un corpus exceptionnel parmi les Berlin Voids de MVRDV, le Corridor anti-Potemkine de l'AUC à Villetaneuse ou les Skylines de Villeurbanne imaginées par Studio Muoto. Autant d'idées issues des sessions d'*European* aux multiples rebondissements, dans le projet d'habitat du quartier des Chartrons à Bordeaux réalisé par

François Marzelle et Isabelle Manescau, ou au bord de l'eau à Zaanstad aux Pays-Bas avec Tania Concko et Pierre Gautier, ou le parc urbain d'Alicante en Espagne de l'agence Obras, à la fin des années quatre-vingt-dix, ou au début du siècle à Leida par Apache architecte au début. La qualité de ces projets s'est naturellement démontrée sur des programmes très différents alliant habitat et espace public, les deux matières indispensables à la fabrication de la ville.

Réinventions permanentes

Depuis, force est de constater que le concours ne s'épuise pas. Chaque site a son potentiel de stimulation par les équipes prêtes à relever les défis. Les récentes crises, économique en 2008, puis sanitaire en 2020, ont constitué des accélérateurs de transition climatique.

« Où atterrir ? », répondait Bruno Latour face aux questions écologiques et sociales, étroitement liées. S'ouvrant ainsi aux approches de renaturation d'une ville-nature en lutte contre ses îlots de chaleur. Que ce soient pour le renouvellement de l'aéroport allemand désaffecté de Berlin-Tempelhof ou pour le parcours barcelonais du Rec Comtal de Carles Enrich, ou pour le



Berlin Voids, MVRDV, European 2.
Crédit : MVRDV

travail sur le centre historique de Saint-Brieuc d'Iris Chervet ; revitalisation, régénération et réappropriation sont bien dans l'ADN d'*Europan*.

Si l'injonction contemporaine est celle de la réinvention permanente, le triptyque de l'époque : réduire, réutiliser, recycler, semble persister et se concrétise à Paris pour la réhabilitation de la tour Bois-le-Prêtre ou celle des barres du Grand Parc à Bordeaux. La transformation est désormais privilégiée à la destruction.

À ces trois termes débutant par « re », s'ajoute la REformulation de la question programmatique, étape critique incontournable dans le projet-processus.

Ressourcer

C'est dans cette perspective que la session à venir d'*Europan 18* propose d'explorer le thème : ressourcer. À travers le contexte, la matérialité, la nature, la culture... quatorze nouveaux sites permettront de

prolonger les expérimentations en cours ; dont Mayotte, récent théâtre ultramarin d'un terrible cataclysme météorologique, qui va pouvoir, au-delà de l'élan de solidarité, bénéficier de la mobilisation de la jeune génération. Les penseurs de la ville sont aussi des réparateurs.

Indéniable laboratoire de cas particuliers, *Europan*, le concours de l'intelligence des situations, reste une formidable plateforme de ressources.

L'aventure continuera à vivre avec, pour répondre au thème : intelligens, choisi par Carlo Ratti pour la biennale d'architecture de Venise 2025.

GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia
1, place Carpeaux
92055 La Défense cedex
epau.archi.fr

CONTACT

Daniel Andersch

Directeur du programme *European*
daniel.andersch@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)1 40 81 86 30

Ruben Madar

Chargé de mission *European*
ruben.madar@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)1 40 81 72 11

Mimrose Akbar

Chargée de mission *European*
daniel.andersch@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0) 1 40 81 72 56

euopanfrance.org

 @euopanfrance

 @euopanfrance

Mettre
en récit

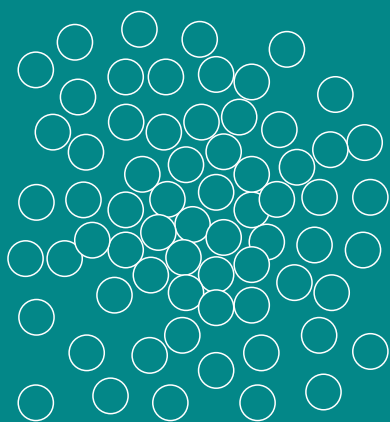
la biodiversité
dans les
territoires



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

L'année 2024 en chiffres

PROGRAMME DE RECHERCHE-ACTION | ÉRABLE



900

**acteurs au sein
de la communauté
du programme**

(artistes, élus et responsables de
collectivités, chercheurs,
associations...)
dont

100

chercheurs



2

conseils scientifiques

2

comités des partenaires

1

**rencontre nationale
du programme *Érable***

2

**sessions de sélection
de projets :**

53

candidatures
à la première entre les mois
d'avril 2024 et juillet 2024

88

candidatures
à la seconde à partir du mois
d'octobre 2024



7

projets de recherche

lauréats de la première session,
ancrés dans les territoires
de France métropolitaine et ultramarine

Le programme en quelques dates



Rencontre nationale du programme *Érable*.
Crédit : Marcella Barbieri

avril

Réunion du comité des partenaires / jury de sélection de la 1^{re} session

30 avril 2024

juillet

Une réunion du conseil scientifique / jury de sélection de la 1^{re} session

17 juillet 2024



Visite la tourbière de Sèves (PNR des Marais du Cotentin et du Bessin - Manche, Normandie) par Célia de Lavergne, directrice de l'eau et la biodiversité, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature. Crédit : Arnaud Bouissou / Terra

novembre ↑

La première rencontre nationale du programme *Érable*

8 novembre 2024

décembre

Réunion du comité des partenaires / jury de sélection de la 2nde session

12 décembre 2024

Une visite du projet ArtSèves, ↑
lauréat du programme, situé sur le territoire du Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin (Manche, Normandie)

18 décembre 2024

Analyse

Un programme pour mobiliser les élus par la recherche-action sur la biodiversité locale

Inverser l'effondrement du vivant dans les territoires implique la mobilisation de tous les acteurs afin de recréer du lien, croiser les savoirs et les imaginaires, et faire converger les initiatives vers cet objectif. C'est dans cette perspective que la Stratégie nationale pour la biodiversité 2030 consacre son troisième axe à la mobilisation de l'ensemble de la société pour lutter contre l'érosion de la biodiversité et travailler à un futur désirable. Outil de cette stratégie, le programme *Érable* est opéré depuis fin 2023 par le GIP Europe des projets architecturaux et urbains (GIP EPAU), en partenariat et avec le soutien financier de la direction de l'eau et de la biodiversité de la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN).

Érable est un programme de recherche-action qui propose de nourrir les réflexions stratégiques des élus locaux sur l'avenir de leur territoire, en intégrant la biodiversité comme facteur clé. Il vise à accompagner les collectivités dans la construction d'une mise en récit de la biodiversité dans les territoires, en documentant et encourageant des initiatives qui tendent à renouer avec la nature dans les projets locaux.

Quatre piliers guident la méthode du programme *Érable* :

1. La mise en récit : par le concours des méthodes scientifiques et des pratiques artistiques, mobilisées autour des enjeux de politiques publiques, le programme construit des récits sur la biodiversité, portés par les élus et les acteurs locaux, et en capacité de les mobiliser, tout en étant susceptibles d'inspirer d'autres territoires à partir d'observations situées.

2. La pluridisciplinarité, l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité : pour relever le défi de la préservation du vivant, par nature fait de connexions, il est nécessaire de faire appel à toutes les disciplines. Les projets de recherche font ainsi dialoguer les sciences humaines et sociales et les sciences du vivant, et mobilisent différentes pratiques artistiques au cours de la recherche, de façon à réinventer les imaginaires et constituer des récits de territoires engagés.

3. La projection et la prospective : les projets de recherche portent sur les trajectoires d'évolution de la biodiversité dans les territoires et leurs conséquences à divers horizons temporels (2030, 2050...) et selon diverses variables.

4. La collaboration entre recherche, décision et action : le programme vise à créer une dynamique de collaboration entre élus, chercheurs de diverses disciplines, artistes et acteurs territoriaux.



Les collectifs porteurs des sept projets lauréats du programme, réunis le 8 novembre à l'occasion de la première rencontre nationale *Érable*.
Crédit : Arnaud Bouissou / Terra

« *Érable* est un programme ambitieux qui renouvelle le regard sur le vivant, la place de la biodiversité et les liens entre les humains et le reste des vivants. Sa méthode, fondée sur la mise en récit et un dialogue multi-acteurs d'un genre nouveau, est le gage d'une meilleure appropriation par tous de la complexité du vivant et du rôle de ce dernier dans les territoires. L'implication d'artistes fait évoluer le regard des habitants sur la nature et fournit des éléments tangibles au grand récit de la biodiversité que nous devons construire. »

Célia de Lavergne, directrice de l'eau et de la biodiversité (Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, ministères de l'Aménagement du territoire, de la Transition écologique)

2024 : un ancrage national réussi et une dynamique locale lancée

L'année 2024 a permis de consolider le lancement du programme et d'affirmer sa place au sein de l'écosystème des acteurs nationaux qui accompagnent la recherche sur la biodiversité. Plusieurs étapes importantes ont jalonné l'année, à commencer par le lancement d'une consultation de recherche-action permanente afin de sélectionner les projets accompagnés par le programme jusqu'en 2026. Elle appelle à considérer des objets pluriels, qui permettent de croiser les expertises afin de poser les bases d'un débat renouvelé sur l'action publique locale en faveur de la biodiversité : connaissance, planification, foncier, ressources, activités économiques, modes de vie, droits de la nature, paysage, alimentation, *One Health*, logement, mobilité... sont autant de pistes à réinterroger pour accélérer et renforcer les réponses à la crise de la biodiversité. Dans la mesure où cette consultation invite à faire un pas de côté, hors des silos classiques du monde scientifique et de l'action publique, sont attendus des propositions mêlant action publique locale,



Une dynamique locale lancée à l'occasion d'un premier événement consacré au projet de reconversion de la tourbière de Sèves (Manche, Normandie).
Crédit : Arnaud Bouissou / Terra

pratiques artistiques, scientifiques et des questionnements citoyens.

En parallèle, l'année 2024 a permis d'installer la comitologie associée au programme *Érable*.

- **Le conseil scientifique¹** – composé de quatorze chercheurs des sciences humaines et sociales et des sciences du vivant, portant une vision globale sur le programme – oriente les travaux de recherche, assure la cohérence entre les différents projets et les évalue afin d'en garantir la qualité scientifique.
- **Le comité des partenaires** reflète, dans sa composition, les grands axes mobilisés dans le programme : recherche, prospective, sciences humaines et sociales, écologie, arts et politiques publiques. Associé tout au long de la mise en œuvre du programme, il garantit son intégration au sein d'un écosystème partenarial ainsi que sa cohérence et complémentarité avec d'autres actions nationales et locales de recherche sur la biodiversité.

¹ Tamatoa Bambridge (anthropologue, CNRS), Rémi Beau (philosophe, CNRS), Nathalie Blanc (géographe et artiste, CNRS), Jean-Baptiste Bosson, (glaciologue, Marge sauvage), Frédérique Chlous (anthropologue, MNHN), Nicolas Gilsoul (architecte, paysagiste et écrivain, ENSA Paris-Malaquais), Julie Gobert (géographe, École nationale des Ponts et Chaussées), Sandra Lavorel (écologue, CNRS), Vanessa Léa (archéologue, CNRS), Anne-Caroline Prévot (écologue, MNHN), Olivier Ragueneau (océanographe, CNRS), Marc-André Selosse (biologiste, MNHN), Léa Tardieu (économiste de l'environnement, INRAe), Juliette Young (sociologue, INRAe).

En 2024, ces instances ont chacune été réunies à deux reprises, dans le but de contribuer à la sélection des premiers lauréats du programme, en garantissant la rigueur scientifique et la pertinence des projets. Deux sessions de sélection de projets ont ainsi rythmé l'année. La première, lancée entre avril et juillet 2024, a examiné cinquante-trois candidatures, parmi lesquelles sept initiatives novatrices qui favorisent la réintégration de la biodiversité dans les politiques locales ont été désignées lauréates :

- le projet **Agir pour les glaciers**, qui explore l'évolution des glaciers et des écosystèmes qui leur succèdent dans les territoires des Alpes ;
- le projet **ArtSèves**, qui accompagne la reconversion de la tourbière de Sèves en aire protégée au sein du Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin, en Normandie ;
- en **Camargue, le Procès du sel**, qui vise à comprendre les enjeux de l'adaptation du territoire face à la salinisation des milieux et au changement climatique ;
- sur le bassin versant de la Loire, le projet **Entrave**, qui crée des scènes et récits de négociation autour de la question de la restauration de la continuité écologique du fleuve ;
- en Île-de-France, le projet **Fictions d'anticipation de renaturation**, qui projette les futurs de la renaturation sur le territoire de Plaine Commune ;
- le projet **Guyarécit**, qui vise à prendre en compte la diversité culturelle des récits sur la biodiversité dans l'éducation relative à l'environnement en Guyane ;
- dans le Massif central, le projet **Retour vers la forêt future**, qui cherche à concilier libre évolution des forêts en biens communs et gouvernance locale collective.

Ces sept projets ont été officiellement dévoilés en novembre 2024, lors de la première Rencontre nationale du programme *Érable*, qui a réuni près de cent participants et permis de renforcer l'interconnaissance de l'ensemble de ses acteurs.

Une seconde session de sélection de projets, tenue de juillet à octobre 2024, a examiné quatre-vingt-huit candidatures, confirmant la montée en puissance du programme. Parmi elles, quinze projets devraient être retenus pour entrer en phase d'incubation et espérer être lauréats au printemps 2025.

L'année 2024 a également été marquée par la constitution d'une communauté composée de près de neuf-cents personnes engagées dans la dynamique du programme, regroupant porteurs de projet potentiels, élus locaux, chercheurs, artistes et autres acteurs des territoires.

En outre, une stratégie de valorisation éditoriale et de communication a été établie afin de mettre en lumière les projets soutenus par *Érable* et diffuser leurs résultats auprès des différents publics. Les premières briques ont été posées, permettant d'envisager la publication de plusieurs supports éditoriaux valorisant les projets soutenus dans le cadre du programme. Enfin, le programme a été présenté lors de plusieurs événements nationaux, ce qui a permis de renforcer son rayonnement et de sensibiliser un large public aux enjeux de la biodiversité et aux initiatives locales soutenues par *Érable*.



Tourbière de Sèves vue du ciel, Manche (Normandie).
Crédit : Arnaud Bouissou / Terra

2025 : confirmer la dynamique locale du programme et diffuser les résultats de la recherche

L'année 2025 doit permettre de consolider les bases posées en 2024 en poursuivant le déploiement du programme à travers la désignation de nouveaux lauréats, qui enrichiront la diversité des thématiques, des territoires et des acteurs impliqués dans les projets *Érable*. Une seconde rencontre nationale du programme sera organisée pour annoncer ces nouveaux projets et permettre aux collectifs qui les portent d'échanger sur leurs avancées respectives. Elle représentera un acte important pour l'animation nationale de la communauté du programme. Une collaboration avec le festival Agir pour le vivant, en août, constituera un second temps fort de rencontre de l'ensemble des projets lauréats.

Parallèlement, l'installation des projets dans les territoires constituera un axe de travail majeur à travers l'organisation d'une ambitieuse série de séminaires de lancement locaux. À cette occasion et afin de suivre l'évolution de chacun des projets en impliquant les partenaires du programme à l'échelle locale, des comités composés notamment des services déconcentrés de l'État et des antennes régionales de l'OFB et de l'Ademe seront constitués.

Par ailleurs, la stratégie de valorisation éditoriale multimédia du programme sera mise en œuvre à travers la publication de différentes productions qui pourront prendre la forme de reportages, podcasts, vidéos et photographies. Des partenariats presse et audiovisuel seront noués pour assurer une large diffusion des initiatives soutenues. Le site internet et les réseaux sociaux du programme seront également développés et animés pour offrir une vitrine dynamique des projets et de leurs impacts locaux. Enfin, des efforts seront déployés pour rechercher des financements permettant de garantir la pérennité du programme en 2025.

Zoom sur

Guyarécit : prendre en compte la diversité culturelle des récits sur la biodiversité dans l'éducation relative à l'environnement en Guyane

Le projet Guyarécit explore les discours sur la biodiversité des communautés guyanaises, en croisant les discours des anciens et des jeunes. Il vise à comprendre comment ces visions entrent en tension avec les discours scientifiques dans le cadre de la promotion de l'écoresponsabilité. Répondant aux attentes des acteurs locaux, le projet cherche à inventer de nouveaux récits favorisant une harmonisation des représentations. Grâce à des outils comme des pièces sonores et un glossaire, il a pour ambition de transformer les représentations et les actions des décideurs et de la population.

Les représentations de la nature des populations guyanaises : entre tradition et amnésie

L'amnésie socioculturelle générationnelle de la nature (Sierra-Jimenez, 2024) désigne l'oubli progressif des connaissances et des rapports socioculturels et corporels au vivant non humain sous le mode de la collaboration. Chaque génération prend les dimensions de la nature acquises dans sa jeunesse comme des références normales, alors même qu'elles sont dégradées au regard de la tradition culturelle, remplacée par des approches utilitaires à la nature. Cette dynamique crée des tensions entre savoirs ancestraux et sciences contemporaines.

Vers une éducation environnementale inclusive et efficace

Face aux divergences entre discours scientifiques et représentations traditionnelles, le projet s'interroge sur la meilleure manière de concilier ces visions dans l'éducation à l'environnement. Il vise à identifier les freins actuels aux actions d'éducation environnementale, pour transformer les pratiques et les rendre plus inclusives et efficaces. En raison de l'étendue du territoire guyanais et de l'isolement de certaines communautés, le projet se concentre sur le littoral urbain et périurbain, où l'amnésie socioculturelle semble amplifiée. Cela permet une représentation des trois grands groupes culturels guyanais – Créoles, Businenge et Amérindiens – tout en profitant de la diversité culturelle et linguistique du littoral.

Valoriser la biodiversité par l'art et la science

Le projet recueillera les témoignages d'anciens, de jeunes de diverses communautés et d'acteurs éducatifs. Leur comparaison révélera des tensions et oppositions, utilisées comme leviers pour réfléchir à une vision commune de la biodiversité et de sa protection. La valorisation scientifique inclura un cycle de conférences, une journée d'étude pluridisciplinaire et des publications. La valorisation artistique auprès du grand public et des décideurs, prendra la forme de pièces sonores illustrant les relations des Guyanais avec leur environnement, et d'un glossaire de la biodiversité guyanaise, témoignant de la richesse des récits.



Séance d'enregistrement des bruits de la forêt guyanaise
par Thomas Tilly.
Crédit : Stéphane Berthaud



Interview de Maa Amoida, tradipraticienne ndjuka, par Thomas Tilly et Clarisse Tareau.
Crédit : Stéphane Berthault

Zoom sur

Fictions d'anticipation de renaturation (FAR) : projeter les futurs de la renaturation à Plaine Commune (Seine-Saint-Denis)

La renaturation en ville repose sur des images et récits qui esquissent un futur renaturé, au-delà de l'urbain actuel. Toutefois, les projets de renaturation s'appuient actuellement sur des outils qui peinent à appréhender la complexité des dynamiques socioécologiques et leurs incertitudes. Le projet FAR explore l'usage de la fiction d'anticipation pour enrichir ces outils de projection et les stratégies des acteurs publics, en intégrant la complexité des dynamiques du vivant et des représentations des habitants dans les politiques de renaturation.

Renaturer la ville : entre nécessité et interrogations

Le projet s'inscrit dans un contexte où la renaturation devient centrale dans les politiques urbaines, guides et documents stratégiques, en faisant un incontournable des projets d'aménagement. Autrefois antithèse de la ville, la nature est désormais perçue comme une réponse aux défis socioécologiques contemporains. Cependant, cette injonction soulève des questions : quelle nature promouvoir ? Quels arbitrages opérer ? Quels espaces prioriser ? Comment impliquer les habitants et concilier des visions parfois incompatibles tout en tenant compte de la complexité socioécologique et des échelles multiples des processus de renaturation ?

Prendre en compte incertitudes et variables sociales

Les politiques actuelles de renaturation s'appuient sur des modélisations scientifiques qui reposent sur des projections des conditions biophysiques et socioéconomiques (Ademe, Giec, IPBES). Ces scénarios intègrent difficilement les incertitudes et les dimensions sociales. La fiction d'anticipation offre une approche complémentaire : elle imagine des mondes complexes, intègre l'incertitude dans la prise de décision, identifie des freins actuels et futurs à la transformation des villes et encourage le dialogue entre habitants et décideurs. En intégrant une pluralité de récits, elle aide à définir des trajectoires collectives pour les territoires.

Fictions et scénarios pour des politiques adaptées

Le projet FAR propose une méthodologie combinant fiction d'anticipation et scénarios pour permettre aux acteurs publics et aux habitants de coconstruire une vision partagée de la renaturation. Il explore la manière dont ces outils peuvent enrichir les politiques en intégrant la complexité du vivant, les incertitudes des processus, et les représentations diverses des parties prenantes. Enfin, FAR interroge le rôle de la fiction dans l'action publique. Comment transformer ces récits en outils concrets pour mieux répondre aux enjeux environnementaux ? En valorisant les imaginaires locaux et la diversité des visions, FAR aspire à renouveler les pratiques et les politiques de renaturation, plaçant les relations entre humains et non-humains au cœur des trajectoires futures.



Nature en ville, Saint-Denis.
Crédit : Damien Valente / Terra

Interview

Michaël Weber, président de la Fédération des Parcs naturels régionaux, sénateur de la Moselle.



Érable et les Parcs naturels régionaux : un partenariat pour une transition écologique locale et fédératrice

La Fédération des Parcs naturels régionaux est partenaire du programme Érable depuis son lancement et s'y investit beaucoup pour accompagner sa mise en œuvre. Quelles raisons ont motivé cet engagement ?

Ce programme s'inscrit parfaitement dans l'esprit Parc. Notre réseau apprécie les dispositifs qui permettent de soutenir de nouvelles expérimentations, de faire un pas de côté, surtout quand il s'agit d'accompagner les défis de la transition écologique. Le programme Érable s'inscrit pleinement dans cet esprit. Il nous semble d'autant plus intéressant qu'il s'adresse à des élus, n'exclut pas les territoires ruraux au contraire et favorise le décroisement des disciplines et des acteurs. Tout cela nous semble très pertinent dans cette période où nous devons imaginer le monde de demain tout en mobilisant massivement la société.

Les quatre piliers du programme Érable sont la transdisciplinarité, la mise en récit, la prospective et la collaboration entre la recherche, la décision et l'action au service de la conservation de la biodiversité. En quoi font-ils écho aux missions et expertises portées par la Fédération des Parcs naturels régionaux ?

Le travail transdisciplinaire, les liens entre la recherche et l'action, la prise en compte de la dimension culturelle, sont dans l'ADN des Parcs naturels régionaux. Face à l'urgence climatique et à l'érosion massive de la biodiversité, nous avons besoin plus que jamais de favoriser ces synergies. Mais surtout, les Parcs régionaux ce sont plus de 5 200 communes et autant d'élus de territoires très majoritairement ruraux. Nous sommes

persuadés que la question du narratif, la mise en récit de la lutte contre l'érosion de la biodiversité, sera centrale. Ce récit sera d'autant plus fédérateur qu'il sera ancré localement, qu'il tiendra compte des différentes sensibilités et qu'il sera porteur d'espoir. C'est ce que nos chartes portent depuis plus de cinquante ans, mais nous peinons encore souvent à toucher le plus grand nombre.

Plusieurs Parcs portent des projets soutenus par le programme Érable : le Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin dans le projet ArtSèves (Normandie), le Parc naturel régional de Camargue dans le projet Le Procès du sel (Occitanie, PACA). Ces projets constituent des lieux d'expérimentations et d'innovations au service de la biodiversité et de sa mise en récit. D'après vous, comment ces travaux de recherche peuvent-ils contribuer à nourrir l'action publique et outiller les territoires et leurs élus ?

Les élus de nos communes sont de formidables médiateurs. Ils agissent quotidiennement sur le terrain. Ils connaissent parfaitement leur ban communal, souvent à la parcelle près. Ils connaissent également les acteurs et leur sensibilité. Pour fédérer la société autour du défi écologique, il faudra réussir à dépasser les clivages. Dans les Parcs, nous sommes persuadés que cette transition peut être un vecteur de cohésion à partir du moment où nous l'ancrons dans le territoire et où nous construisons un récit commun et désirable. Le programme Érable peut nous y aider.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

EPAU GROUPEMENT
D'INTÉRÊT PUBLIC
**L'Europe des Projets
Architecturaux et Urbains**



GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia
1, place Carpeaux
92055 La Défense cedex
epau.archi.fr

CONTACT

Hélène Colas

Directrice du programme *Érable*
helene.colas@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)6 63 76 96 50

Léa Kermarrec

Chargée de mission
lea.kermarrec@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)6 62 55 40 38

erable.archi.fr

✕ erable-raconter-le-vivant-pour-agir
in @erable_program



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Accompagner les territoires littoraux

dans le défi
des transitions

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



Analyse

Les territoires des littoraux au cœur des transitions : quelle(s) adaptation(s) ?

La France, deuxième espace maritime du monde, compte plus de 20 000 km de côtes. Les territoires littoraux et leur arrière-pays – en particulier en outre-mer – sont en première ligne face au changement climatique : jusqu'à 14 millions de visiteurs et d'habitants les fréquentent simultanément, sur seulement 4 % du territoire national.

Ils sont confrontés à des enjeux forts, entre dynamiques d'attractivité et de vulnérabilité : pression démographique et vieillissement de la population, attractivité touristique (entre moteur économique et conflits d'usage), dynamisme économique soutenu mais engagé dans des mutations fortes (économie bleue, activités portuaires), héritage patrimonial, richesse environnementale menacée, vulnérabilité face au changement climatique... Héritiers d'une certaine vision de l'aménagement, les territoires littoraux concentrent aujourd'hui les vulnérabilités face au changement climatique. La question de leur habitabilité peut parfois même se poser là où le recul du trait de côte est désormais visible à l'œil d'humain.

Dans ce contexte, le GIP Europe des projets architecturaux et urbains a, en 2024, travaillé à la mise en place d'un plan d'action autour des enjeux spécifiques liés aux territoires littoraux, permettant de renforcer l'action de production de connaissances qu'il conduit notamment dans le cadre de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU).

Le défi de la connaissance autour des transitions auxquelles sont confrontés les territoires littoraux questionne les pratiques et les interactions entre les différents acteurs, dont la superposition et les intérêts

parfois contradictoires participent directement de la saturation de ces territoires. Ainsi, dans le contexte de l'évolution des pratiques d'aménagement et d'une réflexion sur le futur des territoires littoraux, l'enjeu de la production de savoirs pluridisciplinaires et territorialisés implique la définition de nouvelles scènes de dialogue, aussi bien au niveau local qu'au niveau national. Il s'agit ici de questionner les relations entre les acteurs, de remettre en cause les équilibres établis, notamment au regard du bouleversement climatique. Les défis auxquels sont confrontés les territoires littoraux, leur ampleur et leur urgence impliquent une redéfinition des outils de régulation des conflits, de nouvelles scènes de débat et de dialogue autour des enjeux stratégiques, ou encore une refonte des configurations d'acteurs, pour mettre en œuvre des politiques de transition, à l'image des recompositions territoriales. Ces évolutions de la prise en compte des risques littoraux et de la gestion des enjeux associés appellent une production de connaissance renouvelée, pour ainsi permettre la mobilisation de nouveaux imaginaires, et leur diffusion, mais aussi la répliquabilité des initiatives inspirantes, la remontée des leviers et des freins pour alimenter les politiques nationales et pour donner les moyens aux élus, dans une logique de différenciation territoriale, d'engager, sur le long terme, des projets de territoires adaptés aux enjeux et aux risques qui les menacent.



Le Porge. Crédit : Emmanuel du Bourg

Le changement climatique, et la célérité de ses impacts sur les littoraux, amènent les élus et les acteurs territoriaux à devoir élaborer des stratégies d'anticipation, pour penser les enjeux du territoire dans un contexte de recul du trait de côte. À l'heure de la généralisation des stratégies de reconstitutions territoriales, les démarches prospectives permettent aux acteurs de mieux identifier les enjeux et les leviers des transitions et ainsi de mettre en place des stratégies collectivement imaginées. Ainsi, les démarches prospectives dans le contexte spécifique des territoires littoraux permettent de construire de nouveaux futurs, reposant sur de nouveaux récits, et intégrant de nouvelles échelles, et de construire une réflexion stratégique autour du littoral de demain.

L'année 2025 sera consacrée au déploiement de ce plan d'action et à l'engagement d'une phase de diffusion et de capitalisation des résultats des travaux menés sur les enjeux littoraux au sein des programmes *POPSU Territoires* et *POPSU Transitions*, ou encore dans le cadre de l'étude de recherche-action menée en partenariat avec la Banque des territoires sur l'évolution des modèles d'aménagement, avec notamment l'organisation de plusieurs séquences de restitution.

Zoom sur

L'étude de recherche-action menée autour de l'évolution des modèles d'aménagement des territoires littoraux

Dans le contexte des enjeux stratégiques auxquels sont soumis les territoires littoraux et ultramarins, notamment liés au changement climatique, le GIP Europe des projets architecturaux et urbains et la Banque des territoires ont lancé une consultation de recherche-action, visant à répondre aux besoins de connaissances pour les élus ainsi que les acteurs techniques et scientifiques. L'étude porte sur les contextes européens (hors France), iliens et ultramarins.

Cette étude vise, dans une logique de parangonnage, à recenser, qualifier et analyser les projets d'adaptation concrets mis en place ou abandonnés par les acteurs publics, privés, mixtes, locaux et régionaux, traduisant une évolution des modèles d'aménagement au regard des enjeux transversaux d'habitabilité. Elle s'articule autour de trois axes d'études.

Le premier axe vise à définir et identifier les caractéristiques des modèles d'aménagement mis en œuvre dans les projets opérationnels par les acteurs des territoires littoraux et ultramarins pour faire face au changement climatique, et leurs évolutions au regard des modèles mobilisés pour aménager ces territoires, en mobilisant de nouveaux imaginaires.

Afin d'identifier les leviers et les freins au développement de la reconfiguration des modèles d'aménagement des territoires littoraux, en lien avec l'évolution des pratiques assurantielles, le deuxième axe d'étude propose d'analyser l'outillage opérationnel, juridique, et financier mis en place dans les projets, ainsi que les modalités d'association des acteurs territoriaux et des habitants.

Enfin, à des fins de répliquabilité, des projets démonstrateurs seront mis en lumière, notamment par une analyse des leviers d'action mis en place et des impacts socioéconomiques et environnementaux des opérations.

L'évaluation scientifique des candidatures et la tenue d'un jury de sélection ont permis de retenir un consortium pluridisciplinaire mené par Fabien Nadou,

professeur associé en économie territoriale et aménagement de l'espace à l'EM Normandie, parmi une dizaine de candidatures. Le groupement lauréat rassemble également Virginie Duvat, professeur de géographie côtière à l'université de La Rochelle, Caroline Rufin-Soler, maître de conférences en géographie à l'Institut de géographie et d'aménagement régional de l'université de Nantes (IGARUN), Christophe Gamelin, fondateur de Synergie Littoral, AMO, expert en intermédiation territoriale, et Jean-Christophe Mérier, actuaire, économiste et expert en gestion des risques.

La proposition conceptuelle et méthodologique de ce consortium visait notamment à mettre en avant la question des services écosystémiques et des solutions fondées sur la nature dans le cadre des stratégies d'adaptation des territoires littoraux au changement climatique, avec une attention spécifique portée aux spécificités des contextes territoriaux ultramarins. L'équipe de recherche propose, dans le contexte des trois axes cités précédemment, de mobiliser l'intermédiation territoriale pour analyser les systèmes d'acteurs et leurs relations dans les processus d'adaptation des territoires littoraux, en tenant compte des différentes échelles d'organisation des territoires et des échelles temporelles de planification. Enfin, l'analyse de plusieurs leviers d'action (partenariats public/privé, financements européens, cadres juridiques, pratiques assurantielles, mécanismes de gouvernance) permettra de constituer un corpus de projets démonstrateurs, ainsi que des recommandations en vue de leur répliquabilité.



Le Porge.
Crédit : Emmanuel du Bourg



Marseillan.
Crédit : Emmanuel du Bourg



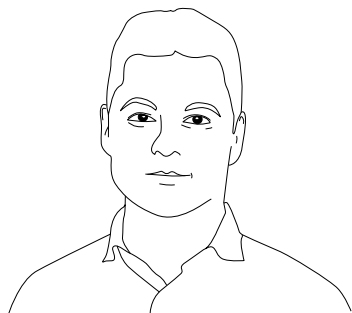
Marseillan.
Crédit : Emmanuel du Bourg



Roscoff.
Crédit : Juliette Pavy

Interview

Fabien Nadou professeur associé en économie territoriale et aménagement, EM Normandie Business School, projet GGOELAAMP



La recherche-action pour imaginer des solutions adaptées aux mutations des territoires littoraux

Quel est le rôle que joue la recherche-action dans l'accompagnement des mutations des territoires littoraux ?

La recherche-action permet de coconstruire des solutions adaptées aux mutations des territoires littoraux en associant chercheurs, décideurs, et acteurs locaux. Elle favorise une compréhension approfondie des dynamiques territoriales et de leur construction dans le temps et l'espace, ainsi que l'expérimentation de pratiques innovantes, l'intégration de la résilience et des modalités de conduite du changement face aux défis environnementaux et socio-économiques. De plus, le rapprochement entre la recherche et les acteurs locaux peut également amener des moyens en ingénierie pour des territoires qui en sont parfois dépourvus et ainsi faciliter la mise en évidence et la connaissance de problématiques qui pourraient rester cachées ou insuffisamment traitées.

Au regard des dynamiques et des pressions auxquelles sont confrontés les territoires littoraux, quelles sont les tendances de l'évolution des modèles et les pratiques de l'aménagement ? Quels en sont les leviers et les freins ?

Les modèles d'aménagement évoluent vers des pratiques intégrées, durables et résilientes, privilégiant l'adaptation au changement climatique et la gestion participative. Les principaux leviers peuvent inclure l'innovation technologique, la gouvernance inclusive et les financements davantage orientés vers la transition écologique. Les freins sont souvent liés à l'inertie institutionnelle, aux conflits d'usage, à une coordination entre les acteurs territoriaux insuffisante, de même, parfois, qu'à un empilement des dispositifs qui complexifie l'action et sa lisibilité. D'autres freins résident dans des limites financières, assurantielles ou

réglementaires. C'est cet ensemble que nous souhaitons aborder dans le projet GGOELAAMP (Gouvernance et gestion en outre-mer et en Europe pour un littoral adapté, aménagé et protégé).

Comment l'étude sur l'évolution des modèles d'aménagement dans les projets opérationnels des territoires littoraux et ultramarins vise à traiter ces enjeux ?

L'étude vise à identifier des modèles d'aménagement innovants et opérationnels adaptés aux contextes spécifiques des territoires littoraux et ultramarins. Elle s'appuie, à différentes échelles et contextes géographiques, institutionnels et territoriaux, sur l'analyse de projets pour proposer des stratégies intégrées, renforcer la résilience, et répondre aux pressions environnementales, sociales, et économiques. Nous avons fait le choix de mettre au centre de notre analyse les solutions fondées sur la nature et leur capacité à devenir un élément central dans les processus de construction et de dialogue de la planification territoriale et littorale, et ce, entre tous les acteurs et parties prenantes, des élus aux citoyens sur place. Ce qui nous préoccupe, c'est comment on crée de l'intermédiation territoriale entre les acteurs et comment de nouveaux modèles d'aménagement peuvent émerger à la lecture et à l'intégration de projets porteurs, innovants et résilients que l'on aura pu déceler. C'est pour cela que nous avons souhaité que dans notre consortium de recherche puissent être pleinement associés des chercheurs avec des consultants et experts de terrain, qui vont orchestrer avec nous le dialogue et l'analyse sur les terrains choisis et avec les parties prenantes locales.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

EPAU GROUPEMENT
D'INTÉRÊT PUBLIC
**L'Europe des Projets
Architecturaux et Urbains**

GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia

1, place Carpeaux

92055 La Défense cedex

epau.archi.fr

CONTACT

Edouard Lacamp

Chargé de mission auprès de la direction générale

edouard.lacamp@developpement-durable.gouv.fr

Tél. +33 (0)7 87 87 49 09



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

Au cœur des enjeux de la transition

socioécologique
des grandes villes françaises

L'année 2024 en chiffres

**34**

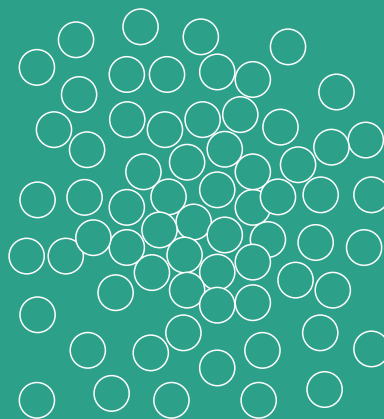
événements organisés

10

séminaires d'orientation

15autres séminaires locaux
organisés par les plateformes**3**temps d'échange
entre le conseil scientifique
et les plateformes**2**rencontres nationales
Campus et Forum**4**

événements de valorisation

**+ de 1 200**

participants aux événements organisés

350chercheurs
associés au programme**23**plateformes territoriales
associées au programme**11**

publications

8 cahiers *POPSU* (éditions Autrement, Flammarion)3 suppléments dans *Libération*

Le programme en quelques dates



Forum à Nantes, table ronde sur la territorialisation de la planification écologique (mars 2024). Crédit : Marcella Barbieri



Découverte des cahiers POPSU au Campus à Cherbourg (août 2024). Crédit : Marcella Barbieri

janvier

Séminaire d'orientation Nantes Métropole
19 janvier 2024

mars

Forum *POPSU Transitions* à Nantes ↑
du 21 au 22 mars 2024

avril

Séminaire d'orientation Communauté
urbaine de Dunkerque
5 avril 2024

juin

Séminaire d'orientation Métropoles
fluviales
13 juin 2024

Séminaire d'orientation plateforme du Berry
28 juin 2024

août

Le Campus à Cherbourg ↑
du 27 au 29 août 2024

septembre

Séminaire d'orientation Saint-Étienne
Métropole
18 septembre 2024

octobre

Séminaire d'orientation Métropole Rouen
Normandie
2 octobre 2024

Séminaire d'orientation Toulouse
Métropole
4 octobre 2024

Séminaire d'orientation Brest Métropole
17 octobre 2024

décembre

Séminaire d'orientation Grenoble Alpes
Métropole
5 décembre 2024

Séminaire d'orientation Communauté
du Pays Basque
17 décembre 2024

Analyse

POPSU Transitions en 2024 : une année de lancement, d'exploration et de structuration

Un programme national au cœur des enjeux de la transition socioécologique des grandes villes françaises

Lancé par l'Europe des projets architecturaux et urbains (EPAU) en 2023, dans la continuité de *POPSU Métropoles*, *POPSU Transitions* est un programme de recherche-action national. Il rassemble vingt-trois collectivités territoriales et leurs partenaires techniques et scientifiques pour observer, documenter et accompagner les chemins de la transition socioécologique des grandes villes françaises.

L'urgence climatique oblige à la mise en œuvre de politiques ambitieuses qui requièrent une transformation qui croise ruptures radicales et évolutions maîtrisées et négociées. Il s'agit donc de décrire ces mutations, de les expliquer et de les comprendre pour mieux les construire.

Six principes guident *POPSU Transitions* :

Une conception systémique des transitions

Les transitions ne concernent pas uniquement l'urgence écologique, elles doivent s'appréhender de manière systémique, en mettant en jeu les questions sociales, numériques, économiques, politiques, culturelles et d'aménagement.

Le pari interterritorial

Afin de rompre avec l'opposition entre grandes et petites villes, *POPSU Transitions* engage des recherches à l'échelle des grands territoires. Ainsi, les collectivités membres du programme sont des métropoles, des grandes villes moyennes et leur agglomération, ainsi que des territoires associant plusieurs villes et leur environnement. Les périmètres de travail débordent systématiquement les frontières administratives pour s'inscrire dans des systèmes territoriaux larges. Le programme s'enrichit de l'arrivée d'une dizaine de nouvelles plateformes, élargissant la palette des situations territoriales.

La pluridisciplinarité

Des approches associant enquêtes qualitatives et approches statistiques et quantitatives favorisent le décroisement entre disciplines et l'association entre sciences sociales de l'urbain, sciences de l'environnement et sciences de l'ingénieur.

Un soutien aux jeunes chercheurs

Engagé dans la promotion d'une nouvelle génération de chercheurs en études urbaines, POPSU Transitions renforce son programme doctoral en développant des conventions CIFRE en partenariat avec la Chaire Arpenter animée par le GIP Europe des projets architecturaux et urbains et Léonard.

Un programme multipartenarial

Le programme bénéficie du soutien de partenaires institutionnels publics : la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN), le Plan urbanisme construction architecture (PUCA), l'Ademe, l'Institut pour la recherche (Caisse des dépôts), France urbaine, Intercommunalités de France, la Fédération nationale des agences d'urbanisme et la Coordination nationale des conseils de développement.

La valorisation des résultats

Les travaux sont valorisés par la publication des cahiers *POPSU* (éditions Autrement), des films sous la forme de webséries produites par l'agence CAPA, des événements scientifiques, des manifestations grand public et des séminaires avec les services et les élus, aux échelles nationale et locale.

Au plan national, le suivi scientifique du programme, sa cohérence, son animation sont assurés par un collectif de chercheurs, composé de Sabine Barles (Univ. Paris 1), Xavier Desjardins (Sorbonne Université), Renaud Le Goix (Univ. Paris Cité), Gilles Pinson (Sciences Po. Bordeaux) et Magali Talandier (Univ. Grenoble-Alpes) et Marie-Christine Jaillet (CNRS-LISST Toulouse), qui en assume

la coordination. Le programme bénéficie également de l'orientation d'un Conseil stratégique, présidé par Jean-Marc Offner.

2024 : une dynamique collective largement impulsée

L'année 2024 a permis de consolider le lancement local et national du programme. Après les trois premières sessions d'accréditation des programmes de travail proposés par les plateformes au conseil scientifique en 2023, trois autres sessions ont eu lieu en 2024 : le 22 janvier, le 5 février et le 28 mars. Depuis la fin 2024, tous les programmes scientifiques des plateformes ont été présentés et enrichis par les échanges avec le conseil scientifique. Ils ont abouti à des notes d'orientation diffusées lors du Campus 2024.

Par ailleurs, dix séminaires d'orientation ont marqué le lancement effectif du travail de chaque plateforme. Ils ont eu lieu à Nantes, Dunkerque, Saint-Étienne, Rouen, Toulouse, Brest, Grenoble, Bayonne pour le Pays basque, Strasbourg pour les Métropoles fluviales et Orléans pour le Berry. Ouverts par des élus des collectivités, ces séminaires ont chacun réuni l'écosystème acteurs et chercheurs de la plateforme, et reflété sa singularité : ici avec des travaux étudiants ou d'experts associés, là



Les cahiers POPSU et suppléments de *Libération* en mars 2024.
Crédit : Marcella Barbieri



Jean-Marc Offner ouvre le Campus à Cherbourg (août 2024).
Crédit : Marcella Barbieri



Atelier-débat au Campus à Cherbourg (août 2024).
Crédit : Marcella Barbieri

avec la présence de journalistes ou de membres de la société civile. Une quinzaine d'autres séminaires locaux a aussi été organisée par les plateformes.

Dans chacun de ces sites, les équipes de recherche mènent, en lien avec les élus locaux et leurs services, des travaux sur des thématiques qu'elles ont identifiées ensemble. L'aménagement et la densification, la préservation de la biodiversité, la sobriété foncière et énergétique, la gestion de la ressource en eau, la protection des sols et des sous-sols, les relations avec le fleuve, les politiques économiques, les coopérations interterritoriales, les paysages, les mobilités et les transports et la logistique urbaine sont autant de thématiques explorées par au moins une plateforme, parfois davantage.

En parallèle de ces activités à l'échelle locale, le programme national s'est fortement déployé pour tisser des liens thématiques et renforcer l'interconnaissance entre l'ensemble des participants. Deux temps forts ont rythmé l'année. Le Forum national de Nantes, en mars 2024, a rassemblé plus de cent-cinquante participants : acteurs, chercheurs et élus. Ils ont débattu des grandes orientations scientifiques et programmatiques de *POPSU Transitions* et de la place des citoyens dans les chemins de transition des grandes villes.

Cinq nœuds problématiques transversaux aux travaux des plateformes ont alors été identifiés par Marie-Christine Jaillet, coordinatrice des responsables scientifiques nationaux :

- la clarification de la nature et du chemin du changement ;
- la définition des échelles territoriales pertinentes ;
- l'intégration des pratiques individuelles ;
- la réinvention du modèle d'habitat périurbain ;
- l'adaptation de la gouvernance des transitions.

Le deuxième temps fort s'est tenu à la Cité de la Mer à Cherbourg, fin août, avec la deuxième édition de Campus. Sous le thème « Sciences-fictions, récits et légendes des transitions », ce Campus a rassemblé des élus, chercheurs, praticiens et écrivains pour 3 jours de débats, de conférences et d'arpentages dans le grand territoire Cotentin, notamment autour des enjeux de l'adaptation au changement climatique.

Ces deux événements ont contribué à construire un effet programme propre à *POPSU Transitions*, mais aussi à la capitalisation des enseignements de *POPSU Territoires* et *Métropoles*. Ces rencontres ont permis d'identifier d'autres projets ou enjeux à intégrer à *POPSU Transitions* pour 2025, par exemple sur l'internationalisation du programme. En étant couvertes par la presse nationale (partenariats presse avec *Libération*) et par la presse quotidienne régionale, ces rencontres nationales participent à la meilleure visibilité du programme auprès

d'un large public. D'autres dispositifs y contribuent également, comme l'édition des cahiers *POPSU*, collection désormais très identifiée et bien diffusée.

Perspectives pour 2025 : consolider, approfondir et diffuser les acquis de la recherche-action

L'année 2025 sera placée sous le signe de l'approfondissement des recherches engagées en 2024 et de la mobilisation accrue du réseau doctoral *POPSU* et de la Chaire Arpenter. Au niveau local, trois nouvelles plateformes organiseront, en début d'année, leur séminaire de lancement à Nice, à Clermont-Ferrand, et dans le Sillon Lorrain. Les autres plateformes poursuivront l'organisation de séminaires acteurs-chercheurs annuels.

Parmi les activités nationales, le Campus sera réédité du 26 au 28 août. Le séminaire Revisiter la métropolisation à l'heure de la transition écologique, se tiendra à Arc-et-Senans les 5 et 6 février 2025. Ce séminaire vise à mettre en débat les études transversales issues du programme *POPSU Métropoles*, pour intégrer ces avancées au programme de *POPSU Transitions*, avec une perspective d'élaboration d'un colloque en 2026.

De plus, une ambitieuse série d'ateliers nationaux sur des thématiques transversales (définition de la transition, territorialisation de la planification, gouvernance des transitions, question sociale, grands projets urbains) et méthodologique (internationalisation, données et indicateurs) sera organisée. Chacun de ces groupes de travail associe des acteurs, des chercheurs et des partenaires nationaux issus de plusieurs plateformes, afin d'alimenter une production commune et transversale aux plateformes qui appuiera, par des comparaisons notamment, les travaux monographiques des plateformes.

Par ailleurs, plusieurs études transversales à *POPSU Transitions* seront finalisées et diffusées à l'ensemble de la communauté. L'une porte sur les effets des dispositifs de coconstruction entre chercheurs et acteurs locaux – comme *POPSU* – et alimente ainsi la réflexivité des organisateurs du programme. L'autre s'intéresse à une revue bibliographique portant sur la métropolisation et l'évolution des politiques urbaines dans une perspective historique, sur une soixantaine d'années.

Zoom sur

Transitions écologiques et trajectoires métropolitaines : un défi pour le Grand Paris ?

Le Grand Paris semble marqué par une série de singularités : des fonctions métropolitaines très développées, un effet de taille (métropole - monde), une complexité du système institutionnel, impliquant un rapport global/local spécifique. Ce territoire se trouve à la croisée des chemins. Comment concilier son développement et son aménagement avec les exigences de la transition écologique ? Comment penser la densification urbaine, les mobilités, les modes de vie et les activités économiques dans un contexte de contraintes environnementales croissantes ?

La plateforme POPSU Grand Paris s'efforce de répondre à ces questions cruciales en explorant les conditions de réalisation d'une transition écologique métropolitaine. Son hypothèse centrale est qu'une telle transition nécessite une transformation profonde des régimes de métropolisation, en remettant en question les modèles traditionnels du développement urbain.

Genèse d'un nouvel entrant dans *POPSU Transitions*

La création de la plateforme POPSU Grand Paris répond à une double volonté. D'une part, celle de la Métropole du Grand Paris (MGP) de mener une réflexion prospective sur la mise en œuvre des politiques urbaines à l'heure des transitions métropolitaines et écologiques. D'autre part, la volonté de poursuivre et d'amplifier les recherches-actions menées au sein de la Chaire Aménager le Grand Paris, de l'École d'urbanisme de Paris, qui réunit depuis 2017 une équipe scientifique pluridisciplinaire, un réseau d'une quinzaine d'opérateurs publics et privés de l'aménagement, et qui avait été lauréate de l'appel à recherche lancé par *POPSU Métropoles* pour mener une étude transversale sur les liens entre le Grand Paris et les autres métropoles.

Le programme scientifique de la nouvelle plateforme a été discuté devant le conseil scientifique de *POPSU Transitions*, le 22 janvier 2024, permettant de structurer quelques principes. Il s'agit d'abord de coconstruire le projet scientifique avec les acteurs professionnels et institutionnels (Métropole et ses partenaires, opérateurs de la Chaire), avec des experts issus des deux agences d'urbanisme franciliennes (l'Institut Paris Region et l'Atelier parisien d'urbanisme), ainsi qu'avec une trentaine de chercheurs issus de plusieurs laboratoires et établissements académiques franciliens.

2024, lancement des recherches-actions de la plateforme

Le projet scientifique de la plateforme s'articule autour de trois axes principaux et d'un axe transversal. En 2024, six séminaires se sont tenus chez différents partenaires, réunissant à chaque fois une trentaine de participants.

• Axe 1 : modes de vie métropolitains et transition

Cet axe analyse l'évolution des modes de vie, des mobilités et des choix résidentiels dans le Grand Paris. Il s'agit notamment d'étudier l'impact de la dissociation croissante entre la géographie de l'emploi et la géographie résidentielle sur la mobilité et les modes de vie, à l'heure de l'archipellisation des modes de vie.

• Axe 2 : production urbaine et transition

Cet axe explore les transitions en cours dans les modes de production de la ville et les formes de sobriété qui s'inventent dans l'aménagement du Grand Paris.

• Axe 3 : fonctionnements métropolitains et transition

Cet axe interroge la transformation des fonctions et fonctionnalités métropolitaines à la croisée entre les grands écosystèmes et leurs traductions selon différentes configurations locales.

Perspectives pour 2025

En 2025, la plateforme poursuivra ses activités, avec notamment la poursuite des séminaires de recherche ; la présentation de l'étude transversale lors du séminaire d'Arc-et-Senans en février ; la co-organisation de l'atelier national sur le bilan et le devenir des grands projets urbains. Enfin, le premier cahier *POPSU* de la plateforme sera élaboré.



Vue sur le Grand paris, depuis le parc Jean-Moulin - Les Guilands (93).
Crédit : C. Legenne / Institut Paris Region

Zoom sur

Fleuves et transitions : regards croisés sur trois métropoles

Les fleuves, longtemps considérés comme de simples voies de transport ou des obstacles à l'urbanisation, sont aujourd'hui au cœur des réflexions sur les villes durables. Comment les métropoles fluviales peuvent-elles tirer parti de leur cours d'eau pour répondre aux défis de la transition écologique, et s'adapter au changement climatique ? Comment concilier les fonctions économiques, logistiques et écologiques des fleuves ? C'est à ces questions que la recherche-action interplateformes Métropoles fluviales et portuaires se propose de répondre, en croisant les regards et les expériences de trois métropoles parties prenantes à *POPSU Transitions* : Strasbourg, Rouen et Lyon.

L'idée d'une démarche interplateforme dédiée aux enjeux fluviaux a émergé lors d'échanges informels entre des chercheurs spécialisés sur ce thème, et les représentants des métropoles de Strasbourg, Rouen et Lyon, lors de la phase conclusive de *POPSU Métropoles*, en 2022 et 2023. Le 13 juin 2024, les objectifs et le calendrier ont été fixés.

Le projet de recherche-action s'articule autour de trois axes principaux, comportant chacun un séminaire annuel hébergé par l'une des plateformes. Ces activités constituent, pour chacune des plateformes, l'un de leurs axes propres.

Trois axes de recherche pour explorer les transitions fluviales

- **« Fleuve, port, ville, nature »** : de juxtapositions à synergies » : cet axe, piloté par Strasbourg en 2024, analyse les interactions entre les zones urbaines, industrielles et naturelles qui longent le fleuve. Il s'agit d'étudier les différentes formes de synergies qui peuvent être développées entre ces espaces, notamment en matière de fret, de transport multimodal, de réseaux d'énergie et de gestion écologique.
- **« Cultures et économies fluviales : le fleuve rassembleur à toutes les échelles »** : cet axe, piloté par Rouen et dont le séminaire se tiendra en 2025, explore les dimensions culturelles et économiques des fleuves. Il s'agit d'analyser comment la culture fluviale et l'économie portuaire contribuent à l'identité des métropoles et favorisent les solidarités entre les acteurs en amont et en aval.
- **« Face au dérèglement climatique, les fleuves : enjeux, risques et solutions »** : cet axe, piloté par Lyon en vue d'un séminaire en 2026, examine les impacts du dérèglement climatique sur les fleuves et les stratégies d'adaptation mises en œuvre par les métropoles. Il s'agit

notamment d'étudier les risques de crue et de sécheresse, ainsi que les solutions pour une gestion durable des ressources en eau et des écosystèmes fluviaux.

Un premier séminaire intermétropolitain à Strasbourg

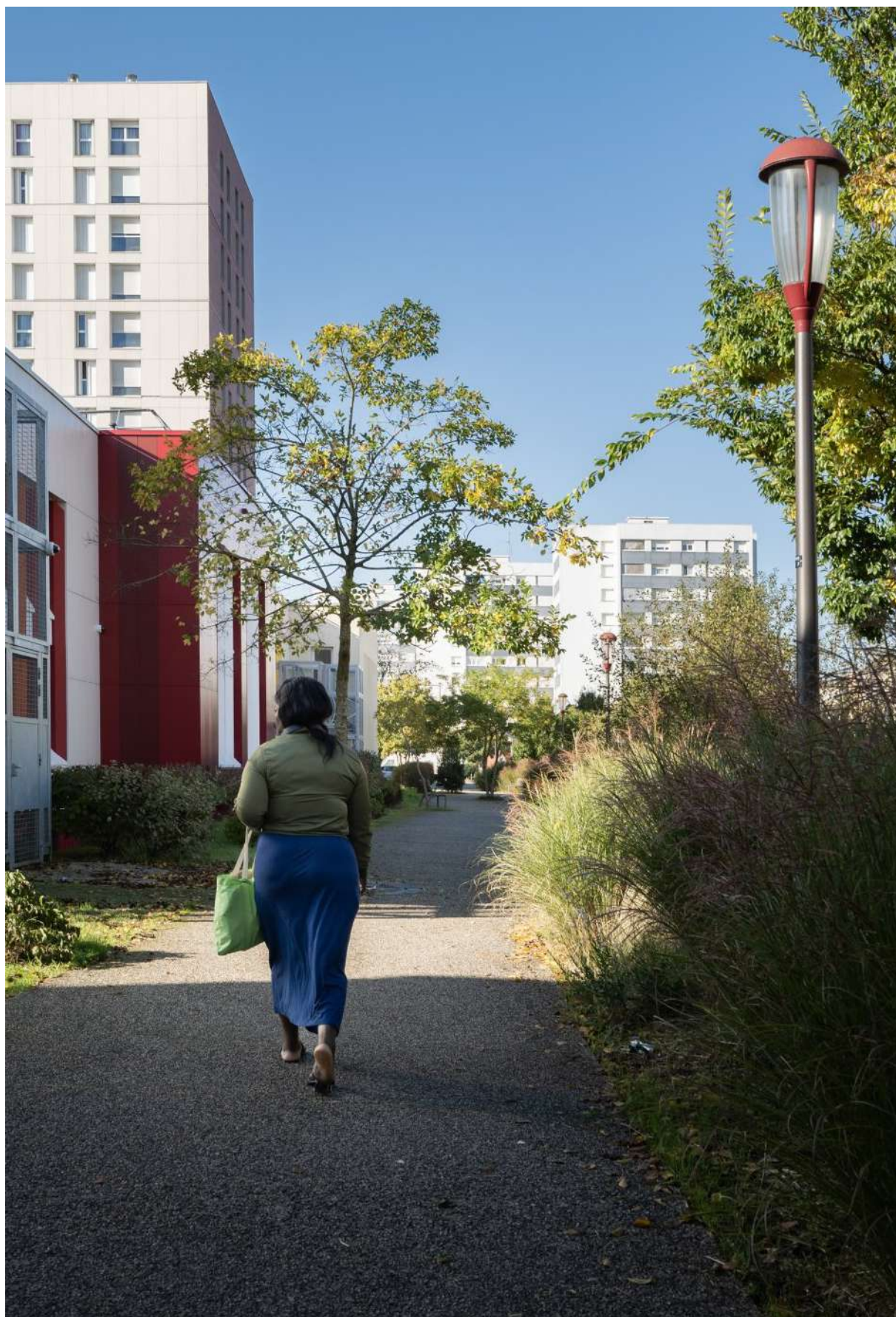
Le 7 novembre 2024, ce séminaire a rassemblé des chercheurs, des acteurs locaux et des représentants des trois métropoles pour échanger sur les enjeux de la transition écologique dans les espaces fluviaux. La visite du port de Strasbourg a permis de mettre en avant le projet de récupération de chaleur fatale des industriels pour alimenter les besoins de chauffage de l'Eurométropole comme un exemple de synergie entre activités le long du Rhin. Le quartier de la Capitainerie, nouveau quartier strasbourgeois en construction sur d'anciennes friches portuaires, a illustré la volonté de la ville de replacer le fleuve au cœur de son développement urbain, stimulant des échanges croisés sur le quartier Lyon-Gerland et son port Édouard-Herriot ainsi que le nouveau quartier Flaubert à Rouen.

Perspectives pour 2025

En 2025, l'interplateforme poursuivra ses activités de recherche et d'échange avec l'organisation d'un nouveau séminaire à Rouen. Cette rencontre permettra d'approfondir les réflexions sur les liens entre la culture et les économies fluviales, ainsi que sur les défis posés par le dérèglement climatique dans des contextes variés. Un colloque de synthèse est prévu en 2026 pour partager les résultats de ces travaux, contribuer à l'élaboration d'un cahier *POPSU* dédié, et partager les savoirs auprès des communautés intéressées par une gestion plus durable des fleuves en milieu urbain.



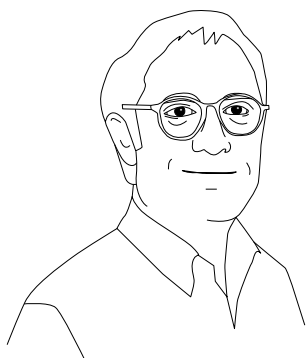
Séminaire interplateforme Métropoles fluviales à Strasbourg (novembre 2024).
Crédit : Guillaume Lacroix



Quartier des Sablons, Le Mans.
Crédit : Emmanuel du Bourg

Interview

Jean-Claude Driant, professeur émérite en urbanisme, École d'urbanisme de Paris, chercheur au laboratoire Lab'Urba. Auteur de *Les métropoles et les marchés du logement*, cahier POPSU, éditions Autrement, 2024.



« Sur le marché du logement, il faut sortir du discours général sur les métropoles ».

Dans votre ouvrage, vous démontrez qu'on ne peut parler d'un marché du logement homogène en France. Les métropoles, à travers les programmes locaux de l'habitat, parviennent-elles à apporter des réponses locales à leurs propres enjeux ?

Sur le sujet du logement, les métropoles connaissent quelques points communs, comme la tension plus forte de leur marché immobilier, une vacance du parc qui augmente partout. Mais on ne peut pas tenir durablement un discours généralisant sur les métropoles. Les programmes locaux de l'habitat (PLH) ont longtemps été marqués par une tendance à la standardisation – ce qui peut expliquer le peu d'intérêt de la recherche sur les politiques locales de l'habitat. Après la première étape de l'instauration de PLH standardisés, les intercos ont connu une montée en compétence opérationnelle avec, notamment, la mise en place de la délégation des aides à la pierre et un travail plus partenarial avec les différents acteurs. Des chartes de promoteurs ont été créées dans les quinze métropoles étudiées et les coopérations se sont développées. Aujourd'hui, on entre dans une troisième phase, avec la montée en puissance des préoccupations environnementales et de la question du logement abordable. Au-delà du cadre des PLH, les collectivités investissent ces sujets et se montrent créatives. Elles cherchent à expérimenter dans le domaine des partenariats avec les promoteurs, les bailleurs sociaux... Faute de décentralisation franche, on entre dans le moment de la conquête d'une plus grande autonomie face à la diversité des enjeux locaux.

La crise immobilière n'a-t-elle pas amené les collectivités à s'impliquer davantage auprès des acteurs du logement ?

Cette crise est venue se greffer sur le problème du logement préexistant. Le logement est devenu inabordable bien avant 2022 dans beaucoup de territoires. Et les métropoles se sont intéressées au sujet bien avant cette crise, même si, en 2023, elles sont nombreuses à avoir réfléchi à des plans de soutien au secteur. La crise a montré la nécessité de reconquérir le parc existant, d'accentuer la rénovation des logements, un besoin aussi lié aux enjeux de transition écologique. Pour les métropoles, ces derniers posent trois questions : la pertinence de la poursuite des politiques productivistes, la nécessité d'intégrer la sobriété foncière avec le zéro-artificialisation nette et celle de la mise à niveau des performances énergétiques du parc de logements existants. Il apparaît, en tout cas, qu'un retour au rythme de production de logements des années 2000 et 2010 soit improbable, ce qui rend plus important le fait de privilégier la production de logements abordables.

Interview réalisée et publiée par Delphine Gerbeau, 23 septembre 2024, à retrouver en intégralité dans La Gazette des communes.

Action clé

POPS'Eau, chantier transversal sur la gouvernance de l'eau

Dans un contexte de tension croissante sur la ressource en eau, le chantier de recherche-action POPS'Eau est né de la convergence de deux éléments :

- d'une part, la mobilisation de chercheurs en sciences humaines et sociales sur les enjeux de l'eau, et notamment au sein des programmes de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines, pour contribuer aux réflexions sur la gestion de l'eau et sur son adaptation face aux crises climatiques ;
- d'autre part, la conviction que les projets de recherche-action permettent de documenter l'action locale, comme nationale, pour mieux comprendre les dynamiques territoriales autour de l'eau.

Porté par la Direction de l'eau et de la biodiversité (DGALN) et par le GIP l'Europe des projets architecturaux et urbains, POPS'Eau est une scène d'échange et de débat entre acteurs, chercheurs et élus autour des enjeux contemporains de l'eau.

L'axe choisi pour ce projet est celui de la gouvernance de l'eau. Il s'agit d'interroger les dynamiques de coordination d'une multiplicité d'acteurs à différentes échelles en vue de répondre aux grands enjeux auxquels la ressource en eau est confrontée, et de trouver des solutions pratiques discutées et définies collectivement.

2024 a constitué l'année de préfiguration de ce chantier transversal, à travers deux axes de travail :

- des auditions auprès d'acteurs, de chercheurs et d'experts (vingt), mises en place afin de recueillir les besoins des acteurs en matière de nouvelles gouvernances de l'eau, d'affiner les axes de réflexion du chantier et d'installer une nouvelle démarche auprès des acteurs engagés dans l'écosystème de la gestion de l'eau ;
- un séminaire, organisé au début du mois de juin 2024, associant une conférence inaugurale d'Agathe Euzen, directrice de recherche au CNRS, et deux tables rondes ; la première sur la prospective territoriale de la ressource en eau et les impacts des changements actuels et à venir sur l'adaptation et le système de gouvernance, et la seconde sur l'eau au sein des systèmes productifs et comme ressource à valoriser.

À l'issue de cette préfiguration, 2025 sera l'année de la mise en place des premières actions dans le cadre de POPS'Eau (séminaire annuel, mise en place de nouveaux projets de recherche-action, publication des actes 2024 et de la première conférence).



Lac de Pareloup.
Crédit : Claire Jachymiak



Dans les Marais du Cotentin et du Bessin.
Crédit : Arnaud Bouissou

GIP Europe des projets architecturaux et urbains




Tour Séquoia
1, place Carpeaux
92055 La Défense cedex
epau.archi.fr

CONTACT

Guillaume Lacroix

Directeur du programme *POPSU Transitions*
guillaume.lacroix@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)6 60 72 18 28

popsu.archi.fr

-  popsu
-  @POPSU_Programme
-  @POPSU-programmes



La recherche pour l'action

dans les
petites villes et
les campagnes

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



L'année 2024 en chiffres

PROGRAMME DE RECHERCHE-ACTION | POPSU TERRITOIRES



51

projets de recherche

8

séminaires de
coconstruction

3

Cafés de la
recherche

6

événements
organisés en appui
au programme
Petites Villes de
demain

40

Petites Villes
de demain

250

chercheurs

10 000

conférences diffusées

4

expositions
photographiques

2

Carnets de territoires

5 publications presse

Le programme en quelques dates



Crédit : Wilfrid Duval



Crédit : GIP EPAU

mars ↑

Atelier *in situ* à Pélussin

26 et 27 mars 2024

juin

Séminaire *POPS'Eau*

13 juin 2024

mai ↗

Colloque « À l'échelle des transitions, tisser des liens pour de nouveaux dialogues territoriaux », à l'Assemblée nationale

23 mai 2024

Séminaire de coconstruction à Tonnerre

27 juin 2024

août ↘

Le Campus à Cherbourg

du 27 au 29 août 2024



Crédit : Marcella Barbieri



Crédit : Hélène Milet

Analyse

La recherche au cœur des transitions des territoires ruraux et des petites villes

Un lieu d'apprentissage sur les petites villes et les ruralités

Parce que le monde contemporain s'invente autant dans les petites villes, les territoires ruraux, les espaces périurbains que dans les métropoles, parce que les enjeux sociologiques, démographiques, économiques, s'y expriment avec autant de force, le pari est fait de rapprocher *comprendre* et *agir* dans ces territoires, et d'inventer de nouveaux chemins pour accompagner les politiques publiques de demain.

Le programme de recherche-action, *POPSU Territoires* contribue à révéler, identifier, caractériser les trajectoires, histoires et enjeux spécifiques auxquels sont confrontés les territoires hors des métropoles, et déploie cinquante-et-un projets de recherche-action dans un triple objectif :

- mieux **comprendre** les processus, les situations, les mouvements auxquels sont confrontés les petites villes et territoires ruraux, à travers les apports de la recherche, la méthode de l'étude de cas et le dialogue entre chercheurs, acteurs et élus ;
- **participer** à l'action publique locale, à travers une mobilisation d'expertises, des enquêtes, et de la construction collective qui nourrit les réflexions stratégiques des élus locaux ;
- **diffuser** les résultats et les grands enseignements produits dans le cadre des projets, à travers des médias variés et à destination du grand public.

Grâce à la mobilisation d'équipes de recherche dans les petites villes sur une année, *POPSU Territoires* a pour vocation d'inscrire les petites villes comme laboratoires d'expérimentation, dans un contexte de relance, et de renforcer des scènes de débat sur la redynamisation des territoires, par une mise en réseau des partenaires, acteurs, élus et chercheurs.

Acteur du lien entre les mondes universitaires et opérationnels, *POPSU Territoires* agit en collaboration avec les programmes nationaux en faveur de la redynamisation des territoires ruraux et des petites et moyennes villes (programmes Petites Villes de demain, Villages d'Avenir, France ruralités opérés par l'Agence nationale de la Cohésion des territoires notamment). Opérateur de recherche du programme Petites Villes de demain, il contribue aux actions du Club des élus des Petites Villes de demain.

2024, un approfondissement des travaux autour de cinq grandes thématiques

L'ensemble des projets de recherche du programme dessine une analyse collective et multifacette du territoire national, notamment du point de vue :

- **du logement dans les ruralités**, abordé précédemment sous les angles de la gestion et de la caractérisation de la vacance (Ambert, Briançon), de

la lutte contre l'habitat indigne (Guingamp), du logement des seniors (Xertigny). 2024 a permis de développer des travaux sur le maintien de logements permanents dans les territoires touristiques (Marseillan, Quiberon, Martel) ;

- **du renouvellement des outils de politique d'aménagement**, notamment au regard de la participation citoyenne (Vолonne, Lavalette Tude Dronne), de la planification (Le Porge, Martel, les Eaux-Bonnes, Longuenée-en-Anjou), du projet de territoire (Thizy-les-Bourgs), ou de la renaturation des espaces publics (Créon) ;
- **des effets du changement climatique dans les ruralités, notamment au prisme de la résilience**, avec plusieurs travaux accompagnant des territoires aux avant-postes des crises climatiques (Belin-Béliet après les incendies de 2022, Le Teil après le séisme de 2019 ou encore le Clunisois face au stress hydrique) ;
- **des enjeux sociaux dans les territoires ruraux**, avec un focus en 2024 sur la question des jeunes (à Cajarc, Saint-Éloy-les-Mines, Foix) et de l'accompagnement des publics en situation de précarité (à Tonnerre et Saint-Girons notamment) ;
- **du redéploiement industriel et économique dans les petites villes**, avec des travaux actuels portés sur la réindustrialisation (Saint-Jean-d'Angély) et sur les modèles industriels (à Vire, en complément des travaux sur Vitry publiés précédemment).

Ces thématiques ont été débattues en local lors des séminaires de coconstruction organisés dans chaque collectivité accompagnée par le programme POPSU et, sur le plan national, à travers deux événements d'envergure :

- le colloque « À l'échelle des transitions – Tisser des liens pour de nouveaux dialogues territoriaux », organisé à l'Assemblée nationale. À travers les programmes de recherche-action POPSU et Érable, ce colloque a réuni des chercheurs, des acteurs et des élus, afin de croiser les regards sur les enjeux de l'articulation local - national à l'aune des transitions, et de mener des réflexions sur les coopérations entre territoires et la territorialisation des politiques environnementales ;
- le Campus « Sciences-fictions », organisé à Cherbourg en août. Lieu d'échange entre les communautés des programmes *Transitions* et *Territoires* de la plateforme POPSU, Campus 2024 a mis à l'ordre du jour les enjeux de la gestion des ressources, de la planification dans les politiques publiques territoriales contemporaines, interrogé la place du périurbain et la nécessité de construire de nouveaux récits territoriaux au regard des changements climatiques en cours.

Afin de diffuser ces résultats de recherche et de les mettre en dialogue au sein de débat public, plusieurs productions de valorisation et de capitalisation ont été publiées en 2024, et notamment deux titres dans la

« L'ANCT, à travers ses programmes, soutient le déploiement des projets de recherche-action dans le cadre des programmes Petites Villes de demain, Villages d'avenir et France ruralités. Les recherches agissent comme des éclaireurs des enjeux du quotidien rencontrés par les élus et acteurs locaux, et constituent des sources précieuses pour penser l'action publique de demain. »

Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires

collection des *Carnets de territoires*, quatre films documentaires, sept reportages photographiques (voir livret *Mission photographique*), mais aussi quatre hors-séries du journal *Libération* et une collaboration éditoriale avec le journal *Le Un hebdo* autour des sols, intitulée *Sous nos pieds, la terre*. Une nouvelle saison de la série de podcasts *Dans la France des petites villes* est en cours de préparation, en partenariat avec Binge Audio et l'ANCT.

Pour 2025, de nouveaux développements pour le programme

Au regard des nouveaux enjeux qui touchent aux ruralités et aux petites villes, qui sont à la fois des territoires sentinelles de l'adaptation aux changements climatiques, abritant des ressources nécessaires et au cœur des enjeux d'aménagement des territoires, l'année 2025 sera celle d'un renforcement du programme POPSU *Territoires*, autour du développement d'une nouvelle session de recherche-action, et de mise en œuvre de recherches nationales ambitieuses.

Zoom sur

Accompagner l'innovation ? Retour sur le village d'Arvieu (Aveyron)

Village de 800 habitants, souffrant d'une baisse démographique significative ainsi que d'une perte sensible de services de proximité, Arvieu a misé, dès le début des années 2000, sur un développement par le numérique, projet concrétisé par l'ouverture d'un tiers-lieu, porté conjointement par les acteurs locaux publics et privés. Depuis, le village regorge de nouveaux projets, portés aussi bien par la collectivité que par les habitants. Dans ce contexte, il a fait l'objet d'une importante couverture médiatique, le présentant comme un village numérique qui a réussi, et qui voit là, à l'échelle nationale, une preuve de l'efficacité du levier numérique pour favoriser la redynamisation des zones rurales.

Cette recherche, inscrite dans le champ de l'anthropologie, vient nuancer cette histoire par l'analyse des jeux d'acteurs, et propose une contribution solide sur l'émergence des innovations dans les petites villes et les territoires. Les résultats sont rassemblés dans l'ouvrage *Des villages qui se font seuls ? Innovation et action publique à Arvieu (Aveyron)*, publié aux éditions Autrement, en 2024. Ils montrent notamment :

- loin du mythe du *self made man* ou de l'entrepreneur solitaire, l'innovation s'aborde à Arvieu à travers un récit fondamentalement collectif. Les résultats insistent sur les collaborations étroites qui se nouent, d'abord, entre les acteurs publics, privés et associatifs à l'origine de chaque initiative locale : à Arvieu, les divers acteurs publics, privés et associatifs se mobilisent tous pour donner vie à des projets qui cherchent à contrer le déclin démographique qui affecte le village ;
- pour compléter cela, la recherche détaille les profils d'acteurs qui rendent possible le déploiement d'un projet localement, ainsi que son maintien dans le temps : les facilitateurs, acteurs publics qui accompagnent les porteurs de projets (visionnaires, pour les plus anciens, et blancs-becs, pour les nouvellement arrivés sur le territoire) ; les connecteurs, sont, eux (ou plus souvent, elles), personnes qui ont en général la charge d'animation des projets ; enfin, les bénévoles qui s'engagent plus ou moins ponctuellement dans la réussite des projets. Chaque profil est associé à des compétences, techniques comme sociales ;

- dans ce contexte, les profils identifiés sont à la fois des personnes salariées et des personnes bénévoles, en fonction des projets : cette part importante de l'engagement bénévole dans le maintien des projets, y compris innovants, est d'ailleurs un des vecteurs de fragilité des projets, au regard de l'érosion générale de l'engagement bénévole observée à l'échelle du territoire comme dans de nombreuses ruralités françaises.

Dans ce contexte, ce sont avant tout les interrelations préexistantes, les compétences des différents acteurs acquises au cours d'expériences variées et les collaborations entre public, privé et associatif qui sont présentées comme les facteurs principaux de la réussite des initiatives numériques à Arvieu, plus que l'arrivée d'un outil baguette magique, qu'il soit numérique ou pas.

Pour aller plus loin

- Ouvrage : *Des villages qui se font seuls ? Innovation et action publique à Arvieu (Aveyron)*, par Ornella Zaza et Alessia de Biase, Césaz Gélvez-Espinel.
- Film : *Le Numérique révélateur de nouvelles ruralités*, la série documentaire POPSU.
- Reportage photographique réalisé par Claire Jachymiak.
- Parallaxe : Accueillir l'innovation : un enjeu d'action publique à Arvieu (Aveyron) : <https://new.express.adobe.com/webpage/hyJpVW46uc1PX>



Portrait au sein de l'espace de coworking Le Jardin d'Arvieu.
Crédit : Claire Jachymiak



À la scierie d'Arvieu.
Crédit : Claire Jachymiak



Station-service municipale, centre-ville d'Arvieu.
Crédit : Claire Jachymiak



Station-service municipale, centre-ville d'Arvieu.

Crédit : Claire Jachymiak



Marie-Jo Lesénéchal, conseillère municipale. Photographie prise à l'intérieur de la médiathèque dans la Maison citoyenne.

Crédit : Cédric Calandraud



Couple Marielle et Johann Lefebvre. Commerçante et commerçant Papiers et Chiffons. Photographie prise à l'intérieur du magasin.

Crédit : Cédric Calandraud

Zoom sur

D'un récit à l'autre à Caumont-sur-Aure : réussir une revitalisation inclusive

Le projet de recherche « Coconstruire un programme local d'inclusion sociale et intergénérationnelle à Caumont-sur-Aure », mené sous la responsabilité scientifique de Pierre Bergel et Quentin Brouard-Sala (université de Caen), compte parmi les seize lauréats qui ont rejoint le programme en 2021.

Caumont-sur-Aure est une commune nouvelle de 2 400 habitants, fondée en 2017. Située à une trentaine de kilomètres de l'agglomération caennaise, elle offre une microcentralité à la population locale. Pour autant, la commune connaît depuis plus de vingt ans un déclin économique (fermeture des commerces...), et social (vieillesse de la population, augmentation de la précarité). Ce sentiment de déclin et d'abandon se retrouve d'ailleurs dans le discours des habitants de Caumont.

Face à cette situation, les élus engagent un projet de revitalisation du centre-ville, en lien avec l'intégration au programme Petites Villes de demain. L'objectif : une requalification des espaces publics et la création d'une Maison citoyenne, comprenant entre autres une médiathèque, une Micro-Folie, un accueil France services, autrement dit, un lieu pour tous les citoyens de Caumont-sur-Aure permettant d'entamer le passage d'un récit du déclin à celui du changement. Construire un nouveau récit territorial est d'autant plus important que l'ambition de la municipalité ne se limite pas à une restructuration matérielle du bourg. Il s'agit également de renforcer le vivre-ensemble en s'appuyant sur les activités culturelles.

L'inauguration de la Maison citoyenne en septembre 2024 a favorisé une large fréquentation des services proposés. Ce lieu, devenu un centre de vie communautaire, est au cœur de la dynamique de transformation territoriale appuyée par l'équipe de recherche. L'engagement des habitants, y compris les plus fragiles, dans la coconstruction d'un récit de renaissance rurale, a permis de lancer un changement significatif, délaissant progressivement l'image négative du territoire. Cependant, bien que des progrès aient été réalisés, les populations les plus modestes restent peu présentes, en particulier dans les activités culturelles. Cette exclusion relative souligne la nécessité de renforcer les actions pour favoriser une inclusion véritable. L'implication des responsables locaux est essentielle pour garantir que les initiatives ne soient pas seulement symboliques, mais qu'elles conduisent à une réelle amélioration des conditions de vie des plus précaires. Le processus d'inclusion est toujours en cours, avec un besoin continu d'adaptation pour atteindre tous les segments de la population.

Interview

Christelle Morel Journal, maîtresse de conférence à l'université Jean-Monnet-Saint-Étienne, coresponsable scientifique du projet *POPSU* à Rive-de-Gier



Considérer les territoires déclassés, de leurs héritages comme de leurs dynamiques

Vous vous intéressez aux territoires hors des radars, notamment dans les petites villes. Pourquoi ? Quels enjeux y décelez-vous que vous ne trouvez pas ailleurs ?

Je m'intéresse aux sociétés urbanisées qui entretiennent, souvent dans le temps long, des relations fortes avec l'industrie, dont les modalités de territorialisation ont été transformées en lien avec les mutations du capitalisme. Ces villes, petites ou plus grandes, sont aujourd'hui souvent, non seulement désindustrialisées – il faudrait nuancer – mais aussi déclassées. Une manifestation de ce déclassement est le fait qu'elles n'attirent effectivement pas ou plus l'attention, même si on note un regain d'intérêt pour ces espaces qualifiés de délaissés¹. Le fait même d'user, voire d'abuser du terme de « territoires » concernant ces sociétés, m'apparaît parfois comme un escamotage de leurs dynamiques, de leurs acteurs, des gens qui y vivent pour le dire vite. Ce qui m'intéresse à Saint-Étienne, à Rive-de-Gier, voire à Braddock en Pennsylvanie, ce sont les processus économiques, politiques et sociaux qui ont conduit, de manière moins naturelle qu'on le dit parfois, au déclassement, voire à la stigmatisation de ces espaces et de leurs habitants. Mais ces processus font système avec d'autres qui, eux, valorisent, sélectionnent d'autres espaces, créant de profondes inégalités et des hiérarchies matérielles et symboliques. Il y a donc des enjeux de meilleure connaissance de ces petites villes pour que leur héritage et leur dynamique ne soient pas seulement lus en creux – voire de manière négative – mais telles qu'elles existent, y compris en contribuant, selon les configurations, aux dynamiques métropolitaines elles-mêmes.

Engagée dans des démarches de recherche-action, notamment dans le cadre de *POPSU Territoires*, vous développez des méthodes d'échange avec les acteurs locaux, les élus et les habitants. Comment construisez-vous ce dialogue, et quels intérêts y trouvez-vous ?

Il m'importe, de plus en plus, de faire de la recherche « avec » les acteurs, ne serait-ce que parce que beaucoup se questionnent, réfléchissent aux situations auxquelles ils sont confrontés : injustices, inégalités, formes variées de stigmatisation et de discrimination, et aussi capacité d'action et/ou de coopération, etc. Donc le dialogue avec les acteurs locaux est important au cours de l'enquête et dans les phases de restitution ; il permet de déployer les questions de recherche, de les enrichir de manière itérative. Ce dialogue oblige aussi à trouver des formes de médiation plus percutantes – et plus rapidement disponibles – que les textes. C'est ce que nous avons expérimenté à Rive-de-Gier dans le cadre de *POPSU Territoires*, en travaillant avec des artistes-chercheurs qui nous ont offert, par leurs productions réflexives (chansons, photographies, théâtre d'improvisation), des scènes d'échange intéressantes avec les acteurs locaux... dont nous n'avons d'ailleurs sans doute pas tiré pleinement parti.

Comment la recherche peut-elle nourrir l'action publique ?

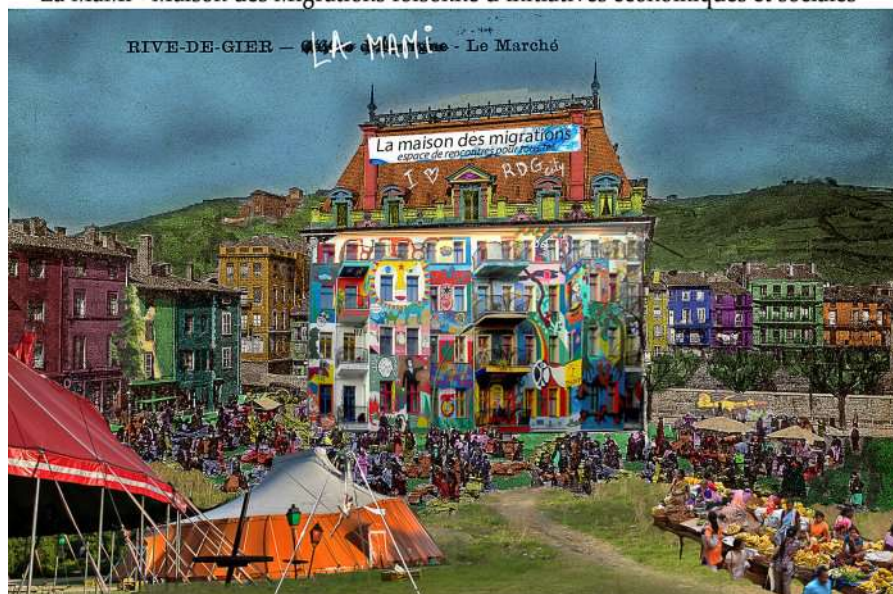
Vaste question. Les travaux de recherche devraient sans doute être plus et mieux lus. Je pense aussi que les chercheurs *embarqués* dans des processus de construction de l'action publique seraient aussi utiles en partageant leurs réflexions et questionnements avec les acteurs, dans des formes d'interpellation non surplombantes que permettent les recherches sur le temps long, dans des espaces sociaux situés.

¹ Voir le dernier numéro de la revue *Mouvements* (coordonné par V. Béal, R. Epstein, T. Kirsbaum et M. Rousseau), n° 118, janvier 2025 : <https://mouvements.info/edito/politiques-des-territoires-delaisses/>, consulté le 15 janvier 2025.

2043 - L'Hyperloop dessert Saint Etienne à Lyon en 4min34s.
Le maire de Rive de Gier inaugure le 14 juillet l'ouverture de la station locale.



2026 - Rive de Gier est lauréate au prix européen de «ville accueillante et solidaire»
La MaMi - Maison des Migrations foisonne d'initiatives économiques et sociales





Lac de Pareloup.
Crédit : Claire Jachymiak



Dans les Marais du Cotentin et du Bessin.
Crédit : Arnaud Bouissou

Action clé

POPS'Eau, chantier transversal sur la gouvernance de l'eau

Dans un contexte de tension croissante sur la ressource en eau, le chantier de recherche-action POPS'Eau est né de la convergence de deux éléments :

- d'une part, la mobilisation de chercheurs en sciences humaines et sociales sur les enjeux de l'eau, et notamment au sein des programmes de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines, pour contribuer aux réflexions sur la gestion de l'eau et sur son adaptation face aux crises climatiques ;
- d'autre part, la conviction que les projets de recherche-action permettent de documenter l'action locale, comme nationale, pour mieux comprendre les dynamiques territoriales autour de l'eau.

Porté par la Direction de l'eau et de la biodiversité (DGALN) et par le GIP l'Europe des projets architecturaux et urbains, *POPS'Eau* est une scène d'échange et de débat entre acteurs, chercheurs et élus autour des enjeux contemporains de l'eau.

L'axe choisi pour ce projet est celui de la gouvernance de l'eau. Il s'agit d'interroger les dynamiques de coordination d'une multiplicité d'acteurs à différentes échelles en vue de répondre aux grands enjeux auxquels la ressource en eau est confrontée, et de trouver des solutions pratiques discutées et définies collectivement.

2024 a constitué l'année de préfiguration de ce chantier transversal, à travers deux axes de travail :

- des auditions auprès d'acteurs, de chercheurs et d'experts (vingt), mises en place afin de recueillir les besoins des acteurs en matière de nouvelles gouvernances de l'eau, d'affiner les axes de réflexion du chantier et d'installer une nouvelle démarche auprès des acteurs engagés dans l'écosystème de la gestion de l'eau ;
- un séminaire, organisé au début du mois de juin 2024, associant une conférence inaugurale d'Agathe Euzen, directrice de recherche au CNRS, et deux tables rondes ; la première sur la prospective territoriale de la ressource en eau et les impacts des changements actuels et à venir sur l'adaptation et le système de gouvernance, et la seconde sur l'eau au sein des systèmes productifs et comme ressource à valoriser.

À l'issue de cette préfiguration, 2025 sera l'année de la mise en place des premières actions dans le cadre de *POPS'Eau* (séminaire annuel, mise en place de nouveaux projets de recherche-action, publication des actes 2024 et de la première conférence).

Action clé

Mieux comprendre la capacité d'accueil des territoires pour accompagner les mobilités résidentielles

Dans la continuité de l'étude Exode urbain, déployée entre 2021 et 2023 en partenariat avec le Réseau rural français et le Plan urbanisme construction architecture, une seconde consultation de recherche a été publiée du 1^{er} mars au 30 avril 2024. Intitulée *Hors des métropoles, de nouvelles terres d'accueil*, cette consultation proposait de construire de nouvelles enquêtes permettant d'interroger les effets territoriaux des mobilités résidentielles, notamment émergentes, et des investissements post-Covid hors des métropoles

À l'issue de cette consultation, un consortium de trois équipes de recherche a été retenu, associant différentes disciplines et approches territoriales :

- une équipe en économie, portée par Marie Breuillé et Julie Le Gallo (Inrae) avec Camille Grivault, qui proposent une analyse économétrique des effets des mobilités résidentielles sur les territoires, intégrant une mise à jour de l'application POP'Flux et un travail cartographique ;
- une équipe portée par Jérôme Rollin, Samuel Depraz, Marine Préault (Espis) et Maryame Amarouche (ENTPE) pour un projet de recherche intitulé « Mobilités résidentielles périurbaines : entre inflexions pandémiques et retour à la normale » ;
- une équipe pluridisciplinaire coordonnée par Olivier David (université Rennes-2) associant quatre unités mixtes de recherche (ESO, LAM, CED, LACES) pour un projet de recherche intitulé « Celles et ceux qui arrivent – Les mobilités et flux résidentiels entrants dans les territoires ruraux et leurs effets sur les dynamiques locales ».

Assiste-t-on à une nouvelle vague de renaissance rurale, marquée par de nouveaux profils, activités et impacts territoriaux ? Entre rural et métropoles existe une grande variété de configurations et de situations territoriales : quels sont les effets localisés de ces dynamiques ?

Dans ces travaux, il s'agira de questionner les tendances récentes au repeuplement de certains espaces de faible densité, et petites villes, à travers un croisement de données et d'analyses de terrain, et d'en saisir les causes, potentiellement multiples. Conjointement, il s'agira de saisir les effets territoriaux de ces mobilités,

d'une part, sur la pression sur les services au public et sur l'évolution des attentes vis-à-vis des services publics, sur les conflits d'usages (notamment ceux liés à l'agriculture), sur l'évolution des modes de vie et des formes d'habitat. Les nouveaux territoires d'accueil sont-ils en capacité d'accueillir, de retenir, et de contribuer à l'installation durable des nouveaux arrivants ?

D'autre part, l'équation souvent rapidement dressée entre dynamiques démographiques et renouvellement économique local, entre accueil de nouveaux habitants et production de ressources pour les territoires, devra être re-questionnée. Retour à la terre, un retour à la ville ?

Ces projets se déploieront tout au long de l'année 2025, et les premiers résultats seront connus au printemps.





Grande plage de Quiberon.
Crédit : Juliette Pavy

GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia
1, place Carpeaux
92055 La Défense cedex
epau.archi.fr

CONTACT

Hélène Milet

Directrice du programme *POPSU Territoires*
helene.milet@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)1 40 81 92 68




Pacôme Bertrand

Chargée de mission
pacome.bertrand@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)7 87 38 11 82

Florentin Cornée

Chargé de mission
florentin.cornee@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)1 40 81 91 26

popsu.archi.fr

 popsu
 @POPSU_Programme
 @POPSU-programmes

Renforcer l'implication de la recherche

dans l'action
publique
nationale
sur les
ruralités



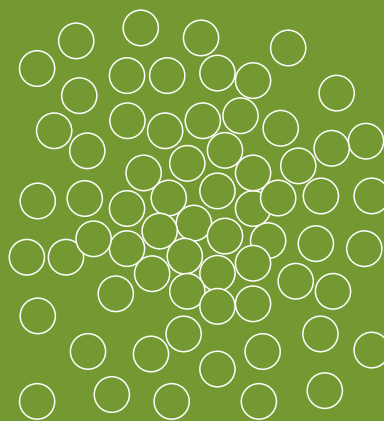
RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

L'année 2024 en chiffres



4

séances plénières
du *Conseil scientifique
de France ruralités*



19

auditions
(5 experts, 9 chercheurs, 5 élus)



2,5

journées
d'auditions

1

premier rapport
sur les définitions
et représentations du rural

Le programme en quelques dates



Installation du CSFR à Saintes.
Crédit : Marcella Barbieri

juin

Auditions acteurs du *Conseil scientifique de France ruralités (CSFR)* autour des définitions et représentations des ruralités

26 juin 2024

Auditions chercheurs du *CSFR* autour des enjeux de gouvernance dans les territoires ruraux

9 juin 2024

novembre

Échanges autour de la première version du rapport entre les membres du *CSFR*, et organisation de nouvelles auditions pour lancer le prochain rapport

6 novembre 2024



Échange avec François Léger et Claire Delfosse.
Crédit : ministère de l'Intérieur

Analyse

Les ruralités au cœur de représentations multiples et contradictoires

Installé en août 2023, le Conseil scientifique de France ruralités (CSFR), instance composée de chercheurs issus de différentes disciplines (géographes, urbanistes, sociologues, agro-écologues, hydrologues, économistes, juristes, politistes, historiens), a pour objectifs de rassembler et produire des connaissances sur les ruralités, ainsi que de mettre en débat les enjeux prospectifs des territoires ruraux dans le contexte des transitions.

Pour éclairer l'évolution des ruralités, le CSFR a souhaité, pour son premier rapport, déconstruire les représentations dominantes des ruralités qui les marginalisent, puis proposer des perspectives pour repenser leur place et leur rôle dans les dynamiques socioéconomiques et les politiques publiques.

Ce rapport s'appuie sur une série d'auditions et une bibliographie diversifiée, combinant des sources académiques et institutionnelles.

D'un côté, deux journées et demie d'échanges ont été organisées, dans les locaux de l'Europe des projets architecturaux et urbains, à la Défense, pour auditionner des élus, des chercheurs, des représentants d'institutions avec les membres du CSFR. Ces auditions ont permis d'aborder une grande variété de sujets : les enjeux autour de la gestion du foncier ou de la transition agricole, les définitions du rural, ou encore les questions de gouvernance.

De l'autre, une synthèse des travaux de recherche contemporains sur les représentations des ruralités a été réalisée, sur la base d'un travail d'analyse bibliographique minutieux. Cette synthèse intègre des travaux récents et plus anciens sur les relations entre villes et campagnes, les politiques publiques et les recompositions des espaces ruraux. Ces références offrent un cadre historique et conceptuel permettant

d'analyser les transformations actuelles et de mieux comprendre les débats contemporains.

Un premier rapport pour éclairer la place des ruralités dans les politiques publiques au fil du temps

Croisant ces perspectives, le rapport 2024 articule approches pratiques et analyses théoriques, permettant d'appréhender plus finement les enjeux des territoires ruraux, d'esquisser des orientations pour les politiques publiques à venir et de rappeler que les ruralités ont un rôle à jouer dans l'organisation des transitions écologique, sociale, économique et démographique. Il pose de premiers jalons pour une réflexion renouvelée sur les ruralités et servira de base aux travaux du conseil pour les prochaines années.

Dans un premier temps, il analyse les mutations des campagnes au XX^e siècle, marquées par la modernisation agricole, la disparition des paysans, et



Arpenter les campagnes de Tournus.
Crédit : Jef Bonifacio

l'avènement d'une agriculture intensive. Ces transformations, appuyées par les pouvoirs publics, ont remodelé les paysages, structuré les territoires, dans un contexte de diversification croissante de ces espaces. Le rapport rappelle ainsi que l'agriculture est aujourd'hui à un tournant, qui interroge directement le devenir des ruralités.

Dans un deuxième temps, il met en lumière l'impact de la périurbanisation sur les territoires ruraux, et la dissolution du binôme villes - campagne qui structurait l'organisation géographique du territoire. Depuis les Trente Glorieuses, l'étalement urbain et les mobilités croissantes redessinent les frontières entre villes et campagnes, rendant le rural de plus en plus complexe à définir. Si certains y voient une sorte de renaissance rurale, d'autres y voient, au contraire, l'avènement de l'urbain généralisé. Du côté de l'action publique, c'est cette seconde lecture qui semble avoir prédominé au cours des deux dernières décennies, ce que les politiques récentes (programmes Petites Villes de demain, France ruralités) contribuent à inverser.

Enfin, dans un troisième temps, il aborde la diversité des ruralités à l'épreuve des politiques publiques, à travers les enjeux du développement local. Il interroge le passage d'une vision sectorielle, centrée sur l'agriculture, à une approche territorialisée où les ruralités sont envisagées comme des espaces multifonctionnels.

Chaque chapitre est clos par des questions vives, identifiées par les membres du Conseil scientifique, comme des sujets orphelins de l'action publique ou comme des points morts de la recherche à investiguer. Véritables interpellations, ces questions vives inscrivent ce premier rapport dans le dialogue entre recherche et politique publique.



Lotissement Résidences du 8-Mai.
Crédit : Cédric Calandraud

2025, une réflexion sur les dynamiques économiques des ruralités

En parallèle, le *CSFR* lancera la préparation d'un second rapport consacré aux dynamiques économiques des territoires ruraux. Ce travail proposera un état des lieux des principaux secteurs présents en ruralité, avec une attention particulière portée à ceux qui y occupent une place singulière : l'industrie, l'économie sociale et solidaire, l'agriculture ou l'économie du *care*.

À rebours des idées reçues qui associent les ruralités à des espaces vulnérables, et en marge des grandes dynamiques économiques, il s'agira, dans le prolongement des travaux engagés en 2024, de déconstruire ces représentations. Ces territoires ruraux jouent un rôle prééminent comme espaces de production essentiels à l'économie nationale, tout en mettant en lumière les aménités particulières qu'ils recèlent, indispensables à la transition écologique et au cœur des transformations à venir.

Ce second rapport aura pour objectifs de :

- dresser un état des lieux des dynamiques économiques en ruralité ;
- mettre en avant la capacité d'innovation et d'expérimentation de ces espaces ;
- valoriser leurs atouts ;
- interroger leurs vulnérabilités.

De nouvelles auditions de chercheurs, d'élus et de praticiens seront organisées au cours du premier semestre 2025, pour croiser les regards et enrichir les réflexions du *CSFR*.



Vue sur la campagne au nord de Caumont depuis la Maison citoyenne.
Crédit : Cédric Calandraud

Zoom sur

Dépasser le binôme villes - campagnes pour mieux appréhender la diversité des ruralités

Dans la seconde partie de son rapport, le CSFR s'est intéressé à la quantification et aux représentations du rural.

Depuis la Libération, les campagnes ont connu de profondes transformations. À l'origine essentiellement agricoles, elles se sont largement diversifiées avec le développement de l'industrie, du tourisme ou des services. Dans le même temps, ces territoires, marqués par un exode rural massif au cours des XIX^e et XX^e siècles, ont vu leur trajectoire démographique s'inverser dès les années 1970. Entre 1975 et 1982, pour la première fois, les espaces ruraux affichent un solde migratoire positif, une tendance confirmée et amplifiée dans les décennies suivantes. Aujourd'hui, près d'un tiers des Français réside dans des communes peu denses ou très peu denses, et la ruralité couvre 88 % de la superficie du territoire national.

Malgré ces transformations, les campagnes ont souvent été marginalisées dans les imaginaires et les politiques publiques. Le zonage en aires urbaines, introduit par l'Insee dans les années 1990, illustre cette tendance. En associant les communes rurales polarisées par les villes au périurbain, cette classification réduit les campagnes à une catégorie résiduelle. En 1999, seules 5 % des communes françaises étaient classées comme rurales selon ce zonage, malgré leur rôle clé dans l'aménagement du territoire.

Cette marginalisation s'est accompagnée d'une concentration des investissements sur les métropoles. Les réformes territoriales, comme la création des métropoles en 2010 ou la loi NOTRe en 2015, ont renforcé cette polarisation. Pendant ce temps, les territoires ruraux ont vu leurs services publics reculer : entre 2010 et 2020, plus de 1 000 écoles rurales et de nombreuses trésoreries ont fermé. Ces décisions, justifiées par une logique d'optimisation, ont souvent fragilisé les populations locales et augmenté le sentiment d'abandon.

Pourtant, les campagnes ne sont ni secondaires ni périphériques. Elles possèdent des ressources stratégiques essentielles à la transition écologique, notamment les espaces forestiers, qui couvrent 31 % du territoire, et les terres agricoles, garantes de la souveraineté alimentaire. Elles jouent également un rôle clé dans la préservation de la biodiversité et l'équilibre des écosystèmes.

Réduire les territoires ruraux à des espaces en déclin ou à de simples extensions des villes empêche de saisir leur véritable diversité. Entre campagnes agricoles dynamiques, territoires industriels en reconversion, zones touristiques ou encore espaces en quête de nouvelles fonctions économiques, la ruralité ne se résume pas à un modèle unique. Dépasser l'opposition binaire entre villes et campagnes implique de reconnaître cette pluralité et d'adapter les politiques publiques en conséquence. Loin des visions réductrices – entre espaces refuges idéalisés ou territoires relégués – les ruralités doivent être reconnues comme des actrices essentielles de l'avenir du pays.



Ouverture de la Gratuiterie à Volonne.
Crédit : Paul Lemaire



Glacier de la ville de Quiberon.
Crédit : Juliette Pavy

Interview

Membre du *Conseil scientifique France ruralités*, **Éric Charmes** est géographe et urbaniste, directeur d'études à l'École des travaux publics de l'État (ENTPE), unité mixte de recherche Environnement ville société, auteur de nombreux articles et ouvrages dont *La Revanche des villages*, publié aux éditions du Seuil en 2019. Il est aussi le référent scientifique de la plateforme lyonnaise du programme *POPSU Transitions*.



La crise sanitaire a joué le rôle d'un révélateur

Quel est l'objet du premier rapport du Conseil scientifique France ruralités ? Pourquoi avoir fait le choix d'entrer par les définitions et les représentations du rural ?

En bons scientifiques, il nous a semblé essentiel de définir l'objet de notre attention. Commencer par là nous a semblé d'autant plus important que cette question de définition suscite de nombreux débats, notamment autour de l'idée du *tous urbains* défendue par de nombreux géographes, plutôt spécialistes des villes ; idée que critiquent d'autres géographes, plutôt ruralistes.

Entre le découpage en aires d'attraction des villes et celui effectué selon la grille communale de densité, la part des espaces ruraux dans la population varie, par exemple, du simple au sextuple. Comment l'expliquer ? Quelle part occupent-ils réellement ?

Tout dépend de la définition que l'on donne au rural. Si on s'intéresse aux interdépendances économiques entre les espaces, notamment en matière d'emplois, les espaces ruraux sont en large part sous l'influence des villes. D'après le zonage en aires d'attraction des villes, publié en 2020 par l'Insee, à peine plus de 6 % de la population française habite hors des aires d'influence des villes. Mais si on s'intéresse à la densité, et notamment à l'importance des espaces non bâtis, qu'ils soient naturels, forestiers ou agricoles, le tableau change du tout au tout. Sous cet angle, l'essentiel du territoire français est rural.

Les uns voient dans la périurbanisation un renouveau des campagnes, les autres une extension des villes... Qu'en est-il vraiment ?

Les deux ont raison ! Tout dépend du point de vue. Beaucoup des ménages qui quittent les villes (et ils sont nombreux) le font pour s'installer dans ce qu'ils se représentent être la campagne. Et de fait, les communes dans lesquelles ils emménagent sont souvent des villages, avec une forte présence de terres agricoles. Mais les campagnes qu'ils privilégient sont proches des villes, elles sont périurbaines. Les deux phénomènes, extension des villes et renouveau des campagnes, sont étroitement entremêlés.

L'aménagement rural était-il devenu le parent pauvre de l'aménagement du territoire, après en avoir été longtemps le pilier ?

Les choses changent depuis quelques années, mais entre les années 1990 et les années 2010, l'aménagement rural a effectivement perdu en importance. Plusieurs phénomènes ont joué. Le plus important, qui n'est pas que français, est la métropolisation. Celle-ci a été appuyée par les politiques d'aménagement, les grandes villes étant considérées comme les actrices clés d'une économie devenue globale. Ce phénomène a été accompagné en France par un retrait de l'État au profit des collectivités locales, et par la montée en puissance des intercommunalités. Cela a alimenté des inégalités entre territoires au profit des métropoles : pour les grandes villes, des pouvoirs locaux puissants et, pour les territoires ruraux, des communautés de communes aux moyens limités et à la légitimité politique faible (malgré l'engagement des élus locaux).



Vue sur Eaux-Bonnes.
Crédit : Cyrus Cornut

Comment les représentations du rural ont-elles évolué au fil du temps ? La crise sanitaire a-t-elle eu des effets sur la manière de se représenter ces espaces dans le débat public ?

La crise sanitaire a surtout joué le rôle d'un révélateur. De nombreux journalistes ont passé plusieurs mois dans leur résidence secondaire ou chez des amis. Ils ont réfléchi et ont pris conscience d'évolutions déjà en marche, prise de conscience qui s'est traduite par une floraison d'articles sur l'exode urbain. L'évolution la plus importante est que la campagne n'est plus seulement un cadre de vie pour citadins en mal de verdure et désireux d'espaces habitables (ce qui a longtemps été le principal moteur de la périurbanisation), elle est aussi, de manière de plus en plus affirmée, un lieu où peuvent se concrétiser de nouveaux projets de vie.

Quel rôle peuvent jouer les territoires ruraux dans les grandes transitions, écologique et démographique en particulier ?

Le grand nombre de communes a longtemps été considéré comme un handicap pour la France. Pourtant, les villages pourraient bien être un atout face aux crises écologiques. La commune rurale retrouve une pertinence que l'on pensait disparue avec l'avènement des mobilités. Il y a, dans l'écologie politique contemporaine, une volonté de relocaliser ce qui a été délocalisé et de développer les actions communes. La petite commune est un espace très favorable au déploiement de ces projets. En même temps, les réseaux sociaux réduisent les risques d'enfermement et de repli sur l'espace local, limites auxquelles s'étaient heurtés les mouvements néoruraux des années 1970.

GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia
1, place Carpeaux
92055 La Défense cedex
epau.archi.fr

CONTACT

Hélène Milet

Directrice du programme *POPSU Territoires*
helene.milet@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)1 40 81 92 68

Achille Warnant

Conseiller scientifique
achille.warnant@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)1 40 81 37 17

Mobiliser et diffuser

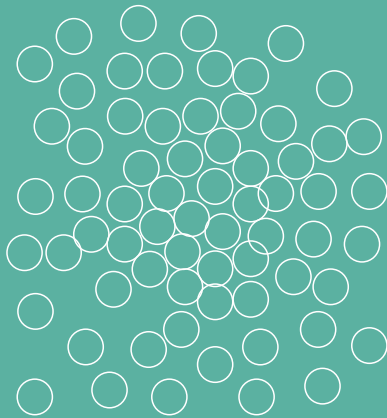
la production étudiante sur les ruralités

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



L'année 2024 en chiffres

PROGRAMME DE RECHERCHE-ACTION | PALPITE



104
candidatures reçues



5

projets récompensés



13

régions
représentées

43

Petites Villes
de demain parmi
les candidatures



300
participants à l'événement
d'annonce des lauréats



7 832

votants
pour le prix du public



Le programme en quelques dates



Annnonce des lauréats par la ministre déléguée, en charge des Collectivités territoriales et de la Ruralité, Dominique Faure. Crédit : DICOM ministère de l'Intérieur

avril

Événement public d'annonce des lauréats de la première édition du palmarès *Palpite* à l'hôtel de Beauvau à Paris

11 avril 2024

septembre

Lancement d'une seconde édition du palmarès *Palpite*

13 septembre 2024

Diffusion de l'émission *Carnet de campagne* sur France inter, consacrée au palmarès *Palpite*

12 avril 2024



Table ronde : les jeunes professionnels engagés dans les territoires ruraux. Crédit : DICOM ministère de l'Intérieur

Analyse

Palpite : mobiliser et diffuser la production étudiante sur les ruralités

Palpite – pour PALmarès des étudiants Pour Inspirer les TErritoires – est issu d'un constat : chaque année, de nombreux étudiants produisent des travaux, individuels comme collectifs dans les petites villes et territoires, et s'engagent, souvent en collaboration avec les élus locaux, dans le cadre de travaux de fin de cycle. Or, une fois la soutenance passée et le terrain achevé, ces travaux, souvent riches d'idées et d'analyses fraîches, sont laissés de côté. En l'absence d'une plateforme nationale de recension et de diffusion des travaux, les autres élus, chefs de projet, ou même acteurs des collectivités territoriales, ne peuvent ni avoir connaissance de ces ressources ni se les approprier.

Valoriser et diffuser les travaux étudiants sur les ruralités

Dans ce contexte, *Palpite* est un dispositif conçu pour valoriser et diffuser les travaux étudiants, et pour renforcer la place des petites villes et des territoires ruraux dans les médias d'enseignement des étudiants en France. Partant du principe que les étudiants constituent la force professionnelle d'action et de recherche de demain, le palmarès contribue à faire la preuve de la richesse des sujets touchant aux petites villes et aux ruralités, et vise, à terme, la constitution d'une nouvelle communauté de réflexion et d'engagement au plus près des territoires ruraux. Il sert donc un triple objectif :

- recenser et mettre en valeur les travaux de conception et de recherche produits par les étudiants dans et sur les territoires ruraux ;
- alimenter et développer le réseau des futurs professionnels intéressés par les ruralités et les petites villes ;

- rassembler la production intellectuelle vive sur les ruralités, notamment pour alimenter les réflexions des chefs de projet Petites Villes de demain, et de tous les professionnels qui souhaitent mettre l'innovation au cœur de leur projet de territoire.

Ouvert à tous les étudiants, *Palpite* se construit sur deux partis pris fondamentaux. D'une part, il s'adresse à tous les parcours et à l'ensemble des disciplines ; il construit un espace de dialogue interdisciplinaire pour les étudiants intéressés par les ruralités. D'autre part, il permet de diffuser l'ensemble des travaux soumis sur la plateforme, et constitue dès lors une banque de données inédite pour les professionnels et les acteurs des territoires.

Organisé avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires, et ses programmes nationaux Petites Villes de demain, Village d'avenir et France ruralités, avec le ministère de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique et le ministère de la Culture, les associations étudiantes et les représentants des fédérations d'université, mais aussi les associations d'élus, pour favoriser la diffusion et l'appropriation des travaux.

Une première session sous le signe de l'adaptation aux changements climatiques

La première session lancée à l'occasion de la rentrée universitaire en 2023 a connu un franc succès avec un total de cent-quatre dossiers déposés, dans quarante-neuf départements différents des treize grandes régions métropolitaines. Parmi ces candidatures, quarante-six se situent dans une commune concernée par un programme national porté par l'Agence nationale de la cohésion des territoires, dont quarante-trois Petites Villes de demain. Les disciplines représentées sont essentiellement liées aux sciences de la conception, avec soixante-treize projets en architecture, six en paysage, et trois en design. Ce sont dix-neuf projets qui

s'inscrivent dans le champ des sciences humaines et sociales, dont onze en urbanisme, et trois en géographie. Croisant les enjeux contemporains des ruralités, les projets reçus proposent notamment des réflexions sur l'habitat, la densification et la revitalisation des ruralités, sur la gestion de l'eau, autant comme ressource que comme risque, sur la relocalisation des filières agricoles, ou encore sur l'enjeu culturel à travers la valorisation du patrimoine matériel et immatériel.

L'année 2024 a permis de récompenser cinq projets particulièrement remarquables reçus parmi les cent-quatre dossiers candidats :

- Grand Prix : **Les paysages de l'après ski. Quel devenir pour la station de ski de Ventron ?** Camille Oppé, Dziechciarz, Ensa Nancy (projet de fin d'études). Ventron (Meurthe-et-Moselle, Grand Est) ;
- Prix spécial nouvelle approche : **Penser autrement les villes petites et moyennes.** Mathilde Cassagne, Camille Duhamel, Inès Filloneau, Gabriel Poulain, Sarah Verdun, Université Paris 1, université Gustave-Eiffel (atelier professionnel). Ruffec (Charente, Nouvelle-Aquitaine) ;
- Prix spécial adaptation : **Les pieds dans l'eau. Architecture palliative pour territoire menacé.** Paul Blotin, Ensa Clermont-Ferrand (projet de fin d'études). Bouin (Vendée, Nouvelle-Aquitaine) ;



Remise du prix du public à Élena Cadouin pour son projet sur la vacance des logements à Irancy, par la ministre déléguée, en charge des Collectivités territoriales et de la Ruralité, Dominique Faure.
Crédit : DICOM ministère de l'Intérieur



L'ensemble des lauréats autour de la ministre déléguée, en charge des Collectivités territoriales et de la Ruralité, Dominique Faure. Avec de gauche à droite : Mathilde Cassagne, Inès Filloneau, Marie Dziechciarz, Camille Oppé, Camille Duhamel, Sarah Verdun, madame la ministre Dominique Faure, Paul Blotin, Clara Soleilhavoup, Elena Cadouin.
Crédit : DICOM ministère de l'Intérieur

- Prix de la marraine : **L'eau et ses usages dans le Périgord nontronnais – Circulations des savoirs et gestion collective.** Clara Soleilhavoup, Ensad (projet de fin d'études). Nontron (Dordogne, Occitanie, programme Petites Villes de demain) ;
- Prix du public : **Les pierres d'Irancy – Un réseau de maisons vacantes réinvesties.** Elena Cadouin, Ensa Paris-Val de Seine (projet de fin d'études). Irancy (Vienne, Bourgogne, programme Villages d'avenir).

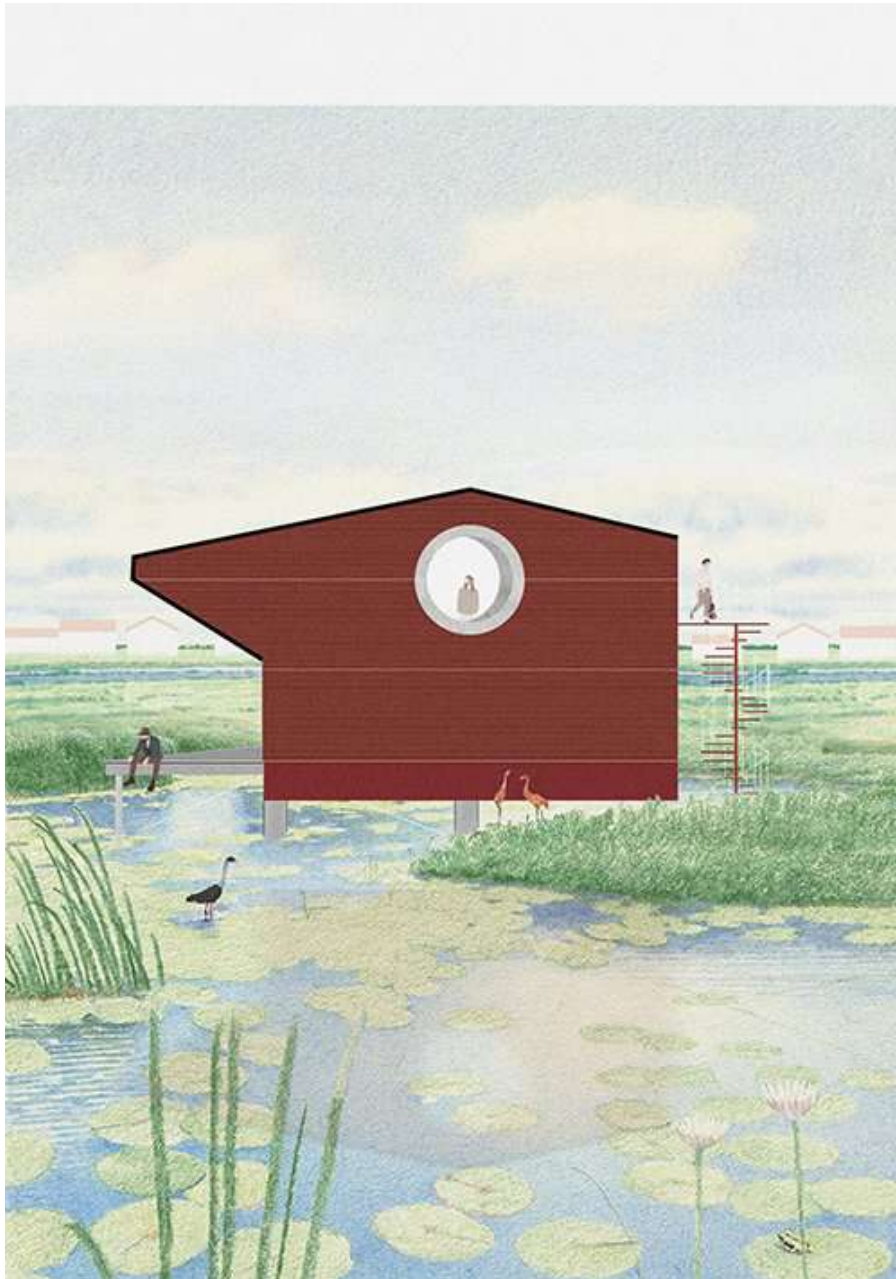
Les prix ont été remis aux étudiants lauréats à l'occasion d'un événement national à l'hôtel de Beauvau, le 11 avril par madame la ministre déléguée, en charge des Collectivités territoriales et de la Ruralité, Dominique Faure. Cette annonce a été l'occasion de valoriser les multiples voies de l'engagement des jeunes dans les territoires ruraux, des étudiants aux jeunes professionnels. Une exposition des travaux des lauréats a été produite spécifiquement pour l'événement et une table ronde avec des jeunes engagés dans les territoires ruraux a permis de présenter les parcours et les métiers d'un jeune maire, Benjamin Huin-Morales, maire de Zimmerbach ; d'une jeune architecte, Alexia Beaujeux, cofondatrice de la Traverse et PJU 2023 ; ainsi que d'Anton Paumelle, doctorant sur le vieillissement dans les campagnes à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). La journaliste Dorothée Barba, productrice des *Carnets de campagne* sur France Inter,

et marraine de cette édition, a décerné le prix d'honneur du palmarès, et enregistré une édition spéciale des Carnets de campagne autour des lauréats du palmarès, qui a été diffusée le 12 avril sur France Inter.

À la suite du succès de la première édition, une seconde session du palmarès *Palpité* a été lancée en septembre 2024 pour continuer de stimuler et d'enrichir le répertoire des projets étudiants sur et dans les ruralités. Clos en décembre et comptabilisant cent-vingt-trois dossiers de candidature, *Palpité* a de nouveau fait la preuve d'un fort écho au sein de la communauté étudiante.

Pour découvrir l'ensemble des projets

<https://palmares-palpité.wiin.io/fr/>



Collage autour du projet Les pieds dans l'eau, architecture palliative pour territoire menacé, lauréat du prix spécial Adaptation au changement climatique.
Crédit : Paul Blotin

Zoom sur

Les paysages de l'après ski, lauréat du Grand Prix *Palpite*

Grand Prix du palmarès *Palpite*, le projet Les paysages de l'après ski, proposé par Camille Oppé et Marie Dziechciarz de l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy se distingue par sa réflexion innovante sur l'avenir des stations de ski de moyenne montagne. Il a particulièrement retenu l'attention du comité d'experts mobilisés pour la sélection des lauréats. En prenant pour cas d'étude la station vosgienne Frère-Joseph à Ventron, ce projet propose une relecture audacieuse des territoires montagnards face aux défis climatiques et économiques. À travers une approche architecturale, paysagère et territoriale, il réinvente le lien entre tourisme, savoir-faire local et développement durable, ouvrant la voie à de nouveaux horizons pour les espaces alpins et vosgiens en transition.

Une station emblématique face à l'après ski

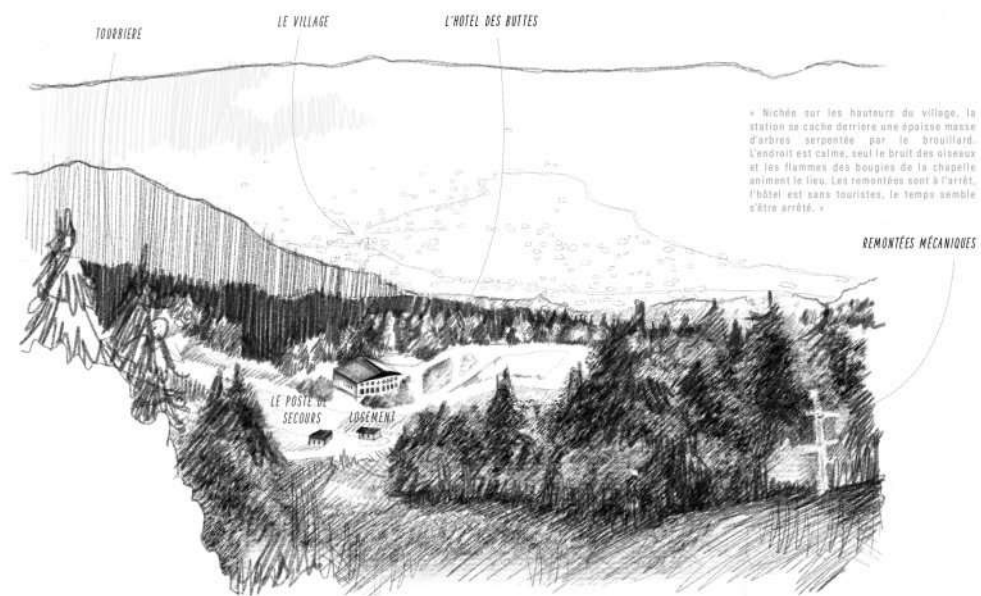
Dans les Vosges, la station de ski Frère-Joseph à Ventron, fermée depuis 2020 en raison du manque de neige croissant d'année en année, incarne les défis des territoires de montagne confrontés aux effets du changement climatique. Autrefois animée par le tourisme hivernal, cette station aujourd'hui silencieuse est devenue un symbole du déclin des stations vosgiennes, dont 41 % ont disparu depuis le début du siècle dernier. Cependant, ce constat alarmant ouvre également une voie à la réflexion : la fin du ski peut-elle être une opportunité pour réinventer ces territoires ?

Vers un écosystème interconnecté

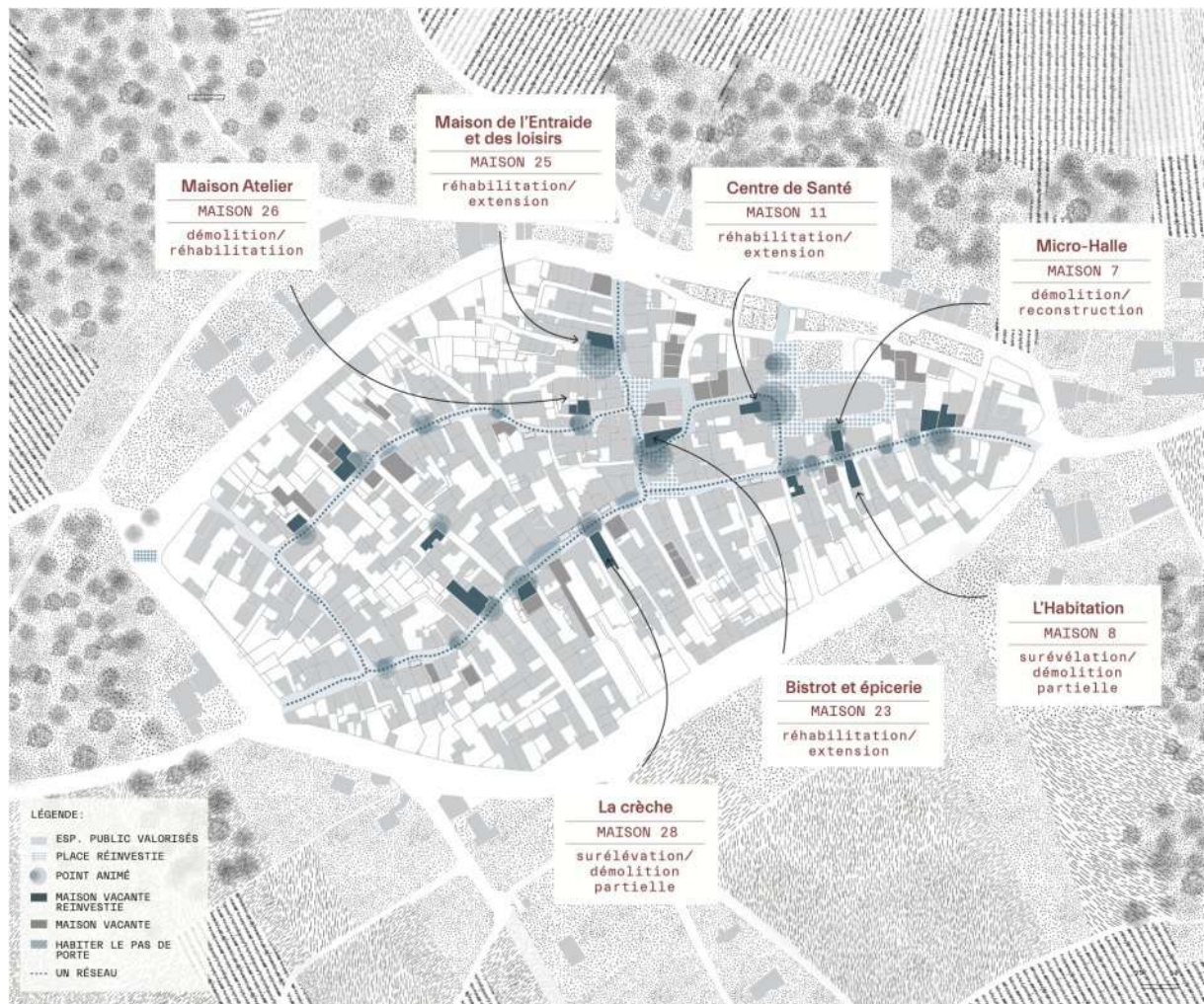
Au-delà de la station, ce projet inscrit Ventron dans un réseau plus vaste de territoires interconnectés. Il ne s'agit plus d'envisager ces lieux comme des cas isolés, mais comme les maillons d'un écosystème collaboratif. Ce regard collectif, nourri par des échanges avec paysagistes, agriculteurs, élus et experts en climatologie, invite à transformer les contraintes en opportunités. Ainsi, comme le souligne Pierre-Alexandre Métral : « La fermeture des stations, ce n'est pas un coup de massue mais un coup de fouet », encourageant ces territoires à se réinventer dans une dynamique durable et solidaire.

Repenser le tourisme au prisme des ressources locales

Plutôt que de percevoir la fermeture des stations comme une fatalité, ce projet de fin d'études explore la valorisation des spécificités territoriales pour construire une nouvelle économie. L'idée repose sur l'adaptation singulière de chaque station, ancrée dans les richesses locales, telles que le savoir-faire artisanal, la production agricole ou encore la préservation des paysages. À Ventron, cela se traduit par une reconversion de l'ancienne ferme-auberge en un espace dédié à la production fromagère et à la mise en valeur des savoir-faire régionaux, faisant du paysage l'élément central de ce renouveau.



Croquis au fusain du village de Ventron dans le massif des Vosges,
lauréat du Grand Prix *Palpité*.
Crédit : Camille Oppé et Marie D. Dziechciarz



Proposition de transformation des maisons vacantes en réseau de microéquipements à Irancy (prix du public).
Crédit : Elena Cadouin



Perspective sur le centre de soins proposé pour le village d'Irancy dans une ancienne maison vigneronne aujourd'hui à l'abandon.
Crédit : Elena Cadouin

Interview

Elena Cadouin, architecte diplômée d'État, cofondatrice d'In Sinu, lauréate du prix du public du palmarès *Palpite* 2024.



Les pierres d'Irancy, un réseau de maisons vacantes réinvesties

Quels enjeux soulève votre projet porté sur la commune d'Irancy ?

Le projet que je présente s'inscrit dans une commune labellisée Village d'avenir, située dans le département de l'Yonne, au nord de la Bourgogne. L'une des problématiques majeures rencontrées dans ce village est le fort taux de logements vacants. Il s'agit d'un village dont les maisons ont été conçues il y a plusieurs siècles, et dont le fonctionnement est fortement articulé avec la pratique du métier de vigneron. Celles-ci ne correspondent plus aux standards contemporains : absence de garage, manque d'extérieurs, mitoyenneté des habitations, faible luminosité. Aujourd'hui, une maison sur cinq dans le village est vacante.

Mais la vacance résidentielle n'est qu'une partie du problème. Elle s'accompagne souvent d'autres enjeux : un manque d'équipements, un espace public peu valorisé et un patrimoine en péril. Les maisons inoccupées se dégradent progressivement, menaçant l'identité et la richesse historique du village.

Quelles solutions avez-vous proposées pour revitaliser ce patrimoine rural ?

La solution envisagée repose sur la création d'un réseau d'équipements qui réinvestissent ces maisons vacantes afin de recréer une centralité dans le village. L'objectif est de redonner vie à ces habitations et de les transformer en espaces utiles et attractifs pour les habitants. En réalité, si l'on regarde un périmètre de cinq minutes en voiture autour du village, on trouve 10 000 habitants. Il s'agit donc de capitaliser sur cette proximité pour développer un réseau de microéquipe-

ments capable de relier les rues et ruelles du village, tout en répondant aux besoins quotidiens des habitants. Cette approche permet de répondre à plusieurs objectifs :

- revaloriser le patrimoine bâti et empêcher sa dégradation ;
- offrir des équipements et services adaptés aux besoins actuels ;
- renforcer l'attractivité et la dynamique sociale du village.

Pourquoi est-il essentiel de préserver ces maisons anciennes ?

La question de la vacance des logements touche tout particulièrement les milieux ruraux en France, où l'on compte aujourd'hui environ un million de logements vacants. Ces maisons, considérées comme un patrimoine ordinaire, possèdent en réalité des qualités remarquables. Elles ont été construites en harmonie avec leur environnement géographique et climatique, ce qui leur confère des propriétés bioclimatiques précieuses dans le contexte actuel de transition écologique.

En outre, ces bâtiments sont réalisés avec des matériaux nobles, issus de ressources locales comme la pierre ou le bois, et présentent une esthétique singulière. Les observer attentivement permet de redécouvrir leur ingéniosité et leur valeur architecturale. Conserver et valoriser ce patrimoine représente donc un enjeu fondamental pour maintenir l'âme des territoires ruraux et répondre aux défis d'un développement sobre et résilient.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

EPAU GROUPEMENT
D'INTÉRÊT PUBLIC
**L'Europe des Projets
Architecturaux et Urbains**



GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia

1, place Carpeaux

92055 La Défense cedex

epau.archi.fr

CONTACT

Florentin Cornée


Responsable du palmarès *Palpité*

florentin.cornee@developpement-durable.gouv.fr

Tél. +33 (0)6 31 84 49 45

popsu.archi.fr

palmares-palpité.wiin.io/fr

 Palmarès Palpité



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Un dispositif de prospective nationale

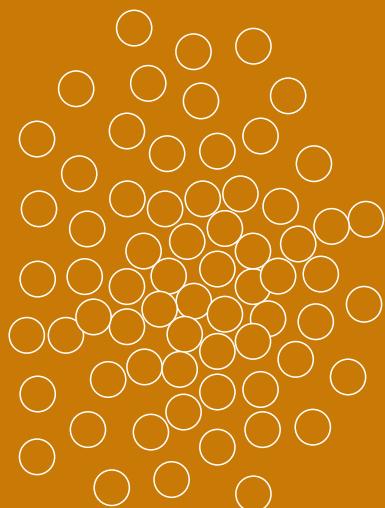
pour penser
les ruralités
de demain



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

L'année 2024 en chiffres

PROGRAMME DE PROSPECTIVE | CARAVANE DES RURALITÉS



190
intervenants
lors des ateliers,
visites et débats,
dont

.....
16
chercheurs



7
arrêts pléniers



20
départements
avec un arrêt de la *Caravane*
(arrêt plénier, interview dans le cadre d'une diagonale)

1 rapport de recherche
sur l'industrie en milieu rural

Le programme en quelques dates

mars →

Caravane des ruralités à Saint-Orens-de-Gameville

15 au 16 mars 2024

octobre ↓

Caravane des ruralités sur le territoire de Guingamp-Paimpol Agglomération, autour des enjeux de la résorption de la vacance des logements

Du 2 au 4 octobre 2024



Grand débat en présence de Dominique Faure, ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité.
Crédit : Arnaud Bouissou



En présence de Philippe Mazenc, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature et d'Yvon Le Bianic, maire de Runan.
Sujet : les enjeux de la résorption de la vacance des logements.
Crédit : Arnaud Bouissou



En présence de Célia de Lavergne, directrice de l'eau et la biodiversité, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, à la Tourbière de Baupré/Sèves.
Crédit : Arnaud Bouissou

décembre ↗

Caravane des ruralités et *Érable* au cœur du Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin

17 et 18 décembre 2024



Xavier Brunetière, préfet de la Manche, Célia de Lavergne, directrice de l'eau et de la biodiversité, et Jean-Baptiste Marie, directeur général du GIP Europe des projets architecturaux et urbains : signature du projet de territoire et du projet de recherche *Érable* Art/Sèves.
Crédit : Arnaud Bouissou

Analyse

Une année au cœur des ruralités

La *Caravane des ruralités* est un dispositif de valorisation, de recherche et de prospective, lancé en octobre 2023, qui vise à identifier, diffuser et apprendre des initiatives rurales. Elle a trois objectifs :

- identifier et valoriser les bonnes pratiques dans les ruralités en sillonnant les territoires pour donner une caisse de résonance locale et nationale à ces initiatives souvent réalisées à bas bruit ;
- faire dialoguer les territoires pour guider l'action publique : en analysant les retours d'expériences et les ingrédients de réussite pour en tirer des enseignements généraux ; en outillant les acteurs locaux pour qu'ils se saisissent localement de ce débat ;
- nourrir une réflexion nationale de prospective par le bas : en projetant les territoires dans leur avenir à horizon 2050 ; en capitalisant sur l'expérience locale pour ouvrir un débat prospectif national et nourrir les politiques publiques de demain.

À bord d'un véhicule électrique, une équipe pluridisciplinaire parcourt le territoire en s'arrêtant tous les deux mois dans une commune rurale. Chaque arrêt de trois jours offre un espace d'échange entre chercheurs, experts locaux et nationaux, et acteurs de terrain autour de grands enjeux de politiques publiques pour le futur des ruralités : gestion de l'eau, adaptation au vieillissement, réindustrialisation, mobilité, etc. Ces observations alimentent des rapports et événements annuels de prospective nationale, visant à croiser expériences locales et savoirs scientifiques pour inspirer l'action publique. La *Caravane* constitue ainsi un laboratoire itinérant, prenant le pouls des territoires et contribuant à l'élaboration de solutions adaptées aux réalités locales.

Valoriser la diversité des acteurs mobilisés

Chaque escale est organisée dans un territoire rural choisi pour son dynamisme ou selon l'acuité d'une problématique d'intérêt pour l'avenir des ruralités. Ces étapes réunissent une pluralité d'acteurs : élus locaux, services préfectoraux, représentants des ministères (Transition écologique, Cohésion des territoires, Culture, Industrie), associations d'élus (AMRF, AMF), citoyens, chercheurs, et partenaires institutionnels tels que la Banque des territoires, l'ANCT, le Cerema ou encore la Bibliothèque nationale de France. En 2024, 190 intervenants ont apporté leur expertise et leur vision dans le cadre des sept étapes déjà réalisées.

Une implication forte des services de l'État

Les préfets, sous-préfets délégués aux ruralités, et leurs équipes ont été présents à chaque étape. Leur implication, qui s'inscrit dans une logique de coconstruction avec les acteurs locaux, permet d'ajuster les thématiques et de valoriser les initiatives inspirantes des territoires.



Grand débat autour des enjeux du quotidien dans les territoires ruraux à Mazières-en-Gâtine lors de la *Caravane des ruralités*, du 15 au 17 avril. En présence de madame la ministre des Collectivités territoriales et de la Ruralité, Dominique Faure, et de nombreux acteurs locaux. Crédit : Arnaud Bouissou

Chaque immersion se conclut par l'organisation d'un grand débat, où les préfets prennent la parole pour présenter les démarches engagées par l'État et répondre aux attentes des acteurs locaux. Cette interaction directe entre les élus et les services de l'État favorise une compréhension mutuelle des enjeux et renforce les actions publiques adaptées aux besoins des territoires.

Des partenaires engagés et présents

Au-delà des acteurs locaux, les partenaires nationaux jouent un rôle clé lors des différents arrêts. Ainsi, en 2024 par exemple, la Banque des territoires est intervenue régulièrement pour partager des solutions en matière de gestion de l'eau, de transition écologique ou encore de revitalisation de l'habitat. L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), quant à elle, s'est mobilisée à l'occasion du passage de la *Caravane des ruralités* dans des communes labélisées Petites Villes de demain ou Villages d'avenir. Ces échanges ont permis d'enrichir les politiques publiques grâce au retour d'expérience des acteurs de terrain.

La Bibliothèque nationale de France (BNF) contribue également à la dynamique du programme en construisant avec le GIP Europe des projets architectu-

raux et urbains, à partir de sa grande commande photographique, des expositions itinérantes, valorisant ainsi la richesse culturelle et paysagère des ruralités dans leur diversité.

En 2024, la *Caravane des ruralités* a aussi été présentée lors d'événements majeurs comme le Congrès des maires ruraux ou celui des Parcs naturels régionaux, renforçant ainsi sa vocation de caisse de résonance nationale.

Nourrir une réflexion prospective et partagée

L'objectif de la *Caravane* est aussi de répondre aux attentes des ministères et de leur direction générale – en particulier de la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) à travers sa sous-direction Territoires & Usagers (TU), en proposant une approche par le bas : partir des territoires pour nourrir les politiques publiques nationales. Les thématiques abordées – logement, transition écologique, industrie, emploi, santé, mobilité – sont choisies en lien avec les besoins locaux, mais résonnent à une échelle nationale.



Arrivée de la Caravane à Carentan-les-Marais. Crédit : Arnaud Bouissou

Ces rencontres, en immersion, permettent d'explorer les freins, mais aussi les leviers d'action pour construire des réponses adaptées aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Ces échanges croisent également savoirs locaux et scientifiques : la *Caravane* mobilise des chercheurs pour offrir une lecture objective et comparative des territoires. Par exemple :

- dans les Deux-Sèvres, des chercheurs ont analysé les enjeux de l'emploi dans un territoire où le taux de chômage est très faible ;
- dans les Hautes-Alpes et en Normandie, des projections sur le réchauffement climatique en montagne et sur le littoral ont ouvert des réflexions sur les adaptations à venir.

Ces apports scientifiques permettent d'alimenter des débats prospectifs, où élus, citoyens et experts réfléchissent collectivement à l'avenir de leur territoire.

Des débats ouverts pour améliorer l'action publique

La *Caravane* se veut un espace d'échange neutre et facilitateur. Les visites, arpentages et ateliers offrent aux participants – élus, citoyens, industriels, agriculteurs – un cadre d'expression et de débat à la fois libre et ancré dans les réalités spécifiques à chaque territoire. Les freins rencontrés sont partagés, qu'ils relèvent d'un manque d'adaptation des politiques publiques ou de blocages locaux.

Mettre en lumière les réussites locales

La *Caravane* est également un outil de valorisation des réussites locales :

- en Haute-Loire et Hautes-Alpes, des élus ont su mobiliser leurs réseaux pour attirer des médecins dans leur territoire ;
- à Puy-Saint-André, une commune montagnarde a atteint l'autonomie énergétique ;
- dans les Vosges, la filière textile a su résister aux crises grâce, notamment, à une meilleure coordination entre industriels et élus locaux.

Chaque arrêt donne lieu à des productions concrètes : un film de huit minutes, un carnet de bord, une campagne photographique et des outils interactifs de prospective. Ces supports diffusent les enseignements recueillis et ouvrent le débat à un public plus large.

Découvrir de nouveaux horizons en 2025

En 2025, la *Caravane des ruralités* prévoit un programme riche et structuré avec six à sept arrêts pléniers et une à deux diagonales thématiques, articulé autour de nouvelles priorités et de la poursuite des travaux engagés en 2024.

Le cycle sur l'industrie rurale, commencé en 2024, s'achèvera par un arrêt d'approfondissement à Magny-Cours, dans la Nièvre, en février 2025. Ce dernier arrêt permettra de finaliser et enrichir le rapport *L'industrie rurale* face à la pénurie des ressources, rédigé par Magali Talandier et Manon Loisel à partir des observations recueillies dans le Bressuirais (formation et compétences), les Vosges (résilience industrielle) et la Drôme (gestion des ressources).

En 2025, trois thématiques seront approfondies dans le cadre des arrêts pléniers :

- **transition écologique** : après les travaux engagés en 2024 sur la montagne et les territoires littoraux, la *Caravane* explorera les aménités rurales, en se concentrant sur leur identification, leur préservation

et leur valorisation. Ce cycle abordera également la transition énergétique, l'agriculture durable et les dispositifs de paiement pour services environnementaux (PSE) ;

- **logement et revitalisation des bourgs ruraux** : poursuivant les travaux amorcés lors de l'immersion bretonne d'octobre 2024, la *Caravane* se rendra dans plusieurs nouveaux territoires pour analyser les solutions permettant de lutter contre la vacance de logements et de dynamiser les centres-bourgs. Ces recherches seront coordonnées par Solène Gaudin, chercheuse à l'université de Rennes 2, et donneront lieu à un rapport dédié ;
- **mobilité et itinérance en ruralité** : un nouveau cycle sera lancé pour explorer les enjeux d'accessibilité et de connectivité dans les territoires ruraux, en examinant les initiatives et solutions émergentes pour améliorer la mobilité.

Par ailleurs, la *Caravane* poursuivra la recherche engagée dans le cadre d'une diagonale dédiée aux jeunes maires ruraux, avec un focus particulier sur les femmes élues. Ces travaux mettront en lumière leurs parcours, leurs initiatives et les défis auxquels ils font face, et donneront lieu à des portraits et des analyses destinés aux associations d'élus et aux institutions nationales.

Ces travaux, définis avec le comité des partenaires de la *Caravane*, seront largement diffusés *via* le nouveau site internet, permettant de valoriser les initiatives locales et d'inspirer les politiques publiques à l'échelle nationale.



Carte sensible de Laveyron Rives-du-Rhône.
Crédit : Clément Clausse

Zoom sur

Le Briançonnais, territoire pionnier en matière de transition écologique

En septembre dernier, la Caravane des ruralités a fait escale dans le Briançonnais pour inaugurer, en présence de la Banque des territoires et du Cerema, un cycle de réflexion sur la transition écologique, de sa mise en récit à sa mise en œuvre concrète, dans un territoire de montagne directement touché par les effets du changement climatique et mobilisé de longue date sur cette question.

Avec 33 500 habitants répartis sur 2 130 km², le PETR du Grand Briançonnais apparaît comme un territoire très peu dense, avec seulement 15,7 habitants au km² contre 106,2 à l'échelle nationale. Cette faible densité s'explique en grande partie par les caractéristiques géographiques du territoire, dont l'altitude moyenne dépasse les 1 800 mètres, en faisant l'un des plus hauts d'Europe.

Situé entre le Parc national des Écrins et le Parc naturel régional du Queyras, le Grand Briançonnais abrite une biodiversité exceptionnelle, mais particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. « Quand la température grimpe de 1 degré à l'échelle de la planète, chez nous, c'est + 2 degrés », a rappelé Pierre Leroy, président du PETR du Briançonnais.

Conscients de l'urgence, les élus locaux ont amorcé depuis plus d'une décennie une réflexion pour organiser au mieux ce passage délicat. Ils mènent des actions volontaristes et innovantes pour transformer le territoire tout en préservant ses ressources.

Cet arrêt fut ainsi l'occasion de revenir sur plusieurs initiatives emblématiques, telles que la création de la SEVE (soleil, eau, vent, énergie) – première société d'économie mixte locale dédiée à la production d'énergies renouvelables, associant collectivités, citoyens et entreprises – la réhabilitation de nombreux bâtiments publics, la réduction de la consommation d'eau potable, le soutien à l'installation de maraîchers en altitude, ou encore la structuration de la filière bois.

Pour mener à bien ces projets, les acteurs locaux ont souligné trois enjeux essentiels :

- trouver les bonnes articulations entre les différentes échelles d'intervention ;
- mettre en récit la transition écologique ;
- impliquer activement les citoyens.

Un travail de fond a ainsi été mené sur la participation citoyenne et la mise en récit de la transition écologique, afin de la rendre désirable et partagée par tous. Toutefois, ont-ils rappelé, ces dynamiques nécessitent des moyens humains et financiers qui font parfois défaut aux territoires ruraux. Dans ce contexte, la recherche de financements extérieurs représente un enjeu crucial, exigeant une vigilance particulière pour éviter une mise en concurrence des territoires et pour préserver la dynamique des porteurs de projet.

PETR Briançonnais.
Crédit : Max Felix



Pierre Leroy, président du PETR Briançonnais-Écrins-
Guillestrois-Queyras.
Crédit : Max Felix



Zoom sur

Le nord de la Drôme, un exemple de ruralité productive

En mars dernier, la Caravane des ruralités a débuté son cycle consacré à l'industrie sur le territoire de Laveyron (1 200 habitants) et, plus largement, sur celui du SCoT des Rives-du-Rhône (280 000 habitants), dans la Drôme. Ce territoire rural et industriel, marqué par une grande diversité d'activités, se trouve confronté à deux enjeux majeurs : l'accès à l'eau et au foncier.

Le nord de la Drôme offre en effet un exemple intéressant de ruralité productive et des enjeux que cela soulève à l'heure de la transition écologique. La part des emplois industriels y atteint 27,1 % à l'échelle de Porte de DrômArdèche, bien au-dessus de la moyenne nationale (11,8 %). À Laveyron, ce chiffre dépasse même 50 %.

Profitant de la dynamique de la vallée du Rhône et de sa proximité avec Lyon, Grenoble et Valence, le territoire accueille des sites industriels variés, répartis jusque dans ses zones rurales : Saica Paper (papeterie) et Novoceram (carrelage) à Laveyron, Revol (porcelaine) à Saint-Uze, Alphaform (emballages alimentaires) à Beausemblant, et Delay (marquetterie de luxe) à Sarras.

Le dynamisme de la région masque cependant l'émergence d'enjeux cruciaux. Au moment où le changement climatique produit des effets de plus en plus concrets, et alors que le territoire continue d'attirer des activités et des habitants, les acteurs locaux doivent trouver un chemin pour concilier croissance économique et sobriété.

Face à ces enjeux, des initiatives émergent localement. Ainsi, Saica Paper investit 117 millions d'euros pour réduire ses émissions de CO₂ de 75 %. Revol optimise sa gestion de l'eau et accroît l'utilisation de matériaux recyclés. Novoceram modernise ses infrastructures pour diminuer sa consommation d'eau et d'énergie. Parallèlement, les collectivités agissent sur le foncier : 77 hectares ont été renaturés ou remis à l'agriculture, et plusieurs friches requalifiées. L'extension du parc Axe 7 vise à conjuguer performance économique et respect de l'environnement. Le dispositif Objectif emploi, porté par France Travail, accompagne les industriels dans leurs besoins en recrutement.

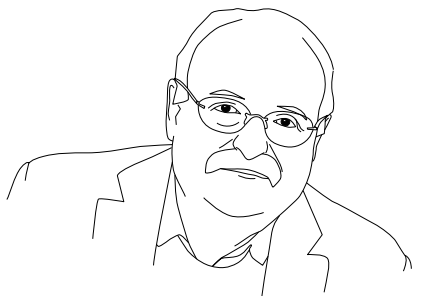
Dans cette situation, la formalisation d'espaces de dialogue en continu avec les acteurs locaux semble essentielle pour une gestion plus concertée des ressources. « Il ne faut pas laisser la population et les industriels en dehors de nos discussions. Quand ils sont impliqués, le ressenti n'est plus du tout le même », témoigne à ce titre la maire de Laveyron, Sylvie Perrot.



Visite à l'entreprise Saica Paper, à Laveyron.
Crédit : Ophélie Loubat

Interview

Michel Fournier est président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF) depuis 2020 et maire des Voivres, commune de 290 habitants dans les Vosges, depuis 1989.



« La force de nos territoires ruraux, c'est de trouver des solutions. »

Vous qui êtes originaire des Vosges, où vous êtes élu maire depuis 35 ans, comment décririez-vous le territoire ?

Les Vosges se décomposent en trois zones : la plaine, la montagne et la Vôge où l'on trouve Les Voivres, la commune dont je suis le maire depuis 1989 et où je suis élu depuis 1983. C'est une région boisée, agricole, parsemée d'étangs.

En tant qu'élu rural, quels sont les principaux enjeux que vous avez rencontrés ?

En tant que maire rural, j'ai dû relever des défis majeurs, comme la fermeture programmée de l'école. Pour attirer des familles, nous avons racheté et réhabilité des fermes, fait venir des familles, en créant un chantier d'insertion... Cela a permis d'augmenter la population, d'attirer des entreprises, de réaliser des projets. Aujourd'hui, Les Voivres bénéficie d'une ferme pédagogique, d'un hôtel rural, et d'une économie diversifiée, démontrant que les initiatives locales peuvent revitaliser un village rural.

Sur quels leviers peuvent s'appuyer les ruralités vosgiennes pour préparer l'avenir ?

L'avenir repose sur les savoir-faire locaux et le développement de niches répondant à des besoins spécifiques, dans les industries ou PME par exemple. Le tourisme est aussi un axe prometteur, grâce à l'authenticité des territoires comme la Vôge et les villes thermales. Il faut miser sur une image positive et des infrastructures d'accueil adaptées. La force de nos territoires ruraux, c'est trouver des solutions. C'est aussi l'espace !

C'est l'un de vos combats à l'échelle nationale... Comment mieux valoriser les aménités rurales telles que l'eau, la forêt, la biodiversité ?

Par la reconnaissance ! Ces espaces fournissent des biens essentiels comme l'eau, la forêt et l'alimentation.

Préserver ces ressources ne signifie pas revenir en arrière, mais agir avec bon sens. Cela nécessite des politiques qui valorisent ces richesses tout en enseignant aux élus l'importance d'adopter des solutions adaptées et innovantes, plutôt que de copier les modèles urbains. Et si l'on consommait autrement, utilement, essentiellement !

Vous avez contribué au lancement du Lab Rur'agilité dans les Vosges. Quelles sont ses ambitions, et en quoi cette initiative peut-elle essaimer ?

En tant qu'élu local, j'ai souvent rencontré des freins, des impossibilités, qui ont contraint mon action. C'est ce que vivent quotidiennement de nombreux élus ruraux alors que je suis persuadé qu'on a des choses à imaginer localement. Le Lab cherche à montrer qu'il est possible de contourner les blocages administratifs pour proposer des solutions adaptées. Cette initiative inspire d'autres territoires, et j'aimerais qu'on parvienne, à terme, à structurer un réseau national sur ce modèle.

Les ruralités n'ont pas toujours bonne presse. Mettre en valeur les réussites rurales comme le fait la Caravane des ruralités, dont l'AMRF est partenaire, peut-il aider à changer l'image de ces territoires ?

Absolument. La *Caravane des ruralités* est une formidable opportunité de valoriser les initiatives et les savoir-faire locaux. Elle montre que des solutions existent et permet de documenter les obstacles pour mieux les surmonter. Elle pourrait également devenir une banque de ressources, offrant aux porteurs de projet un accès à des exemples inspirants. L'objectif n'est pas de copier, mais de s'inspirer pour adapter ces idées à chaque contexte.

GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia
1, place Carpeaux
92055 La Défense cedex
epau.archi.fr

CONTACT




Cécile Gallien

Directrice du programme *Caravane des ruralités*
cecile.gallien@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)1 40 81 35 86

Achille Warnant

Conseiller scientifique
achille.warnat@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)7 69 20 04 71

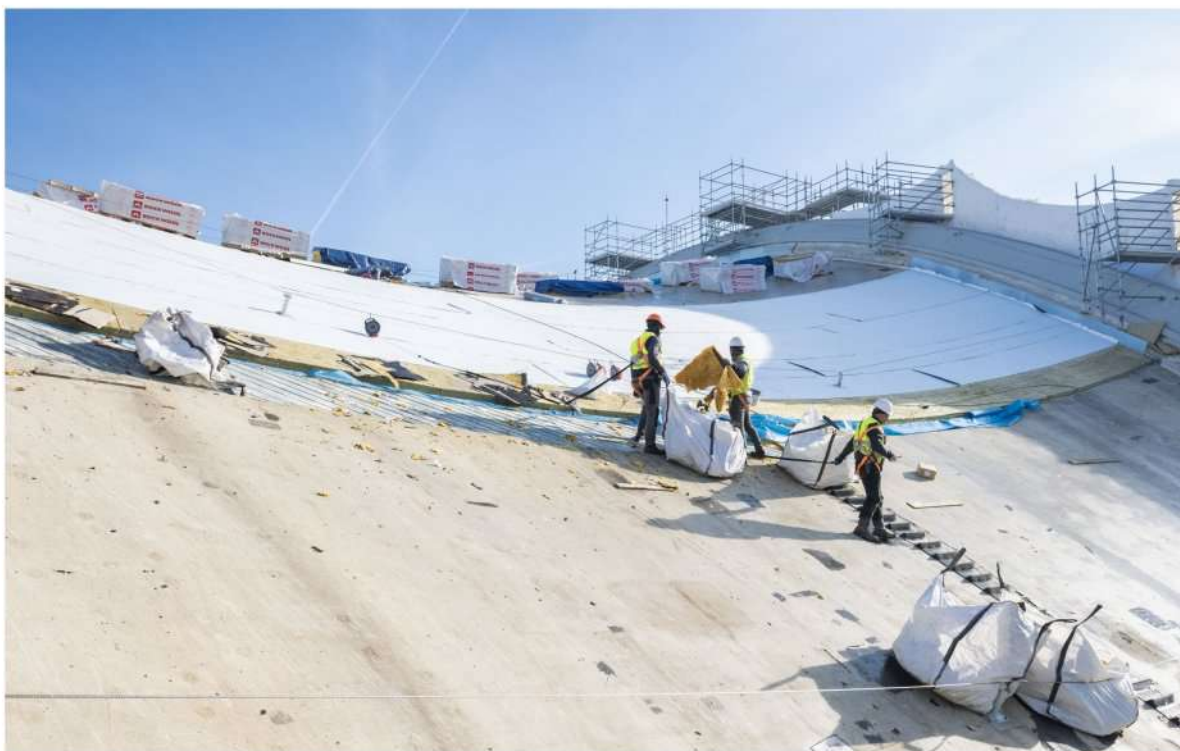
caravanedesruralites.fr

-  Caravane des ruralités
-  caravane_des_ruralités
-  Caravane des ruralités

La recherche embarquée au cœur de la livraison

des ouvrages olympiques

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



L'année 2024 en chiffres



10

**collectivités associées
aux entretiens**
dont 7 hors Île-de-France

5

**chercheurs au sein de l'équipe
scientifique du programme *Coubertin*
en 2024**

2

ouvrages
dont 1 en 2024, publiés dans la collection
Coubertin, aux éditions Archibooks
3 ouvrages à venir



Travaux de la grande nef de l'île des Vannes. Crédit : Solideo, Sennse

Photo de couverture : Travaux de la grande nef de l'île des Vannes. Crédit : Solideo, Sennse

Analyse

2024 : le pas de côté de la recherche pour documenter le jeu d'acteurs et préparer la phase héritage

Le programme de recherche-action *Coubertin* prend la forme d'une recherche embarquée sur six ans au sein de l'établissement public en charge de la livraison des ouvrages olympiques (Solideo¹). Il poursuit trois objectifs : premièrement, construire le récit historique de la conception des ouvrages et opérations d'aménagement des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, depuis le point de vue de l'aménageur ; deuxièmement, révéler la manière dont la Solideo porte l'innovation dans ses différentes dimensions au sein de la production architecturale et urbaine ; troisièmement enfin, contribuer à la capitalisation de l'héritage des Jeux olympiques et paralympiques et l'évaluation de la capacité de la Solideo à atteindre ses objectifs de durabilité, d'accessibilité universelle et d'insertion par l'emploi et à transformer les pratiques d'aménagement en France.

Du méga événement mondial au méga projet urbain ? Les conditions de la réussite

L'année 2024 a constitué l'aboutissement d'un travail d'au moins dix ans, de la préparation du dossier de candidature de la ville de Paris pour l'organisation des Jeux olympiques finalement accepté par le Comité international olympique (CIO) le 14 septembre 2017, à Lima, jusqu'à l'affluence de 10 500 athlètes sur le territoire français pour les compétitions des Jeux olympiques et paralympiques. Fin 2024, à l'heure des bilans, le succès de l'événement sportif est indéniable : record de vente de billets, avec 12,1 millions de tickets vendus, une cérémonie d'ouverture qui aura marqué

l'histoire et une audience mondiale sans précédent avec 84 % de l'audience mondiale potentielle qui aura suivi l'organisation des Jeux, soit environ 5 milliards de personnes d'après une étude indépendante menée par le CIO.

Le succès événementiel a donc été au rendez-vous ; il a toutefois été rendu possible par la livraison en temps et en heure des infrastructures et des ouvrages olympiques par l'établissement public créé *ad hoc* en 2017 pour financer, superviser et aménager les lieux qui auront accueilli les compétitions et qui s'implanteront durablement dans le tissu urbain pour l'héritage des Jeux.

Le programme *Coubertin* s'inscrit dans ce temps long pour mieux comprendre les conditions de cette réussite et analyser leur impact sur la fabrique urbaine *a minima* francilienne mais plus largement française.

¹ Société de livraison des ouvrages olympiques.

Durant l'année 2024, c'est *in fine* la question de la recherche embarquée qui s'est posée avec encore plus d'acuité : au-delà du succès événementiel, quelles ont été les conditions objectives de la réussite de la livraison des infrastructures et ouvrages olympiques ? Comment le jalon ferme du méga événement a-t-il pu transformer les pratiques d'aménagement ? Ces transformations sont-elles durables ?

C'est donc un pas de côté que propose l'équipe emmenée par Alain Bourdin, responsable scientifique, professeur émérite des universités, université Paris-Est Marne-la-Vallée, Hélène Dang-Vu (maître de conférences à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée), Joël Idt (maître de conférences à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée) et Jules Mathieu-Meunier (docteur) ; il apparaît d'autant plus nécessaire en 2024, année où la société de projet est passée du mode livraison au mode héritage.

L'équipe scientifique a ainsi contribué à analyser ce passage de relai, en continuant à mener une campagne d'entretiens tout au long de l'année, et des entretiens croisés entre Nicolas Ferrand, directeur général de la Solideo jusqu'au 16 septembre 2024 et Yann Krysinski, ancien directeur des opérations et préfigurateur de la phase héritage depuis février 2024, nommé directeur général exécutif de la Solideo, le 29 août 2024.

La continuité des campagnes d'entretiens a permis d'amasser un matériau utile pour analyser les jeux d'acteurs et la position stratégique occupée par la Solideo entre 2017 et 2024. Un second opus de la collection *Coubertin* aux éditions Archibooks a été publié en juillet : il permet d'offrir, en contrepoint à l'événement en train de se tenir, une cartographie des acteurs dans le système institutionnel (État, collectivités territoriales, entreprises...) et leur position à la plus ou moins grande proximité avec la ressource centrale, représentée par la réussite des Jeux. Cet ouvrage montre combien la participation à l'organisation des Jeux constitue une expérience à part, faite d'épisodes exaltants mais aussi de pression médiatique, d'absence de vision d'ensemble du système auquel on appartient, d'obligation de composer avec des injonctions contradictoires ou encore d'incertitudes sur son avenir professionnel. Enfin, c'est aussi la régulation du dispositif de production des ouvrages olympiques par la Solideo qui est analysée, qui passe par des outils juridiques ou techniques (permis à double état, workshops), dispositifs de régulation *ad hoc* (supervision, comitologie), corps d'inspection (inspections générales, Cour des comptes), instances de conseil interne (comité d'éthique et comité d'audit) et régulation par les opposants.

L'année 2024 est aussi l'année de rédaction du 3^e ouvrage, qui sera publié en 2025. Celui-ci sera centré

cette fois sur sur le projet urbain sous-tendu par la construction des équipements et ouvrages olympiques, en analysant notamment combien celui-ci s'inscrit dans la mutation d'échelle du Grand Paris et du renouvellement du nord parisien, en retraçant les principales étapes de ce projet urbain – des années soixante-dix à la préparation des Jeux – en passant par l'aménagement de la Plaine de France et la construction du Stade de France pour la Coupe du monde 1998. Il propose également d'évaluer le projet des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 par rapport aux notions de méga projet ou méta projet (Bent Flyvbjerg, Dan Gardner, *How big things get done*, 2023) avec, en trame de fond, la conduite de projets urbains guidés par l'impératif de l'adaptation au réchauffement climatique.

2025 : contribuer à l'héritage

L'année 2025 sera une année capitale pour le passage vers la phase héritage, auquel le programme *Coubertin* contribue à sa juste mesure. La Solideo développe en effet un ambitieux programme de capitalisation de toutes les innovations, techniques, juridiques, organisationnelles, développées dans la production des Jeux olympiques, que le programme *Coubertin* pourra accompagner.

Le recentrement de la recherche sur l'héritage permettra ainsi de se poser plusieurs questions autour de cette notion : comment la cartographie des acteurs est-elle redéfinie post-Jeux, sans oublier les habitants qui habiteront les quartiers construits pour accueillir l'événement ? Comment se définit l'héritage immatériel convoqué par de nombreux acteurs, dans les domaines de l'action publique municipale, du monde professionnel de l'urbanisme et de l'aménagement, des entreprises du bâtiment ou du sport ? Enfin, quel héritage des Jeux pour la transformation des territoires les ayant accueillis, et en particulier en Seine-Saint-Denis ?

L'année 2024 a donc constitué une année intense entre deux phases du projet à la fois urbain mais aussi de la recherche *Coubertin*, ouvrant de nouvelles perspectives passionnantes pour continuer à faire vivre les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 durablement, pour l'urbanisme français et les populations locales.



Secteur Universeine, village olympique.
Crédit : Solideo, vue Drone press



La colline d'Élancourt.
Crédit : Solideo, vue Drone press

Zoom sur

Faire jeux dans les territoires : de Bellefosse à Tahiti, la territorialisation des Jeux olympiques de Paris 2024

Fidèle à son ambition de prise de recul et d'analyse permise par la recherche, le programme *Coubertin* a élargi en 2024 son socle d'études en décentrant la focale du seul contexte francilien, pour se pencher sur la territorialisation des Jeux olympiques et paralympiques hors de la capitale. Stéphanie Leheis, urbaniste-géographe, a ainsi rejoint l'équipe scientifique d'Alain Bourdin pour mener une mission flash qui fera l'objet d'un rendu en 2025 et d'un chapitre au sein du troisième opus de la collection *Coubertin*, dont un résumé est donné ci-après.

Les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 ont témoigné d'une volonté forte de la part des organisateurs d'essaimer la dynamique portée par cet événement sportif d'envergure mondiale sur un territoire bien plus large que celui de la seule ville organisatrice. *Passer le relais aux territoires*, le slogan retenu par le comité d'organisation des Jeux de Paris 2024 en dit long sur cette volonté. Elle a été mise en avant dès l'attribution même des J.O., dans la candidature de Paris, autour de l'idée d'intégrer les acteurs locaux qui font le sport au quotidien dans la dynamique des Jeux, et de permettre ainsi un héritage durable en renforçant la place du sport dans la société sur l'ensemble du territoire national. La création du label Terre de Jeux 2024, en juin 2019, a constitué un acte fondateur dans la mise en œuvre de cette dynamique d'irrigation des J.O. sur le territoire. Ce label réunit aujourd'hui plus de 4 500 collectivités de toutes les tailles, dont Bellefosse, 149 habitants, village du Bas-Rhin qui a été le tout premier labellisé. Au-delà de l'effet d'annonce, nous nous sommes interrogés dans cette étude sur ce qui s'apparente à un processus de territorialisation à l'œuvre pour faire vivre l'esprit olympique et permettre un ruissellement des retombées sur l'ensemble du territoire national.

Portraits de territoires engagés dans la quête de la flamme

Pour ce faire, nous avons analysé tout d'abord les territoires des Jeux pour en dresser un portrait. Dans la

mobilisation des territoires, nous observons des degrés variés de participation selon que les systèmes d'acteurs en présence se positionnent dans la course aux retombées, et selon les stratégies qu'ils déploient pour accueillir compétitions, athlètes, supporters ou touristes. De Tahiti (à 15 700 km de Paris), site de compétition des épreuves de surf, à Marseille qui a accueilli la flamme olympique en grande pompe puis les épreuves de voile, en passant par les multiples communes, abritant un centre de préparation aux Jeux (1 029 CPJ répertoriés dans 98 des 101 départements français) ou une fan-zone, les territoires des Jeux ont été fortement mobilisés et de manière inédite à cette échelle. Et les stratégies mises en œuvre dans ces territoires sont entrées en parfaite résonance avec l'ambition de Paris 2024 d'ouvrir grand les Jeux. Le Relai de la flamme à lui seul a parfaitement illustré cette ambition, en embarquant les territoires ultramarins notamment.

Les quatre leviers de la territorialisation des Jeux

Nous avons ensuite identifié quatre leviers par lesquels les territoires ont été mobilisés. L'événementiel a joué une place primordiale, allant de l'organisation d'épreuves aux festivités liées aux Jeux. Tout un arsenal de célébrations (la journée olympique, la tournée des drapeaux, la semaine olympique, etc.) a été déployé ainsi pour faire vivre l'événement dans la durée, quasiment dès l'annonce de l'obtention des Jeux, et dans l'espace, sur l'ensemble du territoire national.



Ici commence les Jeux, affiche promotionnelle Paris 2024 et Chateauroux Métropole.

Crédit : Paris 2024, Chateauroux Métropole

L'enseignement a constitué un deuxième levier particulièrement développé dans ces Jeux dont l'un des objectifs majeurs était de toucher les jeunes. Des écoles aux universités, là encore, un arsenal de dispositifs a été déployé, visant à renforcer la culture et la pratique du sport, et répondant en parallèle à un enjeu fort de santé publique.

Les aménagements urbains ont constitué un troisième levier, qui s'est traduit par un déploiement du design actif. À l'image du Covid qui, en réduisant drastiquement les circulations pendant les confinements, avait offert des opportunités nouvelles pour repenser le partage de la voirie ou les espaces publics, les J.O. ont joué ce même rôle d'effet d'aubaine ou d'effet d'accélérateur pour des projets incitant aux mobilités actives et plus largement à la pratique du sport dans l'espace public.

Un quatrième levier a permis également de mobiliser les territoires, le levier économique, notamment par le biais des marchés publics des J.O.

Une territorialisation réussie ?

Enfin, nous nous sommes intéressés dans cette étude aux conditions du succès de cette territorialisation des Jeux. Elles tiennent à la diffusion d'une part d'outils simples et opérants, assez pratiques à mettre en œuvre comme la labellisation, mais aussi d'outils déjà existants, qu'il s'agisse d'appels à projets ou d'autres dispositifs, adaptés à la sauce sportive. Elles tiennent, d'autre part, au processus concomitant de territorialisation de la politique du sport, qui a permis aux acteurs locaux, déjà principaux propriétaires du parc des équipements sportifs et financeurs de la pratique du sport (via les subventions aux clubs), de devenir porteurs de projets.

GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia
1, place Carpeaux
92055 La Défense cedex
epau.archi.fr

CONTACT

Sacha Dalis

Secrétaire général
sacha.dalis@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)6 47 88 40 21

Florentin Cornée

Chargé de mission
florentin.cornee@developpement-durable.gouv.fr
Tél. +33 (0)6 31 84 49 45



20

24

Photo de couverture : E., criée de Quiberon.
Crédit : Juliette Pavy

Les territoires dans l'objectif

Dans la perspective de documenter la France « en train de se faire », de nombreuses démarches de soutien à la création photographique et de déploiement de travaux documentaires ont été déployées par l'État, à travers les travaux pionniers du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, mais aussi, depuis, les travaux de la Datar, des Observatoires photographiques des paysages, ou encore plus récemment de la Radioscopie de la France, qui visait un portrait multifacette d'un pays en phase avec la crise sanitaire. Dans l'esprit de ces travaux, le GIP Europe des projets architecturaux et urbains conduit, depuis 2022, une mission documentaire nationale sur les territoires. Ainsi, il s'engage à constituer un fonds inédit de travaux scientifiques, de publications, de reportages photographiques et vidéographiques sur la manière dont les territoires s'investissent dans les transitions.

Lancée en lien étroit avec les plateformes de recherche-action déployées dans le cadre du programme *POPSU Territoires*, la mission photographique se construit aujourd'hui de manière transversale aux programmes du GIP Europe des projets architecturaux et urbains, autour de trois axes :

- **documenter** les paysages, les formes urbaines et les activités socioéconomiques des territoires, particulièrement des petites villes et des ruralités en écho aux programmes d'action publique nationale (Petites Villes de demain, Action cœur de ville, Villages d'avenir notamment) ;
- **diffuser** les travaux photographiques déployés sur les territoires à travers de nombreux moyens de communication (expositions, outils numériques, éditions, etc.) ;
- contribuer à **renouveler l'image des territoires de marge, des ruralités jusqu'aux espaces en quartiers prioritaires de la politique de la ville** en contribuant à la valorisation de la production photographique.

Chaque travail photographique sera le fruit d'une collaboration entre un photographe, un ou plusieurs chercheurs (échanges, rencontres, partage des regards) autour d'un sujet d'action publique dans les territoires ruraux et les petites villes, et bénéficiera de l'immersion de l'équipe de recherche sur le territoire au plus près de leurs élus et de leurs acteurs pour faciliter l'entrée dans le terrain.

Cette mission est le fruit d'un partenariat entre le GIP Europe des projets architecturaux et urbains et la direction de la communication des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique, la Bibliothèque nationale de France, l'Agence nationale de la cohésion des territoires, le ministère de la Culture, la fédération nationale des CAUE, et associe les associations d'élus (APVF, Intercommunalités de

France, AMRE, AMF, notamment) et le CNFPT.

Douze reportages photographiques ont été réalisés en 2024

Dans le cadre du programme *POPSU Territoires* :

- **Le Teil (Ardèche),**
reconstruire la petite ville avec les jeunes,
par Manuel Bouquet ;
- **Arvieu (Aveyron),**
accueillir l'innovation,
par Claire Jachymiak ;
- **Caumont-sur-Aure (Calvados),**
la petite ville inclusive,
par Cédric Calandraud ;
- **Les Eaux-Bonnes (Pyrénées-Atlantiques),**
patrimoine et station thermale,
par Cyrus Cornut ;
- **Quiberon (Morbihan),**
le logement sous tension,
par Juliette Pavy ;
- **Tournus (Saône-et-Loire),**
démocratie alimentaire,
par Jef Bonifacino ;
- **Volonne (Alpes-de-Haute-Provence),**
le village participatif,
par Paul Lemaire.

Dans le cadre de la *Caravane des ruralités* :

- Laveyron (Drôme),
pour une réindustrialisation durable,
par Ophélie Loubat ;
- Rupt-sur-Moselle et Mirecourt (Vosges),
pour une réindustrialisation durable,
par Ophélie Loubat ;
- Saint-Orens-de-Gameville (Haute-Garonne),
la transition écologique sous le prisme des aménités rurales,
par Cédric Calandraud ;
- PETR Briançonnais (Hautes-Alpes),
la transition écologique sous le prisme des aménités rurales,
par Max Felin ;
- Guingamp-Paimpol (Côtes-d'Armor),
dynamique des centres-bourgs et les enjeux du logement,
par Arnaud Bouissou ;
- Carentan-les-Marais (Manche),
la transition écologique sous le prisme des aménités rurales,
par Arnaud Bouissou.

Dans le cadre du programme***Engagés pour la qualité du logement de demain :***

- Le Havre,
par Cédric Calandraud.

Dans le cadre du programme *Quartiers de demain* :

- Le Mans,
par Emmanuel du Bourg.

L'ensemble du fonds est accessible sur Terra, la photothèque des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique.



Marché de St-Orens-de-Gameville. Patrick est horticulteur et vend ses fleurs sur le marché de Saint-Orens. Il se décrit comme un « vrai rural » en opposition aux néoruraux, et déplore l'avancée de la ville sur les terres agricoles.
Crédit : Cédric Calandraud



Le Thouet, Thouars. Crédit : Cédric Calandraud



Fabrication de compote en cours dans l'entreprise Les Jardins de l'Orbrie à Bressuire.
Crédit : Cédric Calandraud



Portrait de N., fleuriste à Arvieu. Crédit : Claire Jachymiak



Au cœur du Parc Naturel Régional des Marais, du Cotentin et du Bessin.
Crédit : Arnaud Bouissou



Vue sur Eaux-Bonnes. Crédit : Cyrus Cornut



Portrait de Charles Firton, conseiller municipal à dédié à la vie associative et à la culture à Arvieu.
Crédit : Claire Jachymiak



Sur les plages de Quiberon. Crédit : Juliette Pavy



Au détour de la rue des Champs-Français, à Caumont-sur-Aure. Crédit : Cédric Calandraud



A., concierge indépendante, vient de faire le ménage dans cette maison quiberonnaise louée à des particuliers pour de courtes durées. Crédit : Juliette Pavy



Rue de Saint-Orens-de-Gameville. Crédit : Cédric Calandraud



Jardin du Lautaret. Crédit : Max Felix



Au détour d'une rue du centre-ville des Eaux-Bonnes. Crédit : Cyrus Cornut



Claire, 20 ans, originaire du Pas-de-Calais. Elle fait du violon depuis dix ans et est en première année de l'École nationale de lutherie de Mirecourt. Crédit : Ophélie Loubat



Une employée de l'entreprise Tissage de France (1083) à Rupt-sur-Moselle (Vosges). Crédit : Ophélie Loubat



Alain, 53 ans, vit à Hauterive (Allier). Il est de passage à Saint-Vallier pour apporter des repas à sa tante. Il est actuellement en recherche d'un emploi. « Mes parents étaient agriculteurs et j'aimerais continuer là-dedans. » Crédit : Ophélie Loubat



Portrait de C., habitante et bénévole de plusieurs associations, à Volonne. Crédit : Paul Lemaire



Vue sur Volonne, au cœur des Alpilles, depuis les hauteurs. Crédit : Paul Lemaire





Doriane, jeune agricultrice de 22 ans à Saint-André-de-Bohon, est la repreneuse d'une exploitation agricole.
Crédit : Arnaud Bouissou



Portrait d'E., à La ferme d'à côté, garde-manger paysan et magasin de producteurs à Tournus.
Crédit : Jef Bonifacio



Au jardin d'En Breuille, à Tournus. Crédit : Jef Bonifacino



Les poules de la ferme La Poule verte, à Tournus. Crédit : Jef Bonifacino



Logement vacant à Kerien. Crédit : Arnaud Bouissou

Interview

Héloïse Conesa, conservatrice du patrimoine à la Bibliothèque nationale de France, responsable de la photographie contemporaine au département des estampes et de la photographie.



La photographie comme miroir des territoires : regards sur la France contemporaine

À travers la radioscopie de la France, la Bibliothèque nationale de France (BNF) a développé un fonds inédit de créations photographiques sur le quotidien du pays. Quels regards proposent les photographes sur les enjeux contemporains du territoire ?

Dans cette commande photographique nationale sans précédent, on retrouve des thèmes en prise avec les enjeux socioéconomiques – le maintien de certaines industries liées à la plasturgie ou au textile, les travailleurs pendulaires, les différences de densité de population entre les grandes villes et les zones rurales ; les réalités sociologiques – la monoparentalité, le quotidien des seniors... mais aussi les questions environnementales – l'agriculture raisonnée, la montée des eaux ou les incendies qui dévastent les paysages naturels ; ou encore culturelles – la vitalité associative qui permet de donner accès à la culture dans les quartiers prioritaires, jusqu'à la richesse des traditions régionales. En outre, alors même que la photographie avait jusqu'alors surtout représenté la France métropolitaine, les lauréats de la commande se sont aussi beaucoup penchés sur les territoires ultramarins, avec treize reportages. Enfin, dans la façon de concevoir leur reportage, les photographes ont souvent fait de marqueurs territoriaux : un quartier, une route, un cours d'eau... le fil conducteur de leur projet.

Les photographes s'engagent dans les petites villes et les zones rurales, à travers la Radioscopie de la France comme à travers la mission documentaire du GIP Europe des projets architecturaux et urbains. Quels rôles peut jouer la photographie dans la représentation des territoires au niveau national ?

La photographie a un rôle majeur dans la définition et la diffusion d'une représentation des territoires en ce qu'elle constitue non seulement un enregistrement de ce qui a été fait et se fait en matière d'urbanisme et plus largement de politique territoriale, mais aussi une prospective. Elle est un *ouvroir* d'imaginaire pour les territoires. Avec la mission photographique de la Datar qui a réuni entre 1984 et 1989, vingt-neuf photographes, et dont les tirages sont conservés à la BNF, il y a eu l'idée de « recréer une culture du paysage » qui semblait alors perdue, ou tout du moins désuète pour appréhender le contemporain. Ramené à la question territoriale, le problème pour les photographes est de saisir, à travers la mise en scène, des paysages politiques, organisés et maîtrisés, la façon dont se dessinent et émergent les paysages vernaculaires, issus de l'usage et des pratiques quotidiennes. Si dans la mission de la Datar, les photographes faisaient davantage l'expérience du territoire afin d'en renouveler les représentations, dans la commande Radioscopie de la France, tout comme dans d'autres initiatives de photographes (France territoire liquide, Azimut...), il s'agit davantage de donner à voir l'expérience dans le territoire : le paysage vient au photographe qui le reçoit intimement et le fait dialoguer avec ses souvenirs, sa sensibilité, ses connaissances.

Quel est, selon vous, l'apport d'un travail en binôme chercheur - photographe au domaine de la photographie contemporaine ?

Un tel dispositif décroïsonne les disciplines, favorise un mode de production des connaissances particulier et rejoint l'injonction proustienne dans *À la recherche du temps perdu* : « Le seul véritable voyage, le seul bain de jouvence, ce ne serait pas d'aller vers de nouveaux paysages, mais d'avoir d'autres yeux, de voir l'univers avec les yeux d'un autre, de cent autres, de voir les cent univers que chacun d'eux voit, que chacun d'eux est. » C'est bien la diversité des apports de chacun, photographes comme chercheurs, qui permet de revivifier la conception du territoire. Collecter, analyser, synthétiser, déduire une forme interprétative sont des étapes nécessaires aussi bien à l'avènement d'une étude scientifique que d'une œuvre photographique. Avec l'émergence de la figure hybride du photographe-chercheur, on constate la porosité de ces deux univers et la volonté d'exprimer à quel point, l'un comme l'autre, sont le terreau d'une culture commune qui consiste à apprendre à voir. Le photoreportage aujourd'hui n'est plus simplement illustratif, mais s'appuie sur les nouvelles stratégies visuelles documentaires. Les photographes exploitent des images d'archives, se livrent à des expérimentations techniques, et la portée symbolique de leurs images va au-delà de l'information.



Portrait d'une jeune habitante du quartier de la Violette, au Teil. Crédit : Manuel Bouquet

GIP Europe des projets architecturaux et urbains

Tour Séquoia

1, place Carpeaux

92055 La Défense cedex

epau.archi.fr

CONTACT

Pacôme Bertrand

Responsable de la mission photographique

pacome.bertrand@developpement-durable.gouv.fr

Tél. +33 (0)7 87 38 11 82